

Sommaire

Table des matières

Sommaire.....	4
Avant-propos.....	5
INTRODUCTION	6
Une montée en puissance de l'intérêt des lecteurs et des internautes pour l'autonomie et ses enjeux ...	10
Internet, un formidable catalyseur d'informations	10
Reprendre la main sur nos environnements matériels	12
Charaudeau: le changement de ton des parutions médiatiques est significatif de l'implantation ou non d'une problématique dans l'opinion publique	14
Repenser le monde au travers des constructions qui nous permettent de l'habiter	16
L'espace de la maison au cœur de notre attention	16
Comment l'habitat incarne notre vision du monde	16
Une maison qui vous ressemble	18
Imaginer ensemble et collectivement la manière dont nous voudrions repenser nos modes de vie, d'habitat et de gouvernance: des initiatives avant-gardistes prennent la parole	23
Qu'entend-on par "écoquartier" ou "habitat participatif" ?	24
Des initiatives qui prennent la parole	26
Des initiatives communicantes et foyers du dialogue collectif: mise en scène de la vie dans ces quartiers	29
Conclusion générale:	30
Bibliographie raisonnée:	37
Ouvrage et articles scientifiques:	37
Ouvrages professionnels:	37
Plan des Annexes :	38

Avant-propos

Le mémoire ci-après a été rédigé durant un semestre d'immersion à l'ENSCI. Le choix d'une problématique basée à la fois sur l'autonomie comme levier d'action social, l'habitat alternatif et un large panel de médias a été notamment motivé par la volonté de fusionner une approche d'étude communicationnelle et la méthode de recherche en design.

De par mon engagement associatif et mes aspirations personnelles, j'ai naturellement été engagée vers une problématique abordant les thématiques de l'habitat alternatif et de l'engagement citoyen. La mise en place de projets ambitieux pour l'avenir se heurte à de nombreuses difficultés et questionnements, dans un monde changeant et aux échanges transnationaux accélérés. La volonté des citoyens de participer à un changement de société s'exprime aujourd'hui au grand jour durant les débats place de la République à Paris, et dans d'autres villes de France. Des SEL (systèmes d'échanges locaux), des monnaies locales et des ateliers de réparations d'objets, ainsi que des lieux d'innovations - tels que les fablabs - sont symptomatiques de nombreuses aspirations qui traversent nos sociétés, encouragés par une volonté de remettre l'humain au centre des préoccupations. Mais c'est par le prisme de l'habitat que j'ai choisi de traiter ce sujet. Parce que comme l'alimentation, la recherche d'un logement adéquat affecte directement nos vies sociales et familiales. Il façonne la face visible et invisible des quartiers, et la manière dont nous évoluons dans nos sociétés. Le seuil de la porte est depuis toujours l'interface entre notre cercle intime et le monde.

A l'ENSCI, ces thématiques sont régulièrement abordées grâce à des ateliers de projets et des initiatives personnelles portant sur le futur de l'habitat: plus connecté, plus intelligent, il fera désormais partie des nombreuses solutions que nous devons trouver pour alléger les coûts subits par notre environnement en terme de prélèvements de ressources et de gestion de nos déchets.

Voici donc le résultat de ces travaux et recherches, qui apportera aux lecteurs, je l'espère, une connaissance plus étayée de ces initiatives et de l'écho qu'elles suscitent dans le monde médiatique.

INTRODUCTION

Pour Castoriadis, “être autonome, c’est être capable de gouverner et d’être gouverné”. Et il ajoutait, dans une émission donnée à France Culture, en 1983 : “ Je pense que l'autonomie, l'autogouvernement, c'est le contrôle de ce qui peut être contrôlé, la décision collective, le fait de se dégager de pouvoirs dont on ne reconnaît pas la légitimité, de reconnaître que c'est la société elle-même qui crée ces lois, que nous avons à décider de ce que nous avons à faire.¹” Nous ne nous sommes pas privés de puiser dans l’œuvre immense qu’a constitué tout au long de sa vie le philosophe Cornelius Castoriadis, qui a mis au centre de sa réflexion ce concept qui centralise tout le propos de ce mémoire, à savoir la notion de l'autonomie. Cet auteur est connu pour avoir élaboré et promu une démarche d'auto-émancipation autonome visant à rompre avec l’imaginaire social construit sur la croyance en des autorités extra-sociales : Dieu, l’État, etc...qui incarnent quant à eux l’hétéronomie.

L’étymologie de ce mot provient du grec *autos* : soi-même et *nomos* : loi, règle. Ce concept extrêmement polysémique est employé dans plusieurs champs d’application, et peut-être possiblement appréhendé sous différents angles de vue, voire différents degrés de considération.

Si nous devons choisir par quel angle nous pourrions analyser notre rapport au monde, considérant notre implication en tant que citoyen, l’un des plus importants est celui de la manière dont nous l’habitons. L’humanité a trouvé au fil de son évolution des réponses face à un environnement hostile et à l’organisation de la société humaine. Au croisement de l’histoire, de la psychologie, de la sociologie et de la communication (ce qui est donné à voir au travers des bâtiments), l’architecture et plus largement l’urbanisme traduisent la manière dont les individus envisagent leur rapport au reste de la société. L’unité d’habitation en dit beaucoup sur le mode de vie de ses habitants, et sur leur vision du monde. Y a-t-il un jardin ? La maison est-elle isolée, partagée, construite par ses propriétaires ? Autonomie et organisation spatiale du lieu de vie sont très étroitement liées.

En **philosophie morale**, l’autonomie est considérée comme la capacité d’un individu à agir par lui-même en suivant ses propres règles de conduite. Dans une situation d’autonomie idéale, l’individu n’est influencé par aucune doctrine ou autre conduite imposée par une autorité, quelle qu’elle soit. Une conduite autonome fait se remettre en question en permanence les sujets qui questionnent alors le sens de leurs actes. Elle met en mouvement l’esprit du sujet qui doit avoir reçu (dans l’idéal) une éducation riche et approfondie en philosophie, sociologie, et histoire. L’importance fondamentale de la formation de l’esprit est indispensable à l’exercice futur de l’autonomie citoyenne, et est considérée par tous les théoriciens de cette notion comme étant nécessaire et indispensable. Être au fait du concept de l’autonomie est un outil

¹ L’autre scène, 1983.05.30. Cornelius Castoriadis, Philippe Nemo - France Culture.

précieux afin de faire face ou de résister intelligemment s'il le faut à un pouvoir trop autoritaire sous toutes les formes qu'il puisse prendre. Cette idée sous-tend la réflexion de Cornelius Castoriadis, mais aussi nombre de penseurs généralement tous au fait de la pensée de Marx, et qui pour certains d'entre eux ont participé activement aux mouvements sociaux qui ont accompagnés le XXI^{ème} siècle, partout en Europe.² Ils sont nombreux parmi les milliers de manifestants dans les rues, dénonçant les conflits et les abus de la société de consommation, saisissant les armes politiques, s'exclamant qu'une nouvelle société devait voir le jour. L'autonomie est toujours au cœur d'actions militantes politiques qui mettent en avant l'action directe, c'est à dire au plus près des citoyens sans attendre le concours des autorités ou des administrations territoriales. Les premiers groupes de ce genre, d'inspiration marxiste sont apparus en Italie, et ont mis en avant l'autonomie ouvrière et le militantisme syndicaliste. D'autres mouvements sont ensuite nés spontanément suite à la crise économique touchant l'Europe à partir des années 70 (l'Allemagne, la France avec *Action Directe*, au Royaume-Uni...). Ces mouvements politiques (souvent violents) ont inspirés de nouvelles générations d'associations pacifistes et militantes contemporaines (altermondialistes, écologistes, et autonomistes). L'exemple de l'association parisienne *CAP ou pas cap?* est de ce point de vue intéressant, dans l'héritage de cette culture autonomiste, de cette volonté de fédérer les alternatives citoyennes au niveau local (ici la ville de Paris), afin de renforcer le tissu des associations parisiennes tout en permettant aux habitants de renouer avec la gestion de leurs quartiers et de l'utilisation des biens et services qui leurs sont nécessaires³.

Dans le domaine des objets dits "autonomes", et qui nous intéresse également pour la suite de cette étude, il faut entendre dans le terme "autonomie" la capacité des objets à se suffire à eux-mêmes pendant un laps de temps déterminé. Cependant, il faut noter que cette dénomination vise plutôt à qualifier l'autosuffisance ou "autarcie provisoire", dont peuvent bénéficier les divers appareils concernés grâce à une accumulation préalable d'énergie, et/ou des mécanismes générateurs (piles à combustibles, panneaux photovoltaïques, éoliennes...). Ce domaine de recherche nous a également orienté vers un certain nombre d'inventions mises au point afin de lier nouveaux modes d'habitat et autonomie de leurs habitants, sous toutes les formes qu'elle puisse prendre, citoyenne comme énergétique.

Lorsque l'on s'intéresse à l'autonomie citoyenne, on peut percevoir une immense quantité de travaux qui lui ont été dédiés: en effet, la polysémie de ce terme laisse une marge de manœuvre très importante à ceux qui souhaitent l'aborder et lui attribuer une définition particulière. Il y a donc autant de théoriciens que de conceptions et de définitions de cette idée.

Beaucoup de textes et d'auteurs, très divers et aux univers passionnants ont été consultés lors de la préparation de ce travail de recherche. C'est notamment le cas d'Antonio Gramsci, Serge Latouche, Pierre Rabhi, Ivan Illich, Ronan Le Coadic...et nous avons tenté de trouver le juste équilibre entre les œuvres

² Antonio Gramsci et l'éducation des masses, l'Ecole de Francfort : Céline Viguier, « Pierre V. Zima, *L'École de Francfort. Dialectique de la particularité*. Paris, L'Harmattan, 2005 », *Sociologie de l'Art* 2006/1 (OPuS 8), p. 193-196. DOI 10.3917/soart.008.019

³ Site internet de l'association, disponible à l'adresse suivante : <https://www.capoupascap.paris/>

dont nous avons hérité, qui ont été reprises et largement commentées, ainsi que des témoignages contemporains afin de donner un éclairage actuel sur les enjeux qui nous préoccupent aujourd'hui. Libération des doctrines religieuses, mode de vie frugal, convivialité, nouveaux modes d'habitation: tous ces outils théoriques s'accompagnent de préconisations et de pistes de réflexions portant sur une nouvelle conception de la vie en société et de l'habitabilité du monde. La naissance du mouvement *Nuit Debout* et son engouement populaire nous montre depuis mars 2016 en France et partout dans le monde un signal concret envoyé aux institutions et aux sociétés civiles de la volonté de citoyens de prendre part à la gestion politique et de repenser la place de l'humain dans nos économies.

Voici que se dessinent maintenant les raisons pour lesquelles nous nous sommes appuyés sur un objet d'étude qui nous semble être tout à fait pertinent afin d'illustrer notre réflexion sur l'autonomie citoyenne: l'habitat alternatif. Loin d'être un choix anodin, ce lien entre le mode d'habiter et de faire société a fait, et continue de faire l'objet de nombreuses recherches. Claude Levi Strauss disait à propos de la manière dont nous nous logeons "bon à penser et à vivre". Cet objet étant tout à fait central dans nos vies, c'est la raison pour laquelle nous lui portons autant d'attention.

Nos corps abritent nos esprits; et nos maisons protègent nos corps contre les intempéries et le milieu extérieur hostile. Sans logement, nous sommes en danger; la maison est un prolongement de nous-mêmes essentiel à notre survie et à notre bien-être. S'attacher à l'habitat alternatif pour interroger ses évolutions, c'est donc s'intéresser à l'expression d'une revendication pour un changement de mode de vie. C'est aussi un miroir architectural de la société sur elle-même traduisant ses aspirations et sa vision anticipée du monde.

Afin de pouvoir analyser et comprendre comment cette articulation entre ces deux objets que sont l'habitat alternatif et l'autonomie parcourait nos sociétés contemporaines, nous avons décidé de nous saisir des prises de paroles émergentes et des appels à la réflexion que nous trouvons de plus en plus dans les médias. Notre corpus d'analyse est donc constitué d'articles issus de nouveaux magazines, essentiellement des pureplayers, et des articles de journaux papiers (ainsi que de leur version en ligne). Il nous a semblé pertinent de sélectionner un ensemble de médias actuels contemporains et dont l'audience est certaine de nos jours, globalement non spécialisés dans le domaine de l'innovation architecturale, ni ouvertement militants. Ce choix a été motivé par la volonté de constater de la manière la plus objective, l'émergence de ces sujets parmi une offre de médias comprenant les pureplayers (une offre très hétéroclite, contemporaine, tendance, orientée sur des tons à la fois divertissants et critiques) aux nouvelles rubriques figurant dans les grands titres de presse.

Dans un contexte post-COP21 et de forte agitation sociale et économique, la profusion est immense en ce qui concerne ce type de supports d'information, incisifs et décalés. Nous nous sommes concentrés sur des médias à l'audience assurée à ce jour, disposant d'un bon référencement sur les moteurs de recherches ainsi qu'un déploiement de qualité sur les réseaux sociaux (l'effet démultiplicateur des publications est à prendre en compte). Les prises de parole autour des sujets que nous avons choisi de

traiter nous sont apparues comme suffisamment redondantes pour que nous nous interroguions sur ce phénomène de société que nous analysons ici.

Voici quelques questions qui ont nourris notre réflexion : Comment aujourd'hui concevons-nous de nouveaux bâtiments; quels messages traduisent leur apparence? Quels sont les imaginaires sur lesquels se construisent ces édifices ? Comment cet imaginaire développé autour de la nouvelle habitabilité du monde est-elle traduite dans les médias ? Quelles initiatives sont-elles prises aujourd'hui?

Pour répondre à ces questions de manière plus éclairée, nous avons également eu recours à la lecture de divers ouvrages théoriques et scientifiques, avons consulté de nombreuses vidéos et témoignages en ligne sur internet et avons rencontré des designers à l'ENSCI, qui soutiennent leur projet d'habitats alternatifs parmi un panel de solutions d'avenir. Des rencontres avec des acteurs de la mobilisation citoyenne et associative à Paris (association *CAP ou pas cap?*) nous ont permis de saisir l'ampleur du phénomène et de l'engouement parisien en faveur de l'apparition de solutions durables.

Nous avons donc suivi la problématique suivante :

Dans quelle mesure pouvons-nous constater l'émergence de nouveaux discours de l'autonomie par le biais des médias actuels, et comment s'incarnent-ils au travers de l'exemple de la conception des habitats alternatifs ?

Pour cela, nous avons suivi le plan énonçant les problématiques suivantes ci-après :

Hypothèse 1: La thématique de l'autonomie et de ses enjeux fait de plus en plus l'objet de productions médiatiques; elle devient un thème d'intérêt pour les publics contemporains

Hypothèse 2: La conception d'habitats alternatifs et à impact écologique réduit est de plus en plus mise en valeur au travers des médias; il incarne un nouvel imaginaire centré autour d'un habitat réenchanté.

Hypothèse 3 : Cette montée en puissance de la thématique de l'autonomie est significative de l'*empowerment* contemporain (initiatives citoyennes, reprise en main de nos vies quotidiennes). Exemple de prises de parole dans les écoquartiers et des d'habitats participatifs qui se mettent en récit.

Penser la manière dont nous allons habiter cette planète dans quelques années prend racine dans l'imaginaire que nous formons aujourd'hui autour de cette question. De nos jours, elle concentre l'attention et fait naître de nombreuses innovations techniques et sociales afin de répondre à ce défi qui nous attend: c'est la raison pour laquelle nous la retrouvons au cœur de nombreux projets de designers et architectes contemporains.

Une montée en puissance de l'intérêt des lecteurs et des internautes pour l'autonomie et ses enjeux

Il est tout à fait intéressant et significatif de constater la multiplication des prises de parole de nombreux acteurs en ce qui concerne la thématique de l'autonomie, et parallèlement, d'articles sur l'apparition de modes d'habitats alternatifs qui combinent tout à la fois autosuffisance énergétique, modes de gestion alternatifs, et lieux de naissance d'un imaginaire disruptif.

Internet, un formidable catalyseur d'informations

L'apparition récente d'outils en ligne permettant la mise à la disposition du public de prises de paroles multiples, a facilité grandement la mise en visibilité de thématiques nouvelles et la possibilité de débattre en temps réel de sujets variés. La toile compose une constellation de savoirs disponibles en ligne, des parutions les plus diffusées à la prise de parole la plus discrète, et est composée d'une immensité de savoirs que tout à chacun peut appréhender avec un minimum de notions en informatique. Cette disponibilité est rendue possible grâce à la facilité d'accès et de maniabilité des supports médiatiques numériques (blogs, sites conçus grâce à des systèmes de gestion en ligne sans aucune édition HTML...)

Le corpus médiatique que nous avons donc déterminé au préalable est composé principalement d'articles issus de pureplayers et de journaux en ligne (qui peuvent être des traductions numériques d'articles parus sur papier également). Le choix que nous avons justifié d'ouvrir notre corpus à un ensemble de titres non spécialisés nous semble être le plus pertinent afin de démontrer une réelle prise de conscience de la part des citoyens de l'importance des enjeux en termes de respect de l'environnement, mais il s'accompagne aussi de la formation (au travers des nombreuses illustrations et photographies) d'un imaginaire nouveau. La mise en commun d'informations à l'échelle du monde et la recherche d'occurrences de termes spécifiques au sujet qui nous importe peuvent nous permettre de déceler des prises de parole émergentes et mobilisatrices, que les citoyens peu à peu s'approprient. La multiplicité des discours, la diversité de leurs énonciateurs et leur marge de progression s'observent à toutes les étapes de la mise en place d'un projet, du discours d'intentions à la galerie photo mettant en valeur les réalisations achevées.⁴

Il existe quatre domaines de références dans lesquelles se développe le concept d'autonomie dans les parutions médiatiques: santé, politique, économie et société.⁵ En ce qui nous concerne, nous constatons

⁴ Reportage ARTE, relatif à l'habitat écologique, modulable et intelligent, émission du 21 mai 2016, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://sites.arte.tv/futuremag/fr/maisons-du-futur-lorsque-creativite-rime-avec-developpement-durable-futuremag>

⁵ Ronan Le Coadic, « L'autonomie, illusion ou projet de société ? », Cahiers internationaux de sociologie 2006/2 (n° 121), p. 317-340. DOI 10.3917/cis.121.0317

en suivant les fils RSS des médias divers et variés que la thématique de l'autonomie est de plus en plus régulièrement débattue et cela au travers de prismes très différents. On y parle d'autonomie politique et du développement de la démocratie participative⁶, de la montée en puissance de l'ESS (économie sociale et solidaire) et de leurs partenariats institutionnels⁷, ainsi que de la manière dont ces aspirations transforment l'aspect de nos espaces de vie.

Ces occurrences ont notamment été repérées au cours de nos recherches sur des sites tels que *Konbini*, *Slate*, *Huffington Post*, *BFM Business*, *France Culture*, *Nouvelobs*, *Arte*, titres de presse quotidienne régionale... et des articles faisant suite aux reportages TV (*bfmtv.com* / *francetv.info*). Ce qui apparaît de manière récurrente dans ces publications, ce sont les nouveaux procédés de construction ainsi que les nouveaux matériaux à haute performance énergétique⁸. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ces articles comportent des liens hypertextes vers des sites développés par des particuliers, et comportant de nombreux tutoriels afin de construire par soi-même un habitat et des installations promouvant l'autonomie énergétique et alimentaire.⁹ Y sont aussi présentés les projets et l'idéologie qui les ont portés, ainsi que les témoignages des résidents¹⁰. La nature des objets médiatiques sélectionnés dans ce mémoire montre comment ces enjeux sont devenus des préoccupations largement partagées et sont sorties du domaine marginal pour prendre toute leur place au sein de notre débat social. La redondance de ces thèmes dans les publications ainsi que la demande du public concernant ces sujets a incité les rédacteurs des grands titres de presse à créer de nouvelles rubriques afin d'inventorier ces articles. Par exemple, *Le Monde* possède désormais une sous-catégorie "habitat" dans la rubrique "Planète", et *Le Parisien* avec sa rubrique "Ville durable"¹¹. Quant à *Ouest-France*, c'est dans la rubrique "Maison", que sont recensées les nouvelles méthodes de constructions plus respectueuses de l'environnement¹², et pour l'Express "Habitat et déco". Pour exemple, Konbini poste un article le premier juin 2016 : « Un quartier autosuffisant va bientôt voir le jour près d'Amsterdam »¹³.

⁶ Voir à ce propos le manifeste du mouvement *Nuit Debout*, disponible à l'adresse suivante: <http://www.nuitdebout.fr/#header>

⁷ Voir à ce propos l'exemple du partenariat de développement entre ESS et institutions publiques en Bretagne, disponible à l'adresse suivante: <http://www.ess-bretagne.org/>

⁸ Reportage sur trois matériaux de constructions en plein développement : notamment la paille. Reportage disponible sur : <http://www.franceculture.fr/emissions/terre-terre/matiere-portraits-33-la-paille>

⁹ France Culture mentionne le lien suivant : <http://www.yypyp.fr/>. S'y trouve des informations concernant le jardin, la maison, l'aménagement favorable en faveur de la biodiversité.

¹⁰ Témoignage en vidéo des habitants du *Village vertical* : *Décembre 2014 : Éco Habitat Groupé au Village Vertical*, disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://vimeo.com/115509728>

¹¹ LEVY Elsa, «Les voisins volontaires», un exemple d'habitat groupé et solidaire. *www.leparisien.fr* [en ligne], 28/12/2015. Disponible à l'adresse:

<http://www.leparisien.fr/environnement/ville-durable/les-voisins-volontaires-un-exemple-d-habitat-groupe-et-solidaire-22-12-2015-5374601.php>

¹² BERTUCCI Anne-Élisabeth. Le pari de l'éco-construction, *Ouest France*, [en ligne], 20/07/2015, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ouest-france.fr/le-mag/maison/architecture-terragora-lodges-le-pari-de-leco-construction-3572117>

¹³ POUGET Jeanne, «Un quartier autosuffisant va bientôt voir le jour près d'Amsterdam, *Konbini*, 01/06/2016, disponible à l'adresse suivante : <http://www.konbini.com/fr/tendances-2/quartier-autosuffisant-en-passe-de-voir-le-jour-pres-damsterdam/>

Reprendre la main sur nos environnements matériels

Ce phénomène est significatif d'un intérêt croissant pour les internautes et les lecteurs de **comprendre le monde qui les entoure et de leur volonté de le façonner**. La meilleure illustration que nous pouvons donner de ce phénomène est la montée en puissance du phénomène des *makers* et du DIY (*Do It Yourself*) qui incite les internautes à se réapproprier les objets, leurs composantes et leurs usages, en mobilisant leurs capacités créatives et en les incitant à lutter contre l'obsolescence programmée; en créant et en réparant par eux-mêmes¹⁴. Ces constats sont en relation directe avec l'apparition de nombreux Fablabs (espaces disposant de machines accessibles aux personnes souhaitant les utiliser pour réaliser leurs projets, sorte d'ateliers collectifs et foyers de l'innovation) et du développement de l'impression 3D assortie de l'accès aux fichiers de conceptions disponibles en open source.

Ce nouvel imaginaire centré autour d'une reprise en main de la vie quotidienne par le biais de la relation que nous avons avec nos objets (ceux qui composent nos lieux d'habitation entre autres), ce regain d'indépendance et de réflexion sont associés avec les mouvements citoyens favorables au développement de l'autonomie des individus face au marché, vers lequel ils sont incités à se tourner pour trouver toutes les solutions à leurs problèmes quotidiens. Cette philosophie qui émerge, portée par des auteurs tels que Pierre Rabhi¹⁵, ou précédemment Ivan Illich, et plus globalement les auteurs qui se réclament de la "décroissance". Ils appellent à un mode de vie frugal, basé sur la satisfaction qualitative des besoins humains (alimentation, habitat, maîtrise des circuits de production alimentaire et promotion de l'agroécologie, favorisation et renforcement des liens sociaux), et l'émancipation par rapport à une société de consommation et un modèle de structuration sociale qualifiés d'archaïques et de dévastateurs.

Autour de l'habitat, les prises de paroles deviennent de plus en plus décomplexées et des tendances qui comme elles, restaient marginales il y a quelques années se déploient dans l'espace public.¹⁶

Plus personne ne s'étonne de tomber sur le récit d'une reconversion professionnelle radicale d'un(e) cadre, lassé(e) d'une vie désenchantée, subitement devenir cuisiner(e) ou ébéniste¹⁷. Les modes de vie alternatifs (régimes alimentaires exclusifs, échanges sans argent...) sont des thématiques qui bousculent nos façons de percevoir le monde et d'y projeter des alternatives. Ces thématiques sont florissantes, en particulier sur les médias dédiés à un public féminin, comme dans *Femme Actuelle*¹⁸.

¹⁴ Evolution du nombre de Fablab en France et leurs actualités disponibles, Bruno D. COT. publié le 22/02/2014 article *L'Express*, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/innovation-et-partage-la-revolution-des-fab-lab_1493074.html

¹⁵ Voir à ce propos le site du mouvement fondé par Pierre Rabhi, dont le site internet est disponible à l'adresse suivante : <http://www.colibris-lemouvement.org/>.

¹⁶ BEYS Géraldine, " Sémeries : les Dupont heureux dans leur maison écologique en paille et bois, *La Voix du Nord*, [en ligne] 06/01/2016, disponible en ligne sur :

<http://www.lavoixdunord.fr/region/semeries-les-dupont-heureux-dans-leur-maison-ecologique-ia12b45226n3256042?xtor=RSS-2>

¹⁷ Adèle de L, A 37 ans, je quitte CDI et job de rêve pour prendre le temps de vivre, *Le Nouvel Obs*, [en ligne] 05/12/2015, Disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1447801-a-37-ans-je-quitte-cdi-et-job-de-reve-pour-prendre-le-temps-de-vivre.html>

¹⁸ HENRY Apolline, Témoignage, Je suis végétarien, *Femme Actuelle* publié le disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.femmeactuelle.fr/bien-etre/bien-dans-ma-tete/temoignage-je-suis-vegan-03893>

Mais ce qui unit toutes ces prises de paroles, c'est avant tout un constat basé sur les catastrophes écologiques, l'anomie, le besoin de recréer une communauté, le besoin de solidarité¹⁹.

L'émergence de la société du partage, du "collaboratif", de la primauté de l'usage sur la possession (théorie développée par Jeremy Rifkin dans *La troisième révolution industrielle*) sont de fortes tendances actuelles qui bouleversent tant la société que nos économies basées sur la capitalisation. Et tout ceci impacte fortement la manière dont nous pensons la manière dont nous habitons ce monde et ses espaces. Ce sont de fortes tendances qui sont perçues par les sociologues du monde entier, relayées dans les médias, et bien sûr, une **problématique saisie par les acteurs du design contemporain**.

En effet, designers et architectes, dont les métiers sont étroitement corrélés avec les outils d'information et de communication (qui donnent à voir et à exister leurs créations) connaissent une prise de conscience majeure sur l'ensemble de ces facteurs qui orientent les besoins des usagers auxquels ils doivent apporter leur meilleure solution. L'évolution de la législation évoluant également en faveur de systèmes moins énergivores²⁰, ce sont de nouvelles opportunités assorties de contraintes strictes qui sont appelées à voir le jour. C'est ainsi que pour montrer leur engagement en ce sens, les acteurs de l'innovation n'hésitent pas à avoir recours aux nouveaux médias et produisent de nombreux outils afin de faire connaître leurs créations et, au travers d'elles, leurs intentions²¹. Leur responsabilité en ce qui concerne la préservation des ressources présentes sur notre planète et l'exigence croissante des clients au regard de la responsabilité sociale des entreprises les encouragent à accompagner cette dynamique.

Le monde numérique et les canaux d'information qui le traverse nous offrent aujourd'hui un miroir (pas parfaitement fidèle certes, mais révélateur) de notre société et des interrogations qui la préoccupent. Les médias sont les véhicules de ces informations et reflètent, si on en croit l'économie médiatique et la recherche de l'audience maximale, les points d'intérêt des lecteurs et internautes. Ils prennent également le rôle de porte-voix suite aux événements consacrés à ces thématiques, et restituent les dialogues échangés par les protagonistes des différents événements prenant place dans l'espace public. Ainsi, il est assez aisé d'avoir accès aux échanges entretenus lors des débats²².

Il est donc possible de consulter les interventions relatives à l'évolution de nos structures d'habitation, et plus largement, de l'agencement des populations directement grâce aux médias disponibles sur les supports d'information numériques. Pour cela, il suffit d'effectuer une simple requête sur les moteurs de recherche, ou de consulter les vidéos disponibles notamment sur *Youtube*.

¹⁹ LAFAY Denis, Edgar Morin : "Le temps est venu de changer de civilisation", *La Tribune*; [en ligne] 11/02/2016, disponible en ligne à l'adresse suivante : http://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/grands-entretiens/2016-02-11/edgar-morin-le-temps-est-venu-de-changer-de-civilisation.html?platform=hootsuite&hash=b5913c21-58ea-42ba-979d-3dee20134860&utm_medium=social&utm_source=facebook

²⁰ Incitations du gouvernement en faveur d'équipements anti-gaspillage dans le secteur du bâtiment;., disponible en ligne sur <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Batiments-.html>

²¹ Exemple de la start-up *Ecocapsule*, développant une maison écologique et nomade, déployée sur leur site internet, Twitter, Facebook et LinkedIn, disponible sur : <https://www.ecocapsule.sk/>

²² Exemple : restitution des débats du **Colloque Toit sur toit**, *Pour la modification des toits : projets, innovation et imaginaire*, disponible en ligne sur le site de la Maison de l'architecture.

Charaudeau: le changement de ton des parutions médiatiques est significatif de l'implantation ou non d'une problématique dans l'opinion publique

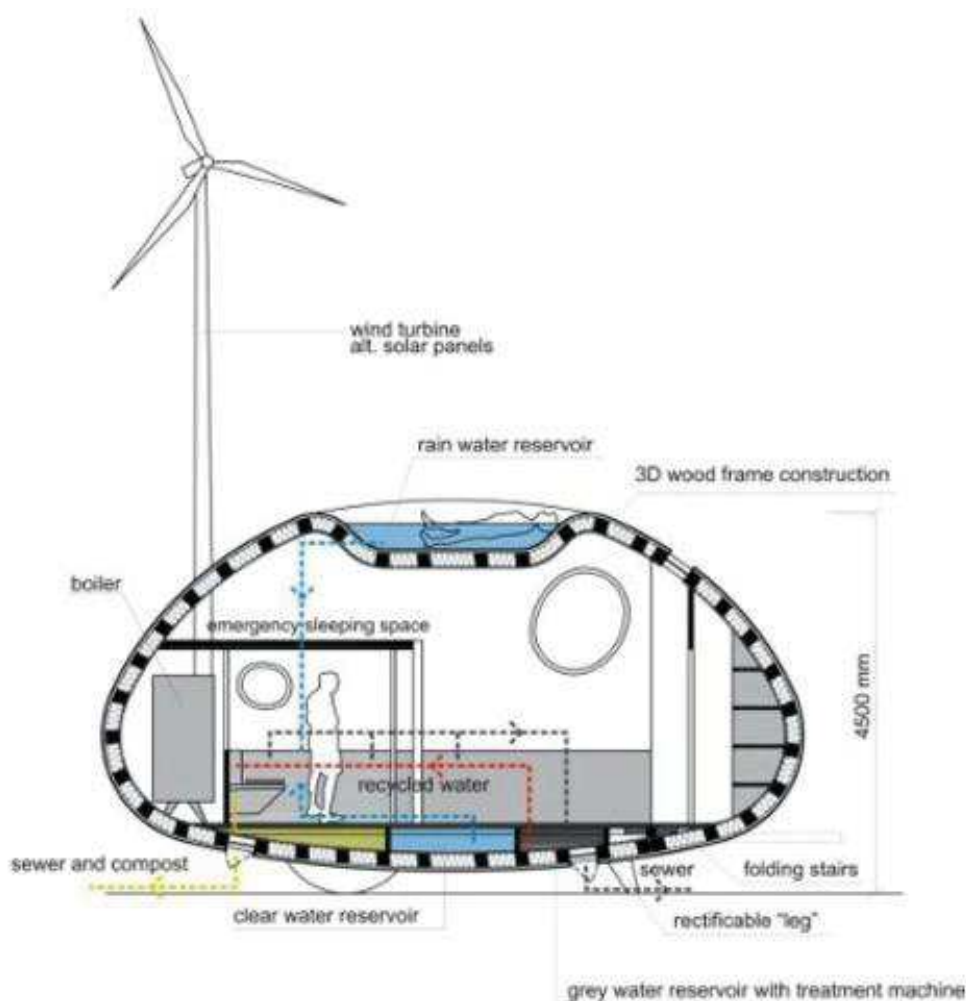
Dans son article *Les conditions d'une typologie des genres télévisuels d'information*, Patrick Charaudeau explique comment, au fil du temps, le ton des articles (ou "mode discursif") concernant une problématique change, et ce que cela révèle de la considération que les citoyens portent sur ce même thème. Sa typologie définit trois modes discursifs:

1. L'évènement rapporté : c'est une mise en discours (du *dit*) qui s'appuie sur des *faits*. Ce sont des déclarations basées sur une observation d'une action menée dans l'espace social. Il est soumis à la question de l'objectivité, comme dans le discours journalistique.
2. L'évènement commenté : il propose une explication de ce qui est évoqué par le discours rapporté. C'est une première interprétation de l'évènement dont il est question, en tentant de faire des hypothèses, de développer un avis, d'apporter des preuves. Il dispose d'éléments nécessaires à la formation d'un jugement sur l'objet de la discussion.
3. L'évènement provoqué : la parole des médias a désormais une dimension performative et l'énonciation des faits à des répercussions directes sur le monde des faits. C'est la mise en scène au sein du débat social de l'objet de la conversation qui provoque un impact direct dans la vie des acteurs sociaux.

Cette typologie explique le passage entre la description et la réalisation concrète d'un phénomène depuis ses premières apparitions dans la sphère médiatique. Le genre de ces écrits est principalement de nature descriptive, et reste tout à fait informatif. Ce premier niveau d'information permet aux lecteurs d'appréhender nouvellement un sujet jusqu'alors inconnu, d'en saisir les enjeux, et lui permet ainsi de se forger une première opinion sur le sujet. Cette approche est une amorce de réflexion pour le lecteur, qui peut éventuellement se saisir de cette thématique et la relayer autour de lui, en sensibilisant de nouveaux publics. La thématique est ensuite débattue et activement reprise par les acteurs sociaux qui finiront par lui donner vie en la traduisant dans les faits, au moyen d'une réalisation concrète.

Cette théorie se vérifie également à propos du sujet qui nous occupe: après la parution d'articles simplement informatifs concernant les alternatives au modèle d'habitation "classique" sont apparus des reportages et des sujets concernant les initiatives récentes. Ces contenus se retrouvent aujourd'hui dans des archives qui peuvent remonter à quelques dizaines d'années. Aujourd'hui, la possibilité pour les internautes de mettre facilement en ligne des informations leur permet de témoigner au jour le jour de leur

expérience.²³ Cette progressive transition d'un état à un autre du discours est visible dans les articles et autres parutions concernant, par exemple, la mise sur le marché de l'*Ecocapsule*, une petite unité d'habitation aux lignes futuristes²⁴



²³ Témoignage vidéo d'un habitant d'un des premiers écoquartiers européens, *Eva Lanxmeer*, disponible en ligne à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=gXZKYdi4A_g

²⁴ Chhabra Esha, Slovakian architects' pod makes tiny houses seem enormous, *Washington Post* [en ligne]. 28/04/2016. Disponible à l'adresse : https://www.washingtonpost.com/realestate/slovakian-architects-pod-makes-tiny-houses-seem-enormous/2016/04/28/47bd5016-0ca0-11e6-bfa1-4efa856caf2a_story.html

Olga Kharif, Ecocapsule: A Tiny Solar-and-Wind-Powered Mobile Home, a little off-the-grid place of your own, *Bloomberg Businessweek*, 28/04/2016, Disponible à l'adresse : <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-04-28/ecocapsule-a-tiny-solar-and-wind-powered-mobile-home>

Repenser le monde au travers des constructions qui nous permettent de l'habiter

La conception de maisons autonomes et écologiques est de plus en plus mise en valeur au travers des médias, et incarne ce nouvel imaginaire centré autour d'un habitat réenchanté, améliorant la qualité de vie individuelle, proposant un environnement favorable aux interactions sociales et plus respectueux de l'environnement.

L'espace de la maison au cœur de notre attention

Au milieu des nombreuses informations qui nous parviennent sur l'état préoccupant de notre planète et sur les conséquences factuelles du changement climatique, l'ensemble des sphères de nos vies sont concernées par un changement de comportement qui s'impose. Notre responsabilité en tant que citoyens et garants du monde que nous laisserons aux futures générations se trouve engagée dans ce constat alarmant: il est grand temps de changer nos habitudes et d'optimiser ce qui peut l'être dans notre manière de consommer et d'habiter. Pour cela, la conception de maisons autonomes et écologiques est une des réponses les plus importantes et est de plus en plus mise en valeur au travers des médias.

Notre maison, nos espaces de vies, son l'agencement et tout l'attention qu'on lui porte font depuis des années le plus grand plaisir des lecteurs de magazines de décoration intérieure, de féminins²⁵ voir même l'objet de petites émissions dédiées comme *Du_côté de chez vous*. Nous avons tous fantasmé sur ces maisons de rêve présentées par leurs heureux propriétaires...

Les constructions nouvelles que nous allons découvrir dans cette étude sont encore pour la plupart au stade de prototypes et/ou de premières expérimentations. Cependant, elles sont en cours de déploiement et incarnent ce nouvel imaginaire centré autour d'un habitat réenchanté, au niveau social et environnemental.

Comment l'habitat incarne notre vision du monde

Puisque nous avons abordé la multiplication des parutions médiatiques relatives aux nouveaux habitats, nous pouvons désormais nous pencher sur la manière dont ils mettent en forme un imaginaire fondé sur

²⁵ Exemple de magazines féminins : <http://www.marieclairemaison.com>

l'harmonie avec la nature et l'utilisation de ses éléments (vent, eau, géothermie...), le bien être des habitants, de leur entourage et une projection dans un futur proche où notre mode de vie aurait radicalement changé, dessinant un avenir plus serein et plus durable.

C'est en parcourant ces parutions et les nombreuses illustrations qui les accompagnent, que nous reconnaissons qu'il s'agit là d'une réelle nouvelle utopie qui est en train de naître. Utopie (du grec οὐ-τοπος, un "lieu ailleurs"), un autre monde où le lien social serait restauré, et où les dispositifs techniques laisseraient une liberté plus grande quant à l'endroit où nous pourrions disposer de nos habitations, et où notre impact serait au moins grandement réduit, idéalement nul²⁶. Voici ce qui transparaît des documents que l'on peut trouver en établissant une grande revue de presse sur le sujet et à ce jour. Au fil des pages que nous parcourons se dessinent des habitations mobiles, parfois bâties à partir de la transformation de leur usage premier (notamment d'anciens véhicules), ou d'un autre objet (il peut s'agir d'un ancien bus, d'un camion, de pièces recyclées...), ou bien qui mettent en valeur des matériaux issus de sources renouvelables (bois et minéraux) et locales. C'est dans ces parutions que prend alors forme tout un univers rêvé depuis que nous sommes enfants: un cocon doux et confortable, qui vous promet de vous abriter, et même qui vous suit au fil de vos voyages tout autour du monde... cette tendance est si présente qu'elle décline l'habitat alternatif sur les routes²⁷, et également dans la sphère de la vie professionnelle grâce aux bureaux nomades²⁸.

L'ensemble des équipes de designers et d'architectes au cœur de ces projets pensent également à l'impact de l'implantation des constructions au niveau du terrain qui les accueillera. C'est pourquoi nombreux sont les modèles qui ne comprennent pas de fondations bétonnées qui nécessiteraient de bouleverser l'ordre géologique de surface et auraient un impact conséquent sur l'état de la parcelle choisie. Voici un autre aspect qu'il nous paraît important de prendre en compte et qui se situe dans la continuité avec ce que nous avons développé précédemment: la maison du futur aura comme impératif de laisser la terre sur laquelle elle s'est implantée la moins impactée possible au long terme par son occupation. C'est pourquoi la phase de déconstruction est prévue en amont de sa réalisation afin permettre un recyclage optimal des matériaux et la préservation des sols (cf: site de présentation de la *Aktivhaus* met particulièrement bien en avant cette dimension: "The building will be fully deconstructed at the end of the project and rebuilt elsewhere or 100% recycled."). Une dimension qui ne manque pas d'être mise en avant par les équipes de communication de ces projets²⁹. L'objectif étant de traduire le plus justement possible la volonté de ne pas dégrader les terres choisies pour s'implanter, et de les préserver au long terme.

²⁶ C'est déjà le cas pour la *Aktivhaus*, article dédié par Charmeil Lara, le 23 juillet 2015 dans *We demain*, disponible en ligne sur : http://www.wedemain.fr/En-Allemagne-la-premiere-maison-zero-energie-zero-emissions-zero-dechet_a1148.html

²⁷ MAGNIER Maxime, 6 bus transformés en maisons roulantes qui égayeront votre âme de voyageur, <http://soocurious.com/>, [en ligne], disponible sur : <http://soocurious.com/fr/bus-renoves-voyage-road-trip/>

²⁸ Célia, TOP 8 DES WAGONS DE TRAIN RECYCLÉS (MAISONS, HÔTELS, BUREAUX...), <http://www.voyage-insolite.com/> [en ligne], 22/11/2014 disponible à l'adresse suivante : <http://www.voyage-insolite.com/2014/11/22/wagons-train-recycles-maisons-hotels-bureaux/>

Van Bockstael Olivier, Pour les freelances, des bureaux nomades, <http://www.huffingtonpost.fr/>, [en ligne], 27/02/2016, disponible à l'adresse suivante: http://www.huffingtonpost.fr/2016/02/24/freelance-bureaux-nomades_n_9307294.html?ir=France&ncid=fcbklnkfrhpmg00000001

²⁹ Exemple de la *Aktivhaus* : <http://www.aktivhaus-b10.de/en/project-description/>

Une maison qui vous ressemble

Ces nouvelles constructions qui supportent à la fois de réels progrès en terme d'avancées technologiques et d'ergonomie, mais sont aussi des véhicules de l'imaginaire.

Pour quelques-unes de ces constructions, notamment la Pop-up House, les concepteurs ont pensé à fournir ces maisons sous forme de kit³⁰, afin que les futurs propriétaires puissent monter eux-mêmes leur futur domicile, avec la possibilité de faire appel à des artisans spécialisés proches du lieu d'implantation de la maison. C'est le cas tout spécialement de la maison développée par le studio d'architecture colombien, le *Colectivo Creativo*. Pour son projet nommé "Vimob", le constructeur s'engage à leur délivrer l'ensemble des informations nécessaires à son montage. Le fait de pouvoir construire sa propre maison (ou du moins y participer) et de la personnaliser en fonction des usages propres à chaque ménage devient à la fois la raison pour laquelle elles ont un coût peu élevé pour les futurs propriétaires, mais aussi un moyen de s'approprier symboliquement le bâtiment. Ceci est traduit sur les supports d'informations de l'entreprise par de nombreuses photographies et vidéos pédagogiques relayées généreusement dans les médias³¹.

L'implication des habitants est un aspect non négligeable dans l'attachement que les gens porteront vis-à-vis de cette construction. En effet l'appropriation de la maison et l'adhésion aux valeurs qui ont permis son élaboration sont fondamentales et grandement mises en visibilité dans les articles qui diffuseront ces inventions et leurs images, permettant à un grand nombre de personnes de prendre connaissance de ces projets et de s'identifier à leurs propriétaires³².

Au volet idéologique s'ajoute tout un pan esthétique qui n'est pas à négliger dans l'analyse que nous pouvons développer à propos de ces objets que sont les habitats "alternatifs". Leur aspect visuel traduit lui aussi les enjeux de leur construction et la volonté de façonner un espace d'accueil "communicant" (message véhiculé par le choix et l'agencement des matériaux) et plus serein. L'utilisation de matériaux d'origine renouvelable (le bois, la pierre, paille, le bambou...), ou bien des matériaux durables, solides et recyclables. Ces matières donnent à voir une structure construite dans l'optique de respecter l'environnement tout en apportant sécurité et confort à ses habitants. Utilisés pour les propriétés physiques et techniques de haute qualité, ces matériaux intelligemment assemblés permettent une diversité des formes et des aménagements qui laissent une grande marge de manœuvre à celui qui en passe commande. L'appropriation de la demeure passe aussi par l'expression et la traduction dans

³⁰ VIMOB – l'habitat alternatif en kit à monter, *Mr Mondialisation*, [en ligne], 10/12/2015, disponible à l'adresse: <https://mrmondialisation.org/vimob-lhabitat-alternatif-en-kit-a-monter/>

³¹ Cuzon Vincent, Une maison en kit construite en 1 journée !, *Seloger.com*, le 19/04/2016, article disponible en ligne sur : <http://edito.construire.seloger.com/lifestyle/visite-privee/une-maison-en-kit-construite-en-1-journee-article-9346.html>

³² Voir à ce propos le discours du constructeur *Booa architecture et design*, promouvant la personnalisation de ses constructions. Il a permis la construction de la réhabilitation du quartier anciennement industriel à Logelbach-Wintzenheim, en Alsace. **Reportage France 3** disponible en ligne sur <http://www.booa.fr/#!booaquartier/cfxo>.

l'aménagement de la maison des besoins et usages des futurs habitants³³. Surfaces, disposition des pièces, tout doit être pensé pour s'adapter au mieux aux attentes et aux modes de vie des futurs propriétaires. C'est pourquoi de plus en plus de constructeurs choisissent d'utiliser des parois modulables, et un grand choix de surfaces personnalisables.



© 2014 National Trust for Historic Preservation. All Rights Reserved.

Comme la fameuse *farnsworth house* réalisée par Mies Van der Rohe en 1946 et 1951, fait marquant de l'histoire de l'architecture contemporaine et icône de sa discipline, l'implantation de ces maisons dans des paysages naturels telles que présentées sur le site internet de la *Pop-Up House* par exemple, construit et mobilise l'imaginaire; celui d'une vie en harmonie avec les éléments naturels qui semblent pénétrer jusque dans l'espace intérieur, grâce au déploiement fabuleux d'une baie vitrée immense faisant le tour complet de la maison, et ne constituant qu'une barrière invisible entre l'espace de vie intérieur et les éléments du dehors.

³³ MAGNIER Maxime, "Installez-vous dans ces petites maisons écologiques modulables à votre guise », *SooCurious*, 2016, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://soocurious.com/fr/maison-ecologique-carton/>



Plan intérieur en coupe verticale de la Pop-up House.

L'interpénétration de l'extérieur et de l'intérieur traduit grâce aux matériaux cette volonté de symbiose avec l'environnement et une grande sensation de liberté de mouvement. La végétation paraît arriver jusque dans votre salon tandis que le vent agitant la cime des arbres est arrêté par une barrière de verre protectrice. On pourrait y projeter mille histoires de vies. Beauté et le confort sont réunis dans un espace splendide et où l'intimité est garantie par les parois intérieures modulables ainsi que par la rangée d'arbres entourant la construction. Très lumineuses, disposant de grands espaces intérieurs, les photographies des projets de maisons alternatives telles qu'elles sont présentées dans des articles tels que celui de *Guizmo.com*, *Journal du Design*, *Blog Esprit Design*, ou *Soon Soon Soon*, nous présentent de véritables équilibres entre œuvres d'art et structures d'habitation, qui appellent le spectateur à la contemplation.



Modélisation 3D disponible sur le site internet de DOM(E)

A ce propos nous pourrions citer l'exemple de DOM(E)³⁴, une habitation dont la structure prend la forme d'un dôme géodésique: une maison pliable et transportable, préfabriquée; elle est adaptée à toutes les saisons et peut être implantée quasiment partout où il est possible de le faire (terrain et accord réglementaire requis). Avec son aspect peu commun mais attirant, elle est économe en énergie, et dispose de systèmes permettant la collecte des eaux de pluie et de panneaux solaires, ainsi que d'un poêle en cas de baisse trop importante des températures. La stabilité thermique est assurée par une régulation naturelle des courants d'air grâce à son enveloppe extérieure.

“DOM (E) is perfect for those who value unconventional space, easily foldable, durable environmentally friendly use of materials and construction, with lower costs compared to traditional construction and rational use of natural energy supply. “

D'autres parutions médiatiques nous parlent quant à elles de projets de maisons alternatives très orientées vers une autre dimension corrélée avec une plus grande liberté de mouvement, tout en continuant de réduire l'impact du mode de vie sur l'environnement. Des maisons portatives³⁵, qui permettent de voyager et de se déplacer au fil du temps et suivant leurs habitants. Il peut s'agir de véhicules réaménagés, de dispositifs se rapprochant plus du concept de la caravane, mais aussi de structures créées spécialement à cet effet³⁶.

De nombreuses parutions s'attardent sur le récit de voyageurs globetrotters, qui partent explorer les quatre coins du monde dans leur maison hors du commun. Ces récits incroyables en temps réel sont rendus possibles grâce à une hyperconnexion permettant à ces aventuriers de poster régulièrement sur un support de communication digital l'histoire de leur parcours. Blog, réseaux sociaux et autres applications telles que Instagram leur permettent de rester en lien avec leur communauté respective (en rendant plus relative la distance qui les sépare) et permet aux médias de constituer articles et reportages sur ces parcours hors du commun. Cela peut parfois paraître incohérent: revendiquer le fait de vivre dans un habitat qui s'affranchit de ses apports énergétiques, et qui donne un avant-goût de liberté, mais certainement pas de coupure de connexion! L'exemple du projet *Vandog Traveller* nous donne à voir le portrait d'un jeune homme, qui ayant quitté son travail en 2013, a décidé de partir faire le tour du monde dans un van qu'il a lui-même aménagé. Des articles ont été consacrés à son projet³⁷ mais surtout, son aventure se décline sur son compte *Facebook*, *Twitter* et *Instagram*, ainsi que sur son blog où sont centralisées toutes les informations qu'il publie relatives à son aventure³⁸.

³⁴ Exemple de *DOM (E)*, présentation sur : <http://www.nrja.lv/index.php?id=202>

³⁵ Exemple de *l'Ecocapsule*, présentation : <https://www.ecocapsule.sk>

³⁶ Voir à ce propos la charte du site *Maisons Nomades*, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.maisonsnomades.net/#!le-sens/c2q4>, en lien avec un article de *l'Express*, Fabrice Rault, "Maisons nomades et évolutives", disponible en ligne à l'adresse suivante : http://lentreprise.lexpress.fr/creation-entreprise/idees-business/maisons-nomades-et-evolutives_1526725.html

³⁷ FLORA, Il quitte son travail pour aménager son camion et faire le tour du monde, <http://buzzly.fr/>, [en ligne], 03/2015, disponible sur : <http://buzzly.fr/il-quitte-son-travail-pour-amenager-son-camion-et-faire-le-tour-du-monde.html>

³⁸ Blog Vandog Traveller: <http://vandogtraveller.com/>



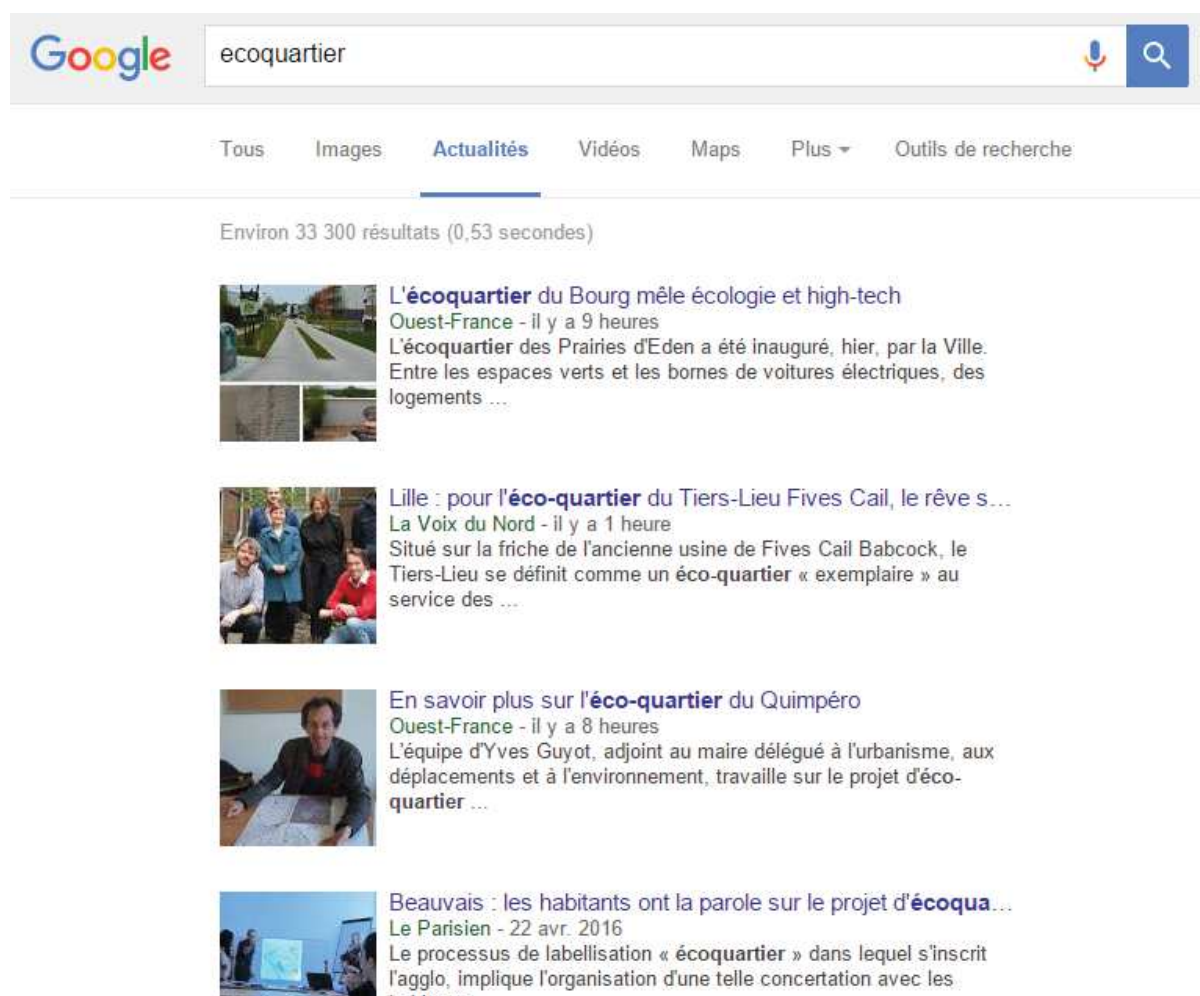
Image présente sur le site de Vandog Traveller : <http://vandogtraveller.com/diy-camper-van-conversion/>

Les structures d'habitation jouent alors dans ces histoires un rôle fondamental et incarne un personnage à part entière en constituant un des éléments vitaux indispensable à la poursuite du récit. La profusion d'images à disposition nous donne à voir des dispositifs aux courbes originales, et qui sortent du champ conventionnel de l'habitation telle que nous la concevons habituellement. Les Van restaurés, héritiers de la culture hippie, s'équipent d'équipements de campings et "véhiculent" leur idéologie célèbre; yourte et autres installations révolutionnent notre conception de l'habitat.

Choisir un endroit pour y vivre est indispensable à notre survie, à notre développement personnel et à notre épanouissement. Nous avons envie que notre maison nous ressemble, et réponde à nos besoins vitaux. Nous les aménageons. Nous les améliorons. Cependant, nous vivons en société et avons besoin de penser la gestion des espaces et de résoudre des problématiques soulevées par les rassemblements de population. L'urbanisme tente de répondre à ses questions en s'interrogeant sur la manière la plus intéressante de gérer les espaces urbains et ruraux. Y a-t-il aujourd'hui des projets qui s'intéressent à la dimension collective des habitations alternatives et futuristes ? C'est ce que nous allons découvrir dans le développement suivant.

Imaginer ensemble et collectivement la manière dont nous voudrions repenser nos modes de vie, d'habitat et de gouvernance: des initiatives avant-gardistes prennent la parole

Nous avons expliqué précédemment ce qui nous avait conduit au choix de cet objet qu'est la structure d'habitation afin d'analyser et de saisir ces nouveaux discours portant sur la thématique de l'autonomie, et leurs influences sur la structuration de la société. Ce lien entre la recherche de nouveaux imaginaires et le mode d'habitation est examiné par de nombreux chercheurs, et parmi les premiers à s'y être intéressé, Claude Levi-Strauss, qui considérait l'habitat comme "bon à penser et à vivre". Nous constatons en effet au fur et à mesure de nos recherches que l'attrait pour l'habitat alternatif est intimement lié au souhait de l'avènement d'une nouvelle société.



Aperçu d'une revue de presse numérique répondant au mot-clé "écoquartier"

Deux grands axes de questions se posent à nous, la première en termes de changement éventuel de modalités de gouvernance effectives dans ces structures, le deuxième portant davantage sur le pan communicationnel de ces organisations et leurs rapports avec le monde qui les entoure.

La mutualisation des ressources, et la conception d'habitations autosuffisantes riment-elles avec le développement de la gestion locale ? La vie dans un écoquartier est-elle porteuse d'une gouvernance renouvelée et incite-t-elle nécessairement à une prise de conscience citoyenne ?

Quel discours engagent les acteurs de des initiatives ? Quel imaginaire prend forme dans ces structures d'habitation ? Comment ces initiatives engagent-elles un dialogue avec le monde ?

Nous avons pu voir au travers des exemples de maisons individuelles économes en énergie citées auparavant que de nombreux projets sont aujourd'hui entrepris afin de mettre au point une habitation qui à la fois, permet à ses habitants de profiter d'une autosuffisance plus grande (puisque libérés de la production et de la livraison d'énergie et de ressources premières), mais aussi qui parvient à produire plus de richesses que la consommation n'en nécessite. Ce surplus de ressources peut être, comme l'exemple du projet *Phi Suea*³⁹, stockée afin de pallier à un manque prévu (grâce à la technologie de pile à combustible à l'hydrogène), ou bien comme pour la *Aktivhaus*, redistribué dans le réseau du quartier.

La mutualisation de richesses énergétiques et de biens de toutes natures à une échelle plus importante existe également au niveau d'un quartier entier. Ce qui ne manque pas de susciter une émulation médiatique autour de ces projets, et qui nous laisse à penser que ces initiatives retiennent l'intérêt des citoyens et des relais d'opinion. Commençons donc maintenant notre découverte des écovillages et des écoquartiers, ainsi que des projets d'habitats participatifs qui sont de plus en plus présents dans les médias.

Qu'entend-on par "écoquartier" ou "habitat participatif" ?

Appréhension de l'écoquartier, d'habitat participatif et des citoyens-habitants. Exemples du Village Vertical de Villeurbanne et de EVA Lanxmeer,

D'après la définition du ministère du Développement durable, nous retiendrons qu'un écoquartier "est un quartier urbain à caractéristiques écologiques moderne". En poussant un peu nos recherches et en cherchant la définition qu'en donne l'encyclopédie libre *Wikipédia*, il est intéressant de constater que l'étymologie de ce néologisme est mentionnée: "Le terme « écoquartier » (parfois écrit à tort « éco-quartier ») est un néologisme associant le substantif « quartier » au préfixe « éco- », qui vient du grec ancien *οἶκος*, *oîkos* (« maison ») et entre dans la composition des mots « écologie » et « économie »."

³⁹ Présentation du projet : <http://www.phisueahouse.com>

Voici une liste de critères qui peuvent aider à définir ce qu'est un écoquartier:

- optimisation des consommations énergétiques et autoproduction (panneaux solaires, éoliennes, géothermie...)
- Incitation à l'utilisation des moyens de transports sans émission de gaz nocifs à l'utilisation, ainsi que d'un réseau de circulation adapté
- Réduction de la consommation en eau et collecte des eaux de pluie
- Limitation de la production de déchets
- Favorisation de la biodiversité
- Utilisation de matériaux renouvelables et locaux...

“Dans un écoquartier, les habitants seraient impliqués dès la conception du quartier ou au démarrage du projet de réhabilitation. Fidèle aux principes de développement durable qui place la **concertation** au cœur du processus, la conception de tels quartiers attache une importance particulière à la mixité socio-économique, culturelle et générationnelle. Le quartier durable promet un accès plus facile à des activités sportives et culturelles. Du point de vue économique, les services et les commerces se voudront multifonctionnels.” ⁴⁰

Plus loin encore que l'écoquartier, le projet d'**habitat participatif** possède une caractéristique supplémentaire: c'est une **association de citoyens qui est à la base de l'initiative**, et ce sont eux qui décident de financer la construction de leur ensemble d'habitation en fournissant par eux-mêmes les fonds nécessaires à sa réalisation. Ils décident de manière collective du maximum de caractéristiques matérielles et de fonctionnement de leur futur quartier, en partenariat avec un architecte et grâce à une autorisation légale délivrée par les institutions publiques.

Cette mention indique clairement que tous les projets de cette nature impliquent à la fois une préoccupation majeure en terme de respect de l'environnement, mais sont également favorables à une nouvelle gouvernance⁴¹ et à la priorité donnée à la concertation, au dialogue et à l'information en libre accès, ainsi que la mise en avant d'une gestion par les citoyens-habitants des ressources à partager au sein de cet ensemble d'habitation.

Pour être tout à fait clairs dans nos propos, nous pourrions, en résumé, définir l'habitat participatif par les critères suivants: mixité sociale, optimisation des ressources, prévision d'espaces communs, possibilité d'une gestion commune par les habitants des différentes modalités d'entretien et d'évolution du projet, une conception architecturale accordée en fonction des besoins des futurs habitants, et la promotion d'une

⁴⁰ Wikipédia, définition de l'écoquartier :https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89coquartier#cite_note-1

⁴¹ Gouvernance et dimensions de la participation citoyenne dans les ÉcoQuartiers, Ce document a été réalisé par : L'ISIAT (Institut Supérieur d'Ingénieurs-Animateurs Territoriaux : Françoise LAFAILLE - Pascal TOZZI – Nicolas D'ANDREA – Abdourahman N'DIAY – Luc GREFFIER – Didier LAUGAA

participation active et volontaire au travers des différentes étapes du projet (conception, réalisation et gestion pérenne). La qualité de la vie du quartier étant l'objectif final à atteindre.

Leur bilan énergétique est certes tout à fait distinct des modèles de maisons autonomes (quoique bien plus performant que nos habitations "classiques"). C'est à la fois grâce à leurs performances énergétiques et à leur gestion particulière qu'ils parviennent à trouver un écho dans les médias. Il est intéressant d'analyser de quelle manière ils sont mis en avant, et quelles sont leur propre manière de communiquer sur leur création, leur expérimentation gouvernementale et leur développement.

Des initiatives qui prennent la parole



Pour illustrer nos propos, et notre analyse, nous allons nous appuyer sur un exemple concret : il s'agira de se baser sur une expérimentation menée à Villeurbanne, où une coopérative d'habitants a permis la création du "Village Vertical". Se décrivant elle-même comme "un habitat social et écologique initié et conçu par ses habitants, dont ils sont, collectivement, l'unique propriétaire, et qu'ils gèrent démocratiquement, sans spéculation ni but lucratif."

Depuis les années 2000, les projets de co-habitats, ou d'habitats participatifs se multiplient et donnent à voir de nombreuses situations dans lesquelles des groupements de personnes tentent de construire un ensemble d'habitation à leur image, qui soit à la fois en accord avec leurs valeurs idéologiques, mais aussi plus à même de répondre à leur aspirations en terme de vivre ensemble et d'aménagement de leur logements⁴². La recherche d'un mode de vie alternatif au travers de la conception de l'habitat est une préoccupation grandissante, et en lien avec des sujets relatifs à l'autonomie. Elle bénéficie également d'un

⁴² Par exemple, voici un projet mentionné dans la presse quotidienne régionale : Emilie, le 20/04/2016, dans *l'Orne Hebdo* pour la construction d'un habitat partagé intergénérationnel et solidaire, disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.orne-hebdo.fr/2016/04/20/un-projet-d-habitat-participatif-et-intergenerationnel-sur-les-rails/>

gain d'intérêt que l'on peut observer grâce aux occurrences⁴³ de ses termes dans les titres des parutions médiatiques.

Ces nouvelles constructions incarnent matériellement les aspirations de leurs habitants qui, pour des raisons multiples, souhaitent s'investir financièrement mais aussi en termes de temps disponible et d'énergie à la création de leur logement de manière collective.

Extrait de l'article *Un projet d'habitat participatif et intergénérationnel sur les rails* : « Un espace où différents foyers ont chacun leur habitation privée, mais où certaines parties sont communes : salle de réunion, salle de sport, bibliothèque, atelier, jardin... », explique Claire Dutilloy, à l'origine du projet. “ Les futurs habitants souhaitent réintroduire dans leur mode de vie quotidien des moments de convivialité⁴⁴, de débats et de partage qui ne sont pas toujours possibles ou accessibles dans les configurations urbaines contemporaines. Ces instances et temps de communication et de concertation entre les habitants est au cœur de l'ouvrage d'Ivan Illich, lui qui positionne au centre de sa réflexion la **convivialité** comme outil indispensable à la refondation d'une société nouvelle, ouverte et tolérante.

Le rôle des outils d'information et de communication est indispensable en amont des projets, afin de rendre visibles ces initiatives collectives, et que le nombre de contributeurs nécessaires soit atteint. Il faut absolument que le nombre de personnes prêtes à s'investir soit à la hauteur du projet; sans quoi il ne pourrait voir le jour.

Contrairement aux expériences de vie communautaire comme celles menées dans les années 1970, le choix de l'habitat participatif ne se fait aujourd'hui que dans la mesure où il permettra de trouver un consensus entre le confort individuel et celui d'un vivre-ensemble renouvelé. La mise en place d'espaces communs et de délibération ne doit donc pas influencer négativement la qualité de confort des futurs habitants. Cette dimension importante ne doit pas être négligée et est significative de la philosophie des habitants: comment transposer de manière réelle et concrète ces espaces “rêvés en espaces pensés” ?⁴⁵

L'initiative d'habitat partagé s'apparente à une multitude de projets, déjà mis en place ou en cours de construction, et ce partout dans le monde.

Le projet initié aux Pays Bas, *Eva Lanxmeer*⁴⁶, fait figure de précurseur et de réussite dans le domaine. Construit entre 1994 et 2009, il est devenu également lieu de rendez-vous citoyen et de débat. C'est un modèle suivi par de nombreuses initiatives, connu et reconnu par les professeurs d'architecture et

⁴³ Liste non exhaustive des termes redondants correspondants à notre recherche : “alternatif, habitat, maison, autonomie, participatif, actif, énergie positive, écoquartier, co-construction...”

⁴⁴ ILLICH Ivan, *La Convivialité*, Seuil, Paris 2003

⁴⁵ IORIO Annalisa, Espace pensé, espaces rêvés, La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat, *Journal des anthropologues*, 2013, p: 456, disponible en ligne sur : https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=JDA_134_0129

⁴⁶ Présentation du projet sur: <https://evalanxmeer.wordpress.com/>

d'urbanisme. Surtout grâce à son site internet, nous avons accès à de nombreuses publications mais aussi à une grande revue de presse et de documents relatifs aux débats le concernant, ou que le quartier a hébergé.



Quartier *Eva Lanxmeer*, image disponible à l'adresse suivante : <http://www.saintjeandebraye.fr/Vie-Citoyenne/Projet-d-habitat-participatif-Mon-toit-c-est-nous/Habitat-participatif-pourquoi-pas-vous>

Il y a un point commun que nous avons repéré dans la manière dont ces organisations communiquent sur cette expérience: il y a une claire revendication de leur part de montrer au monde un mode de vie non pas rétrograde mais bien au contraire: extrêmement innovant. En mettant en avant leur cadre de vie et la qualité organoleptique mais aussi esthétique de leur projet, les habitants des écoquartiers, ou habitats partagés, mettent en avant sur tous leurs outils de communication (et à grand renfort de photographies et illustrations) leur expérimentations. Le partage de connaissances relatif aux problématiques rencontrées lors de la construction permet une capitalisation des savoirs et constitue une ressource précieuse de connaissances pour les projets qui s'en inspirent, ou s'en inspireront demain.

Ces discours sont fortement imprégnés d'une vision mêlant les valeurs idéologiques qui ont permis à leur quartier de voir le jour, et une volonté de pallier à une société où l'anomie est trop présente. Ils donnent à

voir au travers de leur verbatims⁴⁷ et de leur production rédactionnelle un engagement citoyen actif, un mode de consommation responsable et raisonné, ainsi que les liens de solidarité qui unissent les habitants entre eux.

« Notre projet s'inscrit dans la dynamique d'un quartier populaire, Les Maisons-Neuves à Villeurbanne. Nous voulons développer des liens avec nos voisins, pour des modes de vie plus écologiques, plus simples économiquement, et plus riches humainement. » Benjamin, villageois vertical depuis 2010.

“Toutes nos décisions se prennent au consensus : pour qu'une demande soit acceptée, elle ne doit pas rencontrer d'opposition. En ce qui concerne la presse nationale, nous privilégions les médias alternatifs (partenariat au long cours avec La Maison Écologique en particulier), et nous étudierons les demandes au cas par cas. Nous ne développons pas de partenariat avec les télévisions commerciales. En tout état de cause, nous refuserons de travailler dans l'urgence, et nous souhaitons des entrevues collectives, qui rendent mieux compte de notre diversité et de notre démarche de coopération.”

Les bonnes pratiques concernant la régénération urbaine ainsi que la culture d'un potentiel d'actions citoyennes et solidaires sont partagées et encouragées. Les couleurs utilisées (vives avec une dominante de vert) sont porteuses d'un message clairement orienté vers la promotion des pratiques écologiques. S'y déploie une forme de bonheur nouvelle et empreinte d'un optimisme frugal, basé sur le vivre ensemble et les liens entre humains et avec le reste de leur environnement, qu'il soit naturel ou urbain.

Des initiatives communicantes et foyers du dialogue collectif: mise en scène de la vie dans ces quartiers

Ces initiatives intègrent une forte dimension pédagogique et participent à la mise en place d'un dialogue à plusieurs échelles. Afin de pouvoir exister et prendre place sur le sol d'une commune, les démarches de construction des habitats participatifs doivent comme pour n'importe quelle construction obtenir les accords nécessaires à leur implantation. Des échanges sont organisés entre les institutions publiques et notamment les mairies, incitées elles aussi à recourir de plus en plus à des dispositifs de concertations publiques. Le phénomène intéressant à observer est double: à la fois, la structure même des bâtiments comprend des lieux de rassemblements où seront discutés les évolutions à apporter et tout ce qui concerne la vie quotidienne des habitants; mais aussi ces espaces se pensent comme une ouverture sur le monde en accueillant régulièrement des réunions de sensibilisation autour de projets et problématiques similaires. Doublés d'une dimension numérique grâce à un site internet, ces entreprises ont aussi un rôle

⁴⁷ Verbatims extraits du Site du *Village vertical* : <http://www.village-vertical.org/index.php?page=pour-les-journalistes-etudiants-porteurs-de-projet>

de propagande en se manifestant aux yeux des lecteurs⁴⁸. C'est le cas pour le *Village Vertical*, mais aussi pour *Le hameau des buis*⁴⁹, initiative de la fille de Pierre Rabhi, Sophie Rabhi implanté en Ardèche, et l'écovillage exemplaire *Eva Lanxmeer*⁵⁰. Et comme l'écoquartier de la *Caserne de Bonne* à Grenoble, beaucoup d'habitants se sont saisis de canal de diffusion très répandu tel que *Youtube*, afin de pouvoir facilement rendre disponibles des témoignages d'habitants.⁵¹



Conclusion générale:

Nous avons parcouru de nombreuses thématiques au cours de ces recherches, dont chacune mériterait d'être davantage développée, nuancée et étudiée. Toutefois, l'angle sous lequel nous avons abordé cette relation étroite qui unit autonomie, imaginaires, médias et structures d'habitation a été choisi afin de permettre à chacun des lecteurs de ce document de prendre connaissance de ces initiatives et constater

⁴⁸ Interventions du *Village Vertical* lors du colloque international d'Habicoop, le 27 novembre 2015 à Lyon : information disponible à l'adresse suivante <http://www.village-vertical.org/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=27&cntnt01origid=15&cntnt01returnid=51>

⁴⁹ Le hameau des buis, site internet présentant le projet et la vie des habitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.la-ferme-des-enfants.com/>

⁵⁰ Site internet de l'écoquartier *Eva Lanxmeer*: <http://www.ecoattitude.org/accueil/node/191>

⁵¹ Video présentant un exemple d'écoquartier, *l'écoquartier de la Caserne de Bonne* à Grenoble (38) : <https://youtu.be/mgdirIX6HfO>

comment cet objet est devenu au fil du temps un sujet qui attise l'intérêt des citoyens et des journalistes. A fortiori dans les grandes villes, comme à Paris, les initiatives des associations telles que *CAP ou pas cap?*, *Ressources alternatives* ou *Alternatiba* tentent de se fédérer et de créer des lieux d'échange et de débat. Le nom retenu pour ce projet qu'elles portent en 2016 est significatif : "La Maison des Alternatives citoyennes".⁵²

Au départ, nous pensions aborder le cas des maisons exclusivement positives en énergie, afin de montrer le meilleur exemple possible d'habitation, qui comme l'autonomie citoyenne idéale, serait le reflet de ce que nous imaginions être le modèle quasi parfait de l'habitat du futur. Or au fil de notre travail de recherche, nous nous sommes aperçus que ni l'autonomie humaine, ni l'autonomie technique parfaite n'existaient. Ces conceptions sont des utopies et orientent plutôt des objectifs à atteindre et vers lesquels tendent nos tentatives actuelles. Mais comme nous pensons plus juste et plus proche de la réalité de considérer une conception graduée de l'autonomie humaine, il nous paraît absurde de nous priver de l'éventail de projets qui sont actuellement développés et qui constituent aujourd'hui un réel progrès vers un habitat et un mode de vie plus autonome. Ce panel de projets, qui émergent partout dans le monde, reflète aussi les particularismes culturels et les ambitions de ceux qui souhaitent voir advenir prochainement un monde où le "coût" de la vie humaine serait très allégé, au regard du monde actuel, à la fois pour les systèmes humains, mais aussi et bien sûr pour notre environnement à l'échelle de la planète

Concernant l'habitat participatif : au-delà de la recherche d'un nouveau *vivre ensemble*, nous avons pu observer que la majorité des personnes en quête d'un mode de vie alternatif ne sont pas pour autant prêts à sacrifier une part de leur bien-être. Cela se constate dans les concepts des designers et architectes au travers de leur proposition d'unités d'habitation, mais aussi au travers des initiatives d'habitats participatifs. Ce choix entraîne la création de dispositifs qui n'influent pas négativement sur le confort individuel, et sans remise en cause dans ces projets de la notion de propriété privée: en ce qui concerne les habitats partagés, il doit se trouver un consensus validé par tous entre les espaces communs et les appartements privés.

Au cours de nos recherches, nous nous sommes trouvés face à des questionnements et des limites méthodologiques que nous avons essayé de dépasser et de solutionner afin qu'ils n'influent pas négativement sur la qualité du contenu que nous avons produit ici. Cerner même la notion d'autonomie, qui est extrêmement polysémique a demandé beaucoup de temps, et de recherches. L'œuvre de Castoriadis est très riche et son appréhension requière une connaissance générale de son œuvre, puisque pris individuellement, ses concepts ne révèlent pas toutes leurs richesses.

Nous pourrions parler en effet de la difficulté d'accès à des contenus rédigés en langue étrangère et dont nous n'avons pas pu trouver de traduction de qualité, mais au-delà de ces quelques déficits d'information,

⁵² Guide d'action de l'association *CAP ou pas cap ?* disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.capoupascap.paris/Nos-actions>

ce sont essentiellement des questionnements que nous avons engagé concernant la viabilité des projets à long terme. En effet, nous nous sommes appuyés sur des exemples qui somme toute, sont assez récents et ne permettent pas de garantir à ce jour la viabilité totale de ces initiatives. Car ces projets ambitieux nécessitent une longue période de réflexion et de mise en place, mais aussi des temps de concertation et de mise en commun des intérêts de chacun. Qu'en sera-t-il dans quelques générations, lorsque les premiers locataires de ces installations auront laissé place à de nouveaux arrivants ?

Pour reprendre les propos de Yann le Coadic, dans son article *L'autonomie, illusion ou projet de société?*, "l'autonomie absolue est inatteignable, et il ne peut y avoir qu'une autonomie relative". En effet, si l'on se rapproche de la définition d'un individu autonome tel qu'énoncé par Kant, comme "réfléchissant à sa conduite, qui choisit volontairement et librement de se comporter de la façon qu'il juge être universellement la meilleure" on ne peut se trouver que face à une impasse. Notre société, nos groupes d'appartenance, les tréfonds de notre propre inconscient influencent nos actions à un degré que nous ne pourrions pas même définir de manière précise. Ce point de vue sur l'autonomie est extrêmement rigoureux, et c'est pourquoi il nous paraît tout à fait essentiel de concevoir cette notion en fonction de différents degrés de considération⁵³.

Il faut prendre garde: nous ne pouvons pas parler d'autonomie dès lors que nous pressentons un recul de l'hétéronomie. En d'autres mots, prendre du recul et analyser une situation de manière plus réflexive, ou bien développer des systèmes techniques capables de se maintenir temporairement sans raccordement aux énergies ni aux ressources premières, cela ne garantit pas automatiquement un gain en terme d'autonomie.

Il faut également porter un regard critique sur ce qui est aujourd'hui mené en termes de "concertation" avec les publics lorsque des institutions publiques tentent de légitimer un projet de construction par les habitants du quartier, ou par les futurs habitants. En effet, de grandes opérations de communication sont menées régulièrement, afin de montrer une certaine ouverture d'esprit de la part des porteurs de projets, et l'intégration des aspirations de chacun dans la modification de l'environnement et des espaces de vie. Mais ce dialogue n'est pas toujours fructueux, ou bien les conditions dans lesquels il est mené ne sont pas toujours à même de satisfaire toutes les parties prenantes. C'est ce que nous pouvons observer à ce jour sur le site de Notre Dame des Landes ou pour la ligne de train Lyon-Turin, lieu de crispation entre les défenseurs du projet, et les habitants ainsi des collectifs engagés, et quelques intellectuels.

Attention également à la marchandisation de ces nouvelles thématiques investies encore d'un regard candide et nouveau : l'habitat alternatif et tout l'univers qui l'accompagne sont aussi de nouveaux débouchés pour les industries liées à la maison. Ainsi *Air BnB* vous proposera de passer une nuit dans

⁵³ Phénomène très populaire depuis quelques années, les prises de paroles des "youtubeurs", (producteurs de vidéos au travers de chaînes sur Youtube) s'emparent avec humour des thématiques politiques et se font également porte-parole de revendications sociales et philosophiques: c'est le cas de Cyrus North et sa vidéos sur la possibilité de faire ou non des choix et de l'autonomie réflexive (disponible à l'adresse suivante :<https://www.youtube.com/watch?v=5q3pRZSsHr8>)

une maison écologique⁵⁴, et Ikea⁵⁵ vous rendra compte des avancées dans ce domaine en vous suggérant de meubler votre intérieur avec des meubles bambous probablement respectueux de l'environnement... Sur le plan politique, l'autonomie est toujours à considérer en prenant en compte trois dimensions distinctes: l'individu, le groupe d'appartenance et la société. Sur le plan technique, de nombreux aspects sont encore à perfectionner concernant nos futurs habitations, et surtout en ce qui concerne la provenance des matériaux et leur assemblage en amont de l'utilisation du dispositif final. L'étude des habitats autonome et de l'imaginaire qu'ils colportent ainsi que la philosophie qui a permis leur avènement est intéressante, toutefois, habitat autonome et autonomie citoyenne ne sont pas toujours associés.

Mais la réelle émergence de ces thématiques dans les médias à la fois alternatifs mais de manière plus significative, des médias dits "de masse" ou bien même à la limite de "l'entertainment", cela signifie clairement que ce sont des enjeux dont la société se saisit progressivement. Comme nous l'avons démontré au travers de nos recherches, nous avons désormais dépassé le stade de la simple découverte et de la monstration de plans et des premières constructions: déjà, ce débat a pris place au sein des institutions publiques, dispose d'espaces dédiés sur internet (sites ou rubriques), mais aussi de nombreux témoignages qui viennent consolider les fondements de ce nouvel imaginaire récent. C'est un espoir pour beaucoup de retrouver un sens à la vie en communauté, à l'échelle de son quartier, à l'instauration d'un dialogue pérenne avec le reste de la société dont les médias sont les véhicules privilégiés.

Au travers de l'exploration des pistes de recherche autour de l'autonomie, de ses incarnations contemporaines, et grâce à l'outil indispensable à notre survie qu'est notre structure d'habitation, nous avons donc parcouru des histoires, des récits, et des témoignages.

La démarche qui consiste à concevoir une nouvelle unité d'habitation est un processus riche en croisement d'expériences, et en attentes à satisfaire. Si les futurs usagers ne souhaitent pas renoncer à une part de leur confort, il est tout aussi certain que les efforts nécessaires à fournir pour la protection de nos environnements restent essentiels. C'est pourquoi nous sommes ici à la croisée des chemins entre de nombreuses disciplines: la physique, la philosophie, la sociologie, la communication, l'urbanisme, la politique, la psychologie... Comme l'explique magnifiquement bien Edgar Morin dans son ouvrage *Introduction à la pensée complexe*, il faut faire cet effort de croisement des disciplines si l'on souhaite s'approcher de la réalité, au lieu de cantonner nos esprits dans les limites d'une discipline, ce qui nous renverrait à une image mutilée de nos environnements et contextes sociaux. Cet axe pédagogique fort est mis en place au sein de l'ENSCI depuis sa création en 1982.

Des communautés virtuelles composées d'internautes citoyens (ou "cybercitoyens"), de développeurs informatiques, de penseurs en tous genres et de designers promouvant la philosophie de l'open-source

⁵⁴ <https://www.airbnb.fr/rooms/520344>

⁵⁵ <https://sustainableliving.ikea.com/fr/fr/participants/ericfaivre/la-maison-la-plus-ecologique-au-monde/>

se mobilisent. Ils participent à la monstration des projets et des innovations sociales, à la création et au renforcement d'un imaginaire fondé sur l'empowerment, l'open-source, le partage des connaissances, les engagements en terme de développement soutenable, l'agriculture urbaine.

Les exemples de Topager - pour la végétalisation des surfaces disponibles en terrasse dans les zones urbaines- et l'ouverture de nombreux fablabs sont significatifs d'une volonté partagée et mobilisatrice. Un grand nombre d'individus sont engagés en faveur d'un changement de société profond, et repensent la manière dont nous communiquons et dont nous nous approprions nos espaces de vie.

Les formats de conférences comme TED ou bien celles qui sont rediffusées en replay sur les sites spécialisés et les réseaux sociaux, incarnent également cette masse de connaissances mise à la disposition de tous afin de prendre du recul sur nos existences, et de les réinterroger.

Castoriadis, ce philosophe dont l'autonomie constitue le cœur de sa réflexion, déclarait en 1997 que “ ce projet se trouvait dans une éclipse prolongée. [...] Un nouveau type anthropologique d'individu émerge, défini par l'avidité, la frustration, le conformisme généralisé”. Certes. Durant toute sa vie, après avoir quitté son pays natal, la Grèce, et arrivé en 1946 en France, il fut aux premières loges pour assister à l'arrivée fracassante de la société de consommation assortie de comportements excessifs et destructeurs; il fut spectateur de l'effondrement des idéologies et de la propulsion forcée de nos sociétés dans la période post-moderne. Malgré sa connaissance pointue de la Démocratie, son appel à un renouvellement politique et aux comportements citoyens, et son souhait de voir dépassée la démocratie représentative (qu'il estime être une aberration) pour lui remplacer la démocratie participative, nous ne serons pas en mesure d'affirmer si réellement il fut convaincu par la possibilité qu'un jour, ses espérances prennent forme.

Comme nous l'avons mentionné, l'éducation est selon Castoriadis une introduction nécessaire à la pensée autonome. Elle doit être la plus complète possible afin de permettre au citoyen de juger en connaissance de cause. Comme nous l'avons souligné à de nombreuses reprises, l'autonomie parfaite est un idéal inatteignable. Cependant, essayer le plus possible de s'extraire et de penser les déterminismes qui influencent notre manière de percevoir le monde, nous permet de nous approcher d'une attitude plus empreinte de respect et de reconnaissance mutuelle, ainsi que de renforcer les liens de solidarité.

Ces deux aspects transparaissent assez nettement dans les documents de communication que diffusent les initiatives d'habitats participatifs, au travers de prises de paroles relayées sur le terrain et sur internet. Y sont mis en avant les valeurs porteuses du projet dès son origine: respect des autres et de l'environnement, volonté de partage d'expériences et de biens, construction de résidences proposant des solutions contre l'isolement et des lieux de débat. Nous pourrions aller jusqu'à affirmer que ces initiatives, encore marginales aujourd'hui mais qui se développent en de nombreux endroits, dans les régions comme

dans les grands centres urbains, incarnent une forme développée, volontaire et revendiquée de l'autonomie individuelle et sociale.

Au travers de nos recherches, nous avons en effet trouvé des pistes qui nous permettent de penser qu'aujourd'hui plus que jamais, nous n'avons eu autant de chances de voir naître ce renouvellement démocratique et participatif tant attendu.

La diversité des outils de communication mis à notre disposition, et la facilité grandissante avec laquelle nous pouvons nous en saisir, démultiplient nos possibilités non seulement de débattre de ces enjeux de gestion de nos quartiers, mais aussi de la manière dont nous souhaitons réinventer un nouveau mode d'habitat du monde". Internet reste encore aujourd'hui une mine d'or pour qui souhaite en apprendre davantage, et c'est une chance inespérée de mettre en relation des individus concernés par ces questions de société, et où ils peuvent puiser les savoirs nécessaires à l'élaboration d'une réflexion éclairée. Car la véritable richesse que nous offre internet, en plus de tous les autres supports d'information (qu'il comprend bien souvent) est bien celle-ci: l'opportunité de nourrir notre réflexivité et la possibilité quasi infinie d'enrichir notre capital culturel.

L'autonomie requière du temps, de la concentration et de la réflexivité. Trois notions nécessaires à sa mobilisation. Certes, le temps nous manque dans notre mode de vie contemporain (quoique certaines voix s'élèvent contre cette accélération du monde déconnectée du temps humain, CF:Virilio), mais la possibilité d'avoir accès au savoir elle, est tout à fait accessible à qui sait se servir d'un moteur de recherche. Et puisque notre savoir collectif s'enrichit toujours et est désormais à portée de main, ainsi que la possibilité de maintenir le contact partout où l'on se situe dans le monde, il se peut que nos manières de penser et de façonner nos lieux de vie deviennent à court terme des réflexes intégrés au quotidien.

Ces projets actuellement en phase d'expérimentation et/ou de réalisation mobilisent beaucoup d'acteurs et sont certes complexes. Mais ces tentatives se multiplient et la construction d'habitats alternatifs prend de l'ampleur. Cela s'accompagne de la propagation au travers de nombreux supports communicationnels d'un nouvel imaginaire porté par des valeurs telles que la solidarité et la volonté de trouver un nouvel équilibre entre confort individuel, liens sociaux renforcés et respect de la nature. Ce message se traduit à la fois dans la forme même que prennent les bâtiments autant que par le message relayé par la prise de parole de ces organisations (qui hébergent par ailleurs des événements-débats en lien avec ces problématiques).

Le message central qui transparaît au travers de ces nombreuses publications est le suivant : montrer qu'un nouveau mode de vie plus solidaire, plus libre, et gagner en autonomie de manière collective grâce à un "vivre-ensemble" repensé... c'est possible!

Bibliographie raisonnée:

Ouvrage et articles scientifiques:

Enzo Lesourt, « Réconcilier souveraineté individuelle et vie en société : la société écologiste d'André Gorz et la société conviviale d'Ivan Illich », *Natures Sciences Sociétés* 2013/3 (Vol. 21), p. 307-314.

Annalisa Iorio, « ?Espace pensé, espace rêvé?. La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat », *Journal des anthropologues* 2013/3 (n° 134-135), p. 129-152.

Deléage Jean-Paul, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Ecologie & politique* 2010/2 (N°40), p. 21-30. DOI 10.3917/ecopo.040.0021

Parasote Bruno, Autopromotion, habitat groupé, écologie et liens sociaux. Comment construire collectivement un immeuble en ville ? Ed. Yves Michel, février 2011

Charaudeau Patrick, « Les conditions d'une typologie des genres télévisuels d'information », p10-16

Ivan Illich « La convivialité », 1973, réédition au *Seuil*, Points Essais, 2003

Rabhi Pierre, « Vers la sobriété heureuse », éd. *Actes Sud*, Arles, 2010

Castoriadis Cornelius, « L'institution imaginaire de la société », *Poche* – 2 mai 1999

Latouche Serge, « Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale », *Le passager clandestin*, 2014

Ouvrages professionnels:

Yves Connan, *Archi actuelle, habitat groupé participatif*, Editions Ouest France, 2012.

Plan des Annexes :

Annexe 1 : Sélection d'articles relatifs à la problématique

- LE MOING Thomas, « Ces maisons totalement écologiques offrent une expérience unique en plein cœur de la forêt », **Soocurious**, paru en 2016, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://soocurious.com/fr/week-ends-futur-ecologiques/>
- MAGNIER Maxime, « Construisez votre maison écologique en quelques semaines grâce au concept innovant de cette entreprise française », **Soocurious**, paru en 2016, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://soocurious.com/fr/popup-house-maison-ecologie/>
- MAURY Alexia "Passer la nuit dans un origami », *Soon Soon Soon*, paru le 07/01/2016, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <https://www.soonsoonsoon.com/passer-la-nuit-dans-un-origami>
- ADAM WILLIAMS, "Green living: Top 10 sustainable houses", www.gizmag.com, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://www.gizmag.com/gizmag-top-10-sustainable-innovative-green-houses/34712/>
- MORISCOT Antonin, « Voici la maison du futur "made in Germany" », **BFM BUSINESS**, paru le 27/07/2015, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/voici-la-maison-du-futur-made-in-germany-904394.html>
- Auteur non mentionné, « Voici la première maison solaire-hydrogène 100% autosuffisante », **Mr Mondialisation**, 08/01/2016, édition en ligne, disponible à l'adresse suivante: <https://mrmondialisation.org/reclamations-et-signalements/>
- WEILER Nolwenn, « La maison autonome, ou comment vivre d'énergies renouvelables, d'amour et d'eau fraîche », parution en ligne sur : www.bastamag.fr, 02/10/2013, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://www.bastamag.net/La-maison-autonome-ou-comment>
- BEYS Géraldine, « Sémeries : les Dupont heureux dans leur maison écologique en paille et bois », dans **La Voix du Nord**, paru le 06/01/2016, disponible à l'adresse suivante : <http://www.bastamag.net/La-maison-autonome-ou-comment>
- Auteur non mentionné, « VIMOB – l'habitat alternatif en kit à monter, mrmondialisation.org parution en ligne le 10/12/2015 sur: <https://mrmondialisation.org/vimob-lhabitat-alternatif-en-kit-a-monter/>
- Pouget Jeanne , « En Inde, l'immeuble écologique du futur se dessine », **Konbini.fr**, paru 02/2016 disponible sur le site : à l'adresse suivante : <http://www.konbini.com/fr/tendances-2/projet-immeuble-ecologique-inde/>
- BERTUCCI Anne-Élisabeth, « Architecture. Terragora Lodges, le pari de l'éco-construction », **Ouest France**, Publié le 20/07/2015 à 12:10, Article paru sur **Ouest France**, édition en ligne disponible sur : <http://www.ouest-france.fr/le-mag/maison/architecture-terragera-lodges-le-pari-de-leco-construction-3572117>
- XIE Jenny, "Tiny Living in a Cardboard Box? It Looks Better Than It Sound", www.curbed.com, paru le 25/04/2016, [en ligne], disponible à l'adresse suivante : <http://www.curbed.com/2016/4/25/11503566/tiny-homes-sustainable-design-wikkelhouse>

Annexe 2 : Analyse de la communication du projet *Ecocapsule*

Annexe 3 : Charte du Village Vertical, coopérative d'habitants à Villeurbanne

Annexe 4 : Enzo Lesourt, « Réconcilier souveraineté individuelle et vie en société : la société écologiste d'André Gorz et la société conviviale d'Ivan Illich », *Natures Sciences Sociétés* 2013/3 (Vol. 21), p. 307-314.

Annexe 5 : Annalisa Iorio, « ?Espace pensé, espace rêvé?. La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat », *Journal des anthropologues* 2013/3 (n° 134-135), p. 129-152.

Annexe 6 : Jean-Paul Deléage, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Ecologie & politique* 2010/2 (N°40), p. 21-30. DOI 10.3917/ecopo.040.0021

Annexe 7 : Projet *La cabane d'Emile*, projet porté par trois étudiants de l'ENSCI

Annexe 8 : Présentation du projet « 25 Verde »

**Annexe 1 retirée de la version électronique du
mémoire diffusée en ligne**



Analyse sémiologique : le cas de l'*Ecocapsule*.

En miroir de ce que nous avons développé dans le cadre d'une réflexion centrée sur l'action citoyenne, nous allons découvrir un exemple de construction dont l'enjeu principal est de générer l'ensemble des matières premières nécessaires au confort d'habitation. L'autosuffisance permet à un organisme artificiel de continuer à fonctionner de manière optimale sans être raccordé à un réseau. Ici, il sera surtout question de l'autosuffisance par rapport au réseau énergétique, et en ressources matérielles primaires (électricité, gaz, eau courante). Et puisque l'habitat représente pour nous les êtres humains un bien fondamental qui nous permet de continuer à vivre au milieu d'un environnement naturel hostile (températures, intempéries) nous avons décidé de nous y attacher.

Ce projet que nous allons présenter concerne une initiative venue de Slovaquie; de Bratislava plus précisément. Initié par sept collaborateurs, (trois architectes, un designer, une analyste, une commerciale et un communicant) il s'agit de la conception d'une petite maison nomade: l'*Ecocapsule*. Surprenante par sa forme ovale, elle ressemble à une invention toute droit venue de l'espace. Ses lignes futuristes sont, bien au delà de la dimension esthétique, parfaitement étudiées afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs d'autosuffisance énergétique.

L'*Ecocapsule* a été imaginée par ses concepteurs pour pouvoir être implantée partout où le souhaiteront ses propriétaires. Puisqu'elle ne dépend pas d'un raccordement au réseau d'eau, ni d'électricité (ce qui

est tout de même possible en cas de nécessité absolue), elle peut être placée au bon vouloir de ses habitants. Transportable facilement sur roues ou grâce à un container adapté, l'*Ecocapsule* produit sa propre électricité grâce aux panneaux photovoltaïques positionnés sur son toit, mais aussi grâce à une éolienne déployée en hauteur. Elle est parfaitement isolée afin de limiter au maximum les déperditions de chaleur ou le maintien de la fraîcheur durant la saison estivale; elle est également conçue pour récupérer et filtrer l'eau de pluie. Sa forme courbe accompagne les gouttes d'eau tombant à sa surface en les guidant vers un réservoir situé sous son châssis. L'aménagement intérieur a été pensé dans le but d'optimiser l'agencement des pièces de la manière la plus intelligente possible pour gagner un maximum



d'espace de rangement, en garantissant un confort au quotidien pour ses usagers. Elle comprend une petite salle de bain, une cuisine et un espace de couchage modulable, aussi conçu pour servir d'espace de travail.

Cette invention est présentée dans le monde entier et une stratégie de communication performante a été mise en place afin de promouvoir le projet; il fait ainsi l'objet de nombreuses publications⁵⁶ et à été présenté à plusieurs reprises au public, y compris dans des établissements d'enseignement prestigieux (présentation à l'université de standford le 11 janvier 2016).⁵⁷ Une forte présence sur les réseaux sociaux permet de démultiplier les publics touchés par cette campagne mondiale de présentation du projet.

Cette stratégie de communication comprend également une panoplie fournie de visuels présentant cette *Ecocapsule* installée dans des paysages naturels et vierges de toute activité humaine (des nuits étoilées, des paysages de montagnes ou de plaines...). Puisque les technologies installées dans cette maison s'associent aux éléments qui composent notre environnement, l'eau, le soleil et le vent, alors cette maison se présente comme trouvant sa place naturellement dans les paysages.

⁵⁶ Paris Match <http://www.parismatch.com/Actu/Environnement/La-caravane-du-futur-ecolo-770148>
L'Hebdo <http://www.hebdo.ch/hebdo/cadrages/detail/ecocapsule-voyage-vers-le-futur>
<http://www.linternaute.com/voyage/pratique/1234001-eco-capsule-la-caravane-ecolo-du-futur/>

⁵⁷ <http://fr.slideshare.net/burtonlee1/igor-zacek-eco-capsule-slovakia-stanford-engineering-jan-11-2016>

C'est ainsi qu'au delà de la valorisation d'une habitation respectueuse de son environnement, de déploie un imaginaire fondé sur la liberté de mouvement (permise par le déplacement aisé de la maison), du voyage, de l'exotisme, de la symbiose de l'homme et de la nature. Nous pouvons aussi nous rendre compte que ces valeurs, qui sont généralement attachées à des stéréotypes renvoyant à un mode de vie alternatif, voire marginal, ne sont pas du tout ressentis de cette façon: les lignes futuristes de la construction éloigne les clichés attachés à la différence du mode de vie de ses habitants. C'est d'ailleurs un écueil à éviter pour ses concepteurs, qui s'adressent de manière large à un public sensible au voyage, à la protection de l'environnement, ou tout simplement à ceux qu'une expérience d'immersion dans la nature libérée des contraintes engendrées par le raccordement aux réseaux d'eau et d'énergie.

Sur le site internet dédiée à l'*Ecocapsule*, la revue de presse tient une place non négligeable: elle met en avant les journaux renommés ayant traité de cette nouvelle forme d'habitat (Mashable, CNN, The Telegraph, Die Welt, NBC News, The Huffington Post, Slate...).

Une vidéo a été également mise en ligne afin de mettre en scène cette *Ecocapsule*, et offrir ainsi une vision à 360° du projet à ces futurs bénéficiaires. La vidéo, accompagnée d'une ambiance musicale positive et dynamique, expose l' *Ecocapsule* sous différents points de vue, avec des surimpressions mettant en évidence les différents systèmes de génération d'énergie, la réutilisation des eaux de pluie ainsi que les différents aménagement possibles à l'intérieur de la surface d'habitation (celle ci pouvant accueillir jusqu'à deux personnes simultanément). Les paysages crayonnés défilent, laissant imaginer aux internautes la diversité des paysages possibles pour son installation. Une véritable invitation au voyage.

Voilà qui correspond bien aux aspirations de nos contemporains: changer de vie pour préserver notre environnement oui; mais pas en sacrifiant notre confort, et tout en profitant d'un maximum d'expériences de vie. A l'époque de la troisième révolution industrielle, c'est le moment de profiter sans s'encombrer.



Charte du *Village Vertical*, coopérative d'habitants à Villeurbanne

Textes extraits de leur site internet, disponible à l'adresse suivante: <http://www.village-vertical.org/>

Par définition, une coopérative d'habitants est un espace de propriété collective à but non lucratif, géré démocratiquement (un habitant = une voix). Collectivement, nous sommes l'unique propriétaire de l'ensemble immobilier, et chaque ménage est locataire de son logement. Nous souhaitons mettre les habitants au coeur de leur projet d'habitat ; en partenariat avec différents professionnels, nous avons donc conçu l'espace dont nous sommes collectivement propriétaires. Une parcelle nous a été attribuée dans la ZAC des Maisons-neuves, à Villeurbanne. Nous sommes la première coopérative d'habitants créée en France au XXIème siècle. Nous espérons que dans quelques années, notre mode d'habitat sera devenu banal.

Quand l'écologie rencontre le social

Le Village Vertical est un projet à taille humaine, qui comprend 14 logements, dont neuf logements sociaux, et quatre logements très sociaux. Des espaces collectifs sont implantés : terrasses, buanderie, salle commune avec cuisine, jardin potager... La mutualisation d'espaces et de moyens nous permet de vivre mieux à moindre coût. Notre projet représente donc une alternative à l'individualisme et à la consommation frénétique.

Nous voulons modérer autant que possible notre impact sur l'environnement, et faire baisser le coût de l'habitat. C'est pourquoi nous avons choisi de concevoir un immeuble écologique urbain, avec les architectes qui nous accompagnent : les cabinets Arbor&Sens et Détry-Lévy. Le Village Vertical constitue un laboratoire d'écologie urbaine... d'abord dans sa conception : isolation, chauffage, matériaux sains, panneaux solaires par exemple ; mais aussi dans nos modes de vie (gestion des déchets, limitation de la voiture en ville, achats groupés, échanges de services entre voisins).

Plusieurs villageois verticaux pourront aussi développer sur place une activité professionnelle. Toutes les décisions concernant la vie collective sont prises en commun, démocratiquement, au sein des assemblées et conseils de village, selon les principes coopératifs. Chacun des villageois est signataire de la charte du village vertical.

Quatre logements sont attribués à des jeunes dont la situation nécessite un accompagnement social. En complément des professionnels, les voisins s'engagent à assurer bénévolement, au quotidien, une attention bienveillante à ces personnes, qui seront membres à part entière de la coopérative. **Pour nous, le vrai logement social est écologique, car l'écohabitat permet de réduire les charges. Le vrai habitat écologique est collectif, pour mettre en oeuvre des solutions collectives, et des économies d'échelle. Il est aussi urbain : nous voulons éviter au maximum les pollutions liées aux transports.**

Dans ces murs, des modes de vie

La construction écologique, dans une logique d'habitat bioclimatique, est plus facile pour un groupe d'habitations que pour un particulier isolé. Surtout, les échanges de services entre voisines/voisins permettent de développer la convivialité en diminuant les échanges marchands (gardes d'enfants, courses, prêt de matériel, achats collectifs...). L'ambition de ce projet est de développer de véritables solidarités de voisinage. Ainsi, nous mutualisons quelques éléments de la vie quotidienne (terrasse, buanderie, potager, équipements, chambres d'amis, espace pour des réunions, etc.). Cette mutualisation permet de vivre mieux à moindre coût. Ouvert sur le quartier des Maisons-Neuves et de la Ferrandière,

mais aussi sur toute l'agglomération, le Village vertical, laboratoire d'écologie urbaine, est la vitrine des valeurs qui nous animent. Notre association, largement ouverte au voisinage, permet d'associer au projet un large cercle d'actrices et d'acteurs d'horizons différents.

Un village ouvert sur un quartier, et au-delà !

La coopération est un état d'esprit qui rayonne au-delà de notre groupe, et permet de tisser des partenariats divers : avec les collectivités locales (Ville de Villeurbanne, Grand Lyon, Conseil Général, Région Rhône-Alpes), comme avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (nous sommes le projet pilote d'Habicoop depuis 2006, et la maîtrise d'ouvrage de l'immeuble se fait avec la coopérative HLM Rhône Saône Habitat). L'accompagnement des ménages relevant du logement très social est confié à l'association ALOJ. Nous développerons ultérieurement une offre de chambres et tables d'hôtes (l'alternaccueil), qui permettra d'abord d'accueillir ponctuellement nos familles et amis, mais aussi de populariser notre mode d'habitat auprès de personnes de passage. Une station d'autopartage Autolib va s'implanter à proximité grâce à Lyon Parc Auto, notre jardin potager collectif pourra s'ouvrir à d'autres personnes du quartier. Notre salle commune pourra accueillir des activités prises en charge par des voisins, dans le cadre de notre association.

Au-delà de la construction du Village Vertical, nous souhaitons travailler au développement du concept de coopérative d'habitants, et accompagner les futures coopératives avec Habicoop et les autres coopératives de l'agglomération lyonnaise.

Calendrier d'action

- **2005** : constitution du groupe Village Vertical, montage de l'association.
- **2006** : formalisation des premiers partenariats. Travail sur la faisabilité architecturale du projet.
- **2007** : premier travail relatif au montage juridique et financier.
- **2008** : aboutissement de la recherche foncière.
- **2009** : conception architecturale.
- **2010** : création de la société coopérative.
- **2011** : mise à disposition du terrain ZAC des Maisons Neuves, début des travaux de construction.
- **2013** : installation des villageois verticaux dans leurs logements. Démarrage des activités d'accueil des futures coopératives d'habitants, en partenariat avec Habicoop.
-

Coopératives d'habitants : quelle forme juridique ?

Une coopérative d'habitants, c'est...

Une coopérative d'habitants, c'est un cadre juridique qui permet à des habitants de se regrouper pour construire, contrôler et améliorer ensemble leurs conditions de logement et leur environnement quotidien. Par leur implication dès le début du projet, les futurs voisins sont appelés à se rencontrer, à discuter, et à concevoir ensemble leur habitat. L'organisation de la coopérative est basée sur les principes de démocratie, de participation, de responsabilisation des habitants et de transparence dans la gestion des bâtiments. La participation aux décisions communes encourage la convivialité et la solidarité entre voisins et favorise l'appropriation du bâti en tant qu'espace de vie. Propriétaires de parts sociales, les coopérateurs paient des mensualités qui reflètent le coût réel de leur logement. En évitant les intermédiaires, en mutualisant certains espaces et moyens, les coopératives doivent permettre de proposer des loyers inférieurs à ceux du marché.



Journée de travail, juin 2007

Les principes coopératifs

On connaît les coopératives de production, ou les coopératives de consommation... Quels points communs avec les coopératives d'habitants ?

Une double qualité d'habitant et de coopérateur

Dans ce type de coopérative, les habitants ont une double qualité :

Ils sont *coopérateurs* : ils souscrivent un certain nombre de parts sociales et bénéficient en échange du droit de participer aux décisions de gestion de la coopérative. Ils élisent les personnes qui gèrent la coopérative au quotidien, s'organisent pour la gestion et l'entretien des espaces communs. Ils sont collectivement propriétaires de la société coopérative.

Ils sont *locataires* : ils paient chaque mois un loyer à la société coopérative, propriétaire de l'immeuble dans lequel ils vivent. Ils ont un bail et peuvent prétendre à certaines aides au logement.

Fonctionnement démocratique égalitaire

Tous les habitants ont acheté des parts sociales, et sont donc, collectivement, propriétaires de la société coopérative qui a construit l'immeuble. Ils sont également locataires de cette coopérative (leurs loyers remboursant l'emprunt bancaire contracté par la coopérative pour financer la construction). Lors des votes, chaque coopérateur dispose d'une voix et d'une seule, quel que soit le capital apporté. Ce principe « une personne = une voix » facilite l'intégration de chaque habitant dans la gestion quotidienne de la coopérative. Il responsabilise chaque personne.

Société à but non-lucratif

La vente de parts sociales ne peut donner lieu à aucune plus-value, une partie importante des excédents de trésorerie éventuels financent les réserves impartageables, et les intérêts sur les parts sociales sont maintenus à un taux très faible, encadré par la loi. La spéculation est impossible.

Le Village Vertical, accompagné par Habicoop, a rédigé des statuts adaptés à une activité de logement, en attendant qu'un statut spécifique soit établi par le législateur.

Quelques témoignages de villageois verticaux...

« Le projet a démarré en 2005. Face à la crise du logement, nous avons pris l'initiative de réunir quelques couples, avec l'idée de rénover un bâtiment ensemble, ou de faire construire un immeuble. Nous voulions un habitat écologique et social, un lieu avec de grandes parties communes pour favoriser les échanges et la solidarité. Le groupe s'est étoffé, il a évolué avec le temps, et nous nous sommes diversifiés. » Cécile, villageoise verticale depuis 2005.

« Nous aurons neuf logements sociaux, plus quatre appartements pour des jeunes en insertion par le logement, accompagnés par des professionnels. Pour nous c'est une dimension essentielle du projet depuis l'origine. » Gudrun, villageoise verticale depuis 2006.

« Notre immeuble est éco-conçu, avec un maximum de matériaux écologiques. Je pense en particulier aux façades en bois. Il sera spécialement économe en énergie, grâce à une sur-isolation, une chaudière bois, des panneaux solaires, etc. » Sofien, villageois vertical depuis 2009.

« Nous voulons mener des expériences écologiques. Par exemple pour mieux gérer nos déchets, économiser l'eau ou l'énergie. C'est plus facile en groupe, à l'échelle d'un immeuble. L'un de nos objectifs est de réduire la voiture en ville, avec des achats groupés, entre autres. Un potager collectif est prévu... Le Village Vertical sera une sorte de "laboratoire" écologique au coeur de la ville. » Carmen, villageoise verticale depuis 2010.

« Notre projet s'inscrit dans la dynamique d'un quartier populaire, Les Maisons-Neuves à Villeurbanne. Nous voulons développer des liens avec nos voisins, pour des modes de vie plus écologiques, plus simples économiquement, et plus riches humainement. » Benjamin, villageois vertical depuis 2010.

« Une coopérative d'habitants, ce n'est ni de la propriété privée, ni de la location classique. C'est un espace en propriété collective. L'unique propriétaire, c'est la société coopérative, et nous sommes tous à la fois locataires de la coopérative et coopérateurs. » Philippe, villageois vertical depuis 2008.

« Nous gérons l'immeuble démocratiquement : « une personne = une voix ». La spéculation immobilière est interdite, personne ne s'enrichit. Avec ce système, nous les habitants, nous sommes acteurs du logement, et pas consommateurs. » Brigitte, villageoise verticale depuis 2007.

SOCIÉTÉ : LA SOCIÉTÉ ÉCOLOGISTE D'ANDRÉ GORZ ET LA SOCIÉTÉ CONVIVIALE D'IVAN ILLICH

Enzo Lesourt

EDP Sciences | « Natures Sciences Sociétés »

2013/3 Vol. 21 | pages 307 à 314

ISSN 1240-1307

À quelques semaines d'intervalle, à l'automne 2012, deux colloques internationaux se sont tenus autour de la pensée de deux penseurs proches, de deux intellectuels engagés et en voie de reconnaissance. Le premier colloque, « Penser la sortie du capitalisme, le scénario André Gorz⁵⁸ », fut organisé par Alain Caillé⁵⁹ et Christophe Fourel⁶⁰. Le second, « Vivre et penser avec Ivan Illich, dix ans après⁶¹ » par Martin Fortier⁶², Nicolas Nely⁶³ et Thierry Paquot⁶⁴. Cette analyse comparée des deux colloques tentera de rendre compte à la fois de la proximité intellectuelle de ces deux penseurs, et, en même temps, de faire émerger leurs singularités respectives.

L'un et l'autre font en effet l'analyse que la société moderne et industrielle contemporaine s'est petit à petit détournée de ses objectifs de départ : assurer l'autonomie du plus grand nombre possible d'individus, en les mettant à l'abri du manque et de la rareté. Plus encore, parce qu'elle s'en est détournée au point de ruiner l'autonomie en entretenant une économie basée sur le profit et les faux besoins, les deux auteurs tracent, chacun dans son style propre, les perspectives qui pourront nous faire retrouver le chemin d'une société à leurs yeux décente. Dans un premier temps, nous présenterons les dilemmes constitutifs de la société moderne, que Gorz et Illich tentent de dépasser. Puis, sur la base des interventions issues des colloques, nous présenterons les convergences et les singularités de leurs parcours intellectuels, tant sur le fond de leurs pensées que sur le style de réflexion. Enfin, nous présenterons les principaux thèmes qui, pour l'un et pour l'autre, recouvriraient une importance particulière, tant pour analyser la société actuelle que pour tracer les contours de la société conviviale et écologiste qu'ils appellent de leurs vœux : le travail, pour Gorz ; l'alimentation et l'urbanisme, pour Illich.

La société ou l'individu ?

Dépasser le dilemme de la modernité

La philosophie politique moderne est toute entière parcourue par une tension, un dilemme, qui, à la fois, la fragmente et lui donne toute sa spécificité : qu'appelle-t-on une société décente ?

⁵⁸ « Penser la sortie du capitalisme, le scénario Gorz », jeudi 15 et vendredi 16 novembre 2012, colloque international au Nouveau Théâtre de Montreuil. Le programme est consultable sur internet à l'adresse http://www.imec-archives.com/activites_prgm/imec_20121004_539.pdf. À noter que, dans le numéro précédent de *NSS* (21, 2, 2013), a été publié un compte rendu de l'ouvrage *André Gorz : portrait du philosophe en contrebandier, ou l'écologie politique comme reconquête du sujet* (Paris, L'Harmattan, 2012). L'auteur de cet ouvrage est l'auteur de ce présent texte.

⁵⁹ Professeur émérite de sociologie à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense, où il est codirecteur du laboratoire Sophiapol, fondateur de la *Revue du MAUSS*.

⁶⁰ Économiste, chef de la Mission de l'analyse stratégique, des synthèses et de la prospective à la direction générale de la cohésion sociale et directeur de publication de *André Gorz, un penseur pour le XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2009.

⁶¹ « Vivre et penser avec Ivan Illich, dix ans après », 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 2012, École normale supérieure de Paris. Le programme est consultable sur internet à l'adresse <http://www.ens.fr/spip.php?article1511>.

⁶² Élève de l'École normale supérieure de Paris, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales.

⁶³ Élève de l'École normale supérieure de Paris.

⁶⁴ Philosophe, professeur d'urbanisme à l'Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris 12.

D'un côté, pour la tradition libérale et libertaire, est décente la société qui valorise l'individu pleinement autonome, et qui s'organise pour mettre à la disposition de celui-ci tous les instruments qui faciliteront son émancipation. Cette approche de la société décente contient cependant un risque : celui d'assimiler toute forme de vie en collectivité à une source de contrainte, de dépossession et au final d'aliénation.

D'un autre côté, pour la tradition républicaine, est décente la collectivité qui repose sur une norme commune de la vie bonne, du bien et du mal. Ici, l'idéal du vivre ensemble est à entendre comme une véritable communauté morale et affective. Tout comme l'approche libérale, cette définition comporte un risque : en valorisant la norme collective, n'y a-t-il pas un risque de voir la liberté individuelle reléguée au rang de caprice égoïste ?

Ces deux approches forment ainsi les deux bornes qui balisent la philosophie politique moderne. Entre, d'un côté, faire reposer le vivre ensemble sur une norme commune et, d'un autre côté, valoriser l'autonomie

individuelle, où trouver le point d'équilibre ? La tradition libérale et libertaire, voire anarchiste, place le curseur résolument du côté de l'autonomie de l'individu, quitte, pour les plus radicaux, à ne plus considérer le fait de « faire société » comme un objectif à part entière. La tradition républicaine, quant à elle, le place davantage du côté de la morale publique et de la collectivité, quitte à prêter le flanc aux accusations de « tyrannie du bien », de paternalisme, voire d'impérialisme. Ainsi, partagée entre ces deux polarités irréconciliables, la société moderne oscillerait entre risque d'effritement (les individus libéraux se détournant progressivement de la société, vécue comme un obstacle à leur autonomie fondamentale) et risque d'injustices (injustices subies par les individus écrasés par les normes non négociables de la société républicaine).

Bien que ne se revendiquant ni l'un ni l'autre de la posture conventionnelle du philosophe, André Gorz (1923-2007) et Ivan Illich (1926-2002) tentent, chacun à leur façon, d'esquisser les contours d'une société décente qui s'affranchirait de ce dilemme, c'est-à-dire d'esquisser les contours d'un vivre ensemble composé d'individus en pleine possession d'eux-mêmes.

Pour André Gorz, ainsi qu'en ont rendu compte les deux journées d'étude qui lui ont été consacrées, la dynamique interne de la société moderne nous amène au point où « il nous est possible d'espérer » l'avènement d'un vivre ensemble décent basé sur le respect de l'individu et de son « monde vécu » : la société écologiste.

Ivan Illich, pour sa part, procède à l'analyse de la société industrielle contemporaine depuis la grille de lecture originale qu'ils s'est forgée. Celle-ci est à mi-chemin

entre la philosophie catholique médiévale et l'anarchisme contemporain de Paul Goodman et elle pointe en creux les contours de ce qu'aurait pu être la société dite conviviale, fondée sur les modes de vie vernaculaires. Le concept de vernaculaire est central dans la pensée d'Illich, il renvoie à ce mode de socialité non détourné par la rationalité économique ou administrative.

Des racines intellectuelles éloignées, mais des cheminements qui convergent

Bien qu'issus de traditions de pensées différentes, la philosophie médiévale de Thomas d'Aquin et l'anarchisme de Paul Goodman pour Illich, l'existentialisme sartrien et le marxisme pour Gorz, leurs cheminements se rapprochent et convergent en un constat et en un projet intellectuel parallèles : la société moderne et industrielle, fondée sur une économie de type capitaliste, a broyé la culture du quotidien de l'individu au point que celui-ci se retrouve comme fragmenté, désarmé et exproprié, hors de lui-même. Partant de ce diagnostic, les deux penseurs vont, chacun depuis leurs sensibilités propres, tenter de reconquérir l'individu et d'esquisser la forme de société habitable par l'individu autonome, pleinement maître de lui : la société écologiste pour Gorz, la société conviviale, fondée sur les modes de vie vernaculaires, pour Illich.

À la question de savoir lequel des deux a le plus nourri l'autre, cette étude comparée permet d'avancer une réponse : Illich était invoqué lors de la plupart des tables rondes du colloque sur Gorz, et le nom de Gorz ne fut pas prononcé lors des journées de travail consacrées à Ivan Illich⁶⁵. De son vivant d'ailleurs, ainsi que l'a appelé Jean-Pierre Dupuy⁶⁶, André Gorz reconnaissait la dette qu'il nourrissait à l'égard d'Illich. À partir des années 1960, lui et son épouse lui rendent régulièrement visite dans le centre qu'il a fondé à Cuernavaca, au Mexique⁶⁷. En 1967, il traduit en français « Retooling society », un article d'Ivan Illich⁶⁸ qui annonce son livre le plus célèbre *La convivialité*⁶⁹ et le fait publier dans *Le Nouvel Observateur*, où il est journaliste économique. Dans son ouvrage *Écologica*⁷⁰, publié quelques mois après sa mort, André Gorz écrit : « quelles ont été dans ma vie les grandes rencontres et influences ? Il y eut Sartre, bien sûr, dont l'œuvre à partir de 1943, a été formatrice pour moi pendant vingt ans. Il y a eu Illich qui, à partir de 1971 [année de publication d'*Une société sans école*], m'a donné à penser pendant cinq ans [...] »⁷¹. Il n'existe pas de traces de reconnaissance de dette d'Illich envers Gorz.

Michel Contat⁷², qui a ouvert les journées sur Gorz, a rappelé sa matrice intellectuelle première : l'existentialisme de Jean-Paul Sartre. Juif autrichien, qui quitte son pays lors de la montée du nazisme, Gorz trouve dans les écrits du philosophe français les mots qui lui permettront de se forger une place dans le monde et de ne plus se vivre irrémédiablement comme un « surnuméraire du genre humain ». Sous la forme de romans littéraires⁷³ ou d'essais de philosophie pure⁷⁴, Gorz débute son chemin intellectuel par l'exploration du continent existentialiste, avant de se lancer dans celle de l'écologie politique. C'est dans celle-ci qu'il verra en effet la constitution politique de l'autonomie individuelle : celle qui conjure les maux des causes des aliénations et des dépossessions de soi. Si Sartre, donc, est la première influence de Gorz, Illich est la suivante.

Les racines intellectuelles d'Ivan Illich rassemblent deux traditions de pensée aussi éloignées dans le temps que dans leurs sensibilités : la philosophie médiévale catholique, développée notamment par Thomas d'Aquin au XII^e siècle, et l'anarchisme du Nord-Américain Paul Goodman (1911-1972).

Olivier Rey⁷⁵, qui est revenu sur les inspirateurs d'Illich, a noté que s'il va chercher dans l'histoire lointaine de notre civilisation, en l'occurrence la période médiévale, une grille de lecture pour éclairer le présent, cela ne fait pour autant pas de lui un penseur réactionnaire. Sa démarche ne consiste pas à faire de la tradition une valeur, mais bien un outil au service de la critique de la société moderne et industrielle. Lorsqu'Illich revendique le mode de vie vernaculaire ou bien convivial face à toutes les destructions provoquées par les systèmes institutionnels et économiques actuels, qu'il nomme « méga-machine », il ne peint pas un mode de vie figé ou hors du temps. Sa critique de la société moderne se fait depuis l'idéal même qui la porte : l'autonomie individuelle. En ce sens, il ne reproche pas à la modernité d'être trop

⁶⁵ Si Jean-Pierre Dupuy consacre son intervention lors du colloque sur Gorz à une comparaison entre les thèses des deux auteurs, l'intervention qu'il donne quelques semaines plus tard lors du colloque sur Illich porte sur un dialogue entre Illich et... René Girard.

⁶⁶ Ingénieur, épistémologue et philosophe français. Polytechnicien et ingénieur des mines, il est professeur et chercheur au Center for the Study of Language and Information (CSLI) de l'Université Stanford aux États-Unis.

⁶⁷ Parmi les intellectuels de renom qui s'y rendent à la même époque, Hannah Arendt était une habituée du centre.

⁶⁸ Illich, I., 1973. Inverting politics, retooling society: from tools for conviviality, *The American Poetry Review*, 2, 3, 51-53.

⁶⁹ Illich, I., 1973. *La convivialité*, Paris, Le Seuil.

⁷⁰ Gorz, A., 2008. *Écologica*, Paris, Éditions Galilée.

⁷¹ Gorz, A., 2008. L'écologie politique, une éthique de la libération, in Gorz, A., *Écologica*, Paris, Éditions Galilée, p. 9.

⁷² Écrivain, cinéaste, critique littéraire et ancien collaborateur de Jean-Paul Sartre.

⁷³ Tels que *Le traître* (Paris, Gallimard, 1958) ou encore *Le vieillissement* (Gallimard, Paris, 1964).

⁷⁴ Gorz A., 1972. *Fondements pour une morale*, Paris, Éditions Galilée.

⁷⁵ Chercheur à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques (CNRS, Université Paris 1).

moderne ou trop rationnelle, mais bien de ne pas l'être de la bonne manière. Il joue ainsi la modernité contre elle-même.

Bien que les liens entre la pensée anarchiste et celle d'Ivan Illich restent encore peu fouillés à ce jour, Renaud Garcia⁷⁶, qui a ouvert le colloque, a considéré que Paul Goodman est une clé essentielle pour comprendre sa trajectoire intellectuelle. Il est celui qui introduit Illich à la notion de seuil de viabilité lorsqu'il développe l'idée selon laquelle chaque être a besoin d'un environnement adapté à sa taille pour qu'il puisse développer ses capacités initiales. Cela vaut pour la forme d'une ville, pour un système économique comme pour la répartition des pouvoirs publics entre le local et le global. À l'encontre de la tension structurelle de la pensée politique moderne, Goodman et, à sa suite, Illich conçoivent la relation entre l'individu et son environnement en termes de complémentarité à la condition que le second soit adapté aux équilibres du premier. Cette pensée de la juste limite, du développement des structures dans les cadres de l'individu, fut déployée sur le terrain économique par Léopold Kohr, père de la théorie du développement endogène. Que l'on se place sur le terrain économique, institutionnel ou bien symbolique, Goodman, Kohr et Illich ne procèdent pas à l'apologie de « la petite taille », du « micro-développement », mais bien du « proportionné⁷⁷ ». Le seuil de viabilité au-delà duquel les structures deviennent déstructurantes n'est pas établi une fois pour toutes et valable partout, par une forme de raison scientifique : il est à définir en fonction de la nature de l'entité en question, en fonction de l'époque, du lieu, etc. Olivier Rey l'a rappelé : en pensant les seuils de viabilité, Goodman, Kohr et Illich réintroduisent l'élément quantitatif dans la réflexion conceptuelle : une démocratie qui comporte 5 040 personnes⁷⁸ et une démocratie qui en compte des millions, voire un milliard, ne renvoient pas toutes deux au même concept de « démocratie ». Ici, les changements d'échelle sont plus que des changements de taille : ils impliquent des changements de nature.

La contrebande philosophique (Gorz) et la rhétorique périastique (Illich) : deux stratégies intellectuelles pour transformer le monde

Les deux colloques sont allés au-delà de la synthèse de la pensée des deux auteurs pour aborder la question de leur style intellectuel, leur façon de construire, d'organiser et de diffuser leur pensée. Plus qu'une simple interrogation sur la forme de leur discours, l'étude de leur style nous renseigne sur le geste intellectuel de chacun et participe ainsi à une meilleure compréhension de leurs œuvres.

André Gorz, Gérard Horst de son vrai nom, se décrivait lui-même comme « un philosophe naufragé qui, à travers des essais en apparence politiques ou philosophiques, essaie de faire passer en contrebande des réflexions originellement philosophiques⁷⁹ ». S'il commence son parcours intellectuel par la production de traités et de romans philosophiques, à l'audience encore aujourd'hui confidentielle, il fait rapidement évoluer son discours vers d'autres formes d'écriture : le journalisme et l'essai politique. Ce glissement lui permettra, tout en restant fidèle à son message philosophique, de toucher une audience plus vaste. Comme par souci de ne pas être répertorié sous une seule et même identité, il signe ses articles de presse, d'abord à *L'Express*, ensuite au *Nouvel Observateur*, sous le pseudonyme de Michel Bosquet, et ses essais politiques, sous celui d'André Gorz. Pour comprendre ce jeu sur les styles de discours et ce jeu sur les

⁷⁶ Docteur en philosophie politique (École normale supérieure de Lyon), spécialiste de la pensée anarchiste.

⁷⁷ Le débat public fait souvent de L. Kohr le père de l'adage « *small is beautiful* », passant ainsi à côté de la portée innovante de son propos.

⁷⁸ C'est en effet à ce seuil démographique que Platon, dans sa *République*, fixait le seuil de viabilité de la démocratie, au-delà duquel les populations supplémentaires portaient fonder des colonies afin de préserver l'équilibre de la cité mère. On voit ainsi comment, à l'époque hellénistique, la logique de l'équilibre, de la proportion, pouvait aller de pair avec une logique d'expansion et de croissance.

⁷⁹ Fourel, C., *André Gorz, un penseur pour le XXI^e siècle*, op. cit., p. 180.

identités, il faut remonter à son premier roman philosophique, *Le traître*⁸⁰, publié en 1958, dans lequel il note que l'individu, s'il veut être libre, ne peut que faire faux bond, être là où on ne l'attend jamais, une espèce de traître permanent, toujours du côté de la subversion contre les déterminismes, les normes et les rôles sociaux.

Ainsi, le geste intellectuel de Gorz consiste, d'un côté, en une réflexion philosophique de fond et, ensuite, en sa transmission sous des formes moins conceptuelles (articles ou essais). Il diffuse autant ses idées philosophiques propres, elles-mêmes adossées à l'existentialisme de Sartre, que des idées nées dans la réflexion d'autres penseurs, tels qu'Illich, par exemple.

Thierry Paquot a consacré sa conférence au lien entre Illich et la philosophie, en partant du fait que celui-ci ne se revendiquait pas du titre de philosophe, mais de celui d'historien. Après la guerre, Illich entame des études de théologie à Florence et devient prêtre. Entre 1950 et 1960, il devient vice-recteur de l'Université catholique de Porto Rico, destinée à former les prêtres à la culture latino-américaine. Il quitte Puerto Rico en 1961 et fonde le CIDOC⁸¹ à Cuernavaca. En 1976, il rentre enseigner l'histoire médiévale en Europe, notamment à Brême, en Allemagne. C'est en effet par une archéologie de nos représentations contemporaines qu'il souhaite arriver à forger son analyse de la société actuelle. Ainsi, lorsqu'il s'interroge sur la notion d'individu, il écrit que, selon lui, ce que nous nommons comme tel aujourd'hui est né au XII^e siècle, avec l'art de la lecture silencieuse, dans les monastères chrétiens. Ce rapport inédit aux textes sacrés, et jusque-là proscrit par l'Église, rend, selon lui, possible l'avènement d'une première forme de singularité individuelle et d'intériorité.

Martin Fortier a analysé la façon dont Illich construit son argumentation : il utilise la rhétorique périastique, telle que théorisée par Aristote. Ce type de discours part des axiomes de l'interlocuteur et vise à montrer que les moyens mis en œuvre pour réaliser ces fins contreviennent à l'objectif de départ. Par exemple, la modernité se donne pour objectif de garantir et de promouvoir l'autonomie individuelle, mais, selon Illich, la façon qu'elle a d'organiser la cité en vue de cette fin est contreproductive : l'individu est partout exproprié de lui-même. Donc, si l'on conserve l'objectif premier de la modernité, alors il faut réorganiser la société.

L'exemple paradigmatique de ce type de raisonnement se trouve dans *Énergie et équité*⁸² : Illich y développe le cas de la ville contemporaine qui a été bâtie autour de la voiture pour permettre aux individus de réduire leur temps de déplacement quotidien, d'aller plus vite en voiture qu'avec un autre moyen de locomotion, la marche à pied ou bien le vélo. Or, la réalisation pratique, dans la ville, de cette intention a abouti au résultat suivant (calculé par Illich) : si l'on additionne le temps qu'un individu a passé à travailler pour s'acheter une voiture au temps qu'il passe dans sa voiture tous les jours (en moyenne 4 heures dans les années 1970) et au temps nécessaire à l'entretien/réparation de son véhicule, et que l'on croise cette somme avec le nombre de kilomètres parcourus en une année, alors en moyenne, la vitesse généralisée d'une voiture était de 7 kilomètres par heure dans les années 1970... c'est-à-dire plus rapide que la marche à pied mais plus lente que le déplacement à vélo. Conclusion générale : si l'on conserve l'objectif de réduire le temps quotidien passé dans les transports, alors le vélo est plus « rentable » que la voiture, et il faut donc revoir l'organisation de la ville.

Ce calcul d'Illich lui sert aussi d'amorce à une réflexion sur la ville et son urbanisme. C'est en ce sens que Silvia Grünig Iribarren⁸³ a tenté d'esquisser la charte des valeurs de la ville conviviale. Elle est partie du principe que si le XXI^e siècle est celui d'un nouvel essor des villes, alors il est urgent de s'interroger dès à présent sur la cité qu'il est souhaitable de désirer. Cette question se pose, selon elle, de façon d'autant plus nécessaire que la société industrielle et capitaliste véhicule également une certaine idée de l'urbanisme et de la ville : à la place de la ville produite, tournée vers la production de valeurs matérielles, elle a proposé la ville conviviale, sensuelle et orientée autour des « plaisirs élémentaires » de la

⁸⁰ Gorz, A., *Le traître*, op. cit.

⁸¹ Centro Intercultural de Documentacion.

⁸² Illich, I., 1975. *Énergie et équité*, Paris, Le Seuil.

⁸³ Architecte à Barcelone, doctorante en urbanisme sous la direction de T. Paquot.

population. Sa méthode d'élaboration repose sur une approche renouvelée de la relation architecte-habitant, centrée sur la coélaboration, pour ne pas renouveler les impasses des décennies d'après-guerre, où la construction des lieux était pensée pour le bien-être de la population, mais sans jamais l'associer. Autre exemple, qu'Illich développe dans son essai *Némésismédicale*⁸⁴ : l'institution en charge de la santé s'est donné pour objectif de conserver les populations en bonne santé, mais la façon dont elle s'organise pour arriver à cet objectif, au pire, dégrade la santé de tous, au mieux, désarme culturellement la société vis-à-vis de la douleur et de la mort.

Au-delà de la variété de leurs styles réciproques, Gorz et Illich se retrouvent sur la définition qu'ils donnent de la philosophie. Une définition qui, selon Thierry Paquot, peut contribuer à expliquer la reconnaissance discrète de l'institution universitaire à leur égard. Pour Gorz, la philosophie a une fonction essentielle : par ses raisonnements, elle doit aider l'individu à trouver et à forger les outils qu'il utilisera pour se faire sujet. Gorz est précis sur ce point, il définit la philosophie comme une autopoïèse : « Je ne comprends [...] pas la philosophie à la manière des créateurs de grands systèmes, mais comme la tentative de se comprendre, de se découvrir, de se libérer, de se créer⁸⁵ ». Ivan Illich, pour sa part, ne distingue pas théologie et philosophie (ce qui, nous l'avons vu, lui permet d'intégrer des éléments de la pensée de Thomas d'Aquin à ses analyses), or la tradition philosophique issue des Lumières, telle que reprise dans la foulée par l'institution universitaire estime que la pratique philosophique commence justement par la déconstruction « rationnelle » des discours théologiques et des dogmes. Ainsi, les deux auteurs renouent chacun à leur manière avec la définition antique de la philosophie : il ne s'agit plus pour elle d'user de la raison pour atteindre la vérité des événements et des phénomènes, mais bien de mettre au point, à l'échelle de l'individu, des réflexions sur l'art de vivre, de se construire, de souffrir et de mourir. Pour reprendre la formule de Thierry Paquot : telle qu'entendue ici, la philosophie a pour tâche de permettre à chacun de devenir ce qu'il est.

L'extension du domaine vernaculaire contre la raison économique : le travail (Gorz) et l'alimentation (Illich)

Nous allons voir à présent comment Gorz et Illich relient leurs réflexions sur l'autonomie à la critique de la société contemporaine. Les deux colloques sont ainsi revenus sur quelques-uns de leurs principaux terrains d'engagement : le travail pour Gorz et l'alimentation pour Illich. Lors de la table ronde consacrée à la transformation sociale chez André Gorz, Françoise Gollain⁸⁶ a rappelé la portée théorique de ses thèses sur le travail. Ce dernier relève, en effet, d'une importance stratégique chez André Gorz puisque, selon lui, il est l'un des points majeurs de rencontre et d'affrontement, entre le monde vécu de l'individu (Illich parlerait, lui, de « domaine vernaculaire »), le monde social et celui de la rationalité économique. Il est le lieu où cette dernière va chercher à imposer sa loi à un univers qui relève d'une autre logique. Le travail est le lieu où, pour reprendre la formule de Paul Goodman, l'on cherche à transformer les « personnes » en « personnels ». Bien qu'elle n'ait pas mentionné le nom du penseur français, Françoise Gollain a dressé un parallèle entre la pensée de Gorz sur le travail et la démarche de Michel Foucault lorsqu'il cherchait à identifier les empreintes que la société et les pouvoirs (Gorz parle, pour sa part, d'hétéronomie) laissent dans la subjectivité de l'individu. Patrick Viveret⁸⁷ a également abordé la question de l'alternative au système industriel de type capitaliste depuis l'éthique individuelle : il a estimé que Gorz,

⁸⁴ Illich, I., 1975. *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris, Le Seuil.

⁸⁵ Fourel, C., *Gorz, un penseur pour le XXI^e siècle*, op. cit., p. 181.

⁸⁶ Sociologue, dirige un enseignement sur la société française à l'Université de Nottingham Trent au Royaume-Uni.

⁸⁷ Ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, philosophe et essayiste altermondialiste spécialiste des questions de politiques publiques et des nouvelles approches de la richesse.

lui aussi, met en avant l'idée que le scénario de la sortie du capitalisme ne passerait pas uniquement par un recul des formes structurelles de dominations (propriété des moyens de productions, contre-pouvoirs ouvriers, etc.), mais également, par le refus des individus de se voir assigner des identités et des rôles sociaux qu'ils n'ont pas choisis et dans lesquels ils ne se reconnaissent pas intimement. C'est la raison pour laquelle Patrick Viveret voit dans les émotions individuelles un réel espace de lutte contre l'organisation productiviste des modes de socialités et les assignations identitaires. Il place ainsi son analyse dans le sillon du projet de l'association française Interactions Transformation Personnelle – Transformation Sociale (TP-TS), présente lors des Forums sociaux mondiaux, et qui milite en faveur d'une sortie par l'éthique, c'est-à-dire par les modes de vie individuels, de la société capitaliste. Viveret, dont l'analyse sera validée par Jean-Pierre Dupuy, retrouve l'hypothèse fondatrice de cette association dans les écrits d'André Gorz : il y a une sortie possible du capitalisme à travers notre rapport à l'altérité. C'est en ce sens qu'il milite en faveur d'une érotisation de la vie publique, c'est-à-dire en faveur d'une orientation de celle-ci autour d'un désir fondé sur la reconnaissance de l'autre. Ici, l'érotisation souhaitée s'oppose au concept grec de *Porneia*, qui produit un type d'altérité basé sur la réification, sur la transformation d'autrui en un simple moyen de satisfaire les désirs de l'individu : une forme d'amour sans reconnaissance.

Alors que *Lettre à D.*⁸⁸, ouvrage dans lequel il revient sur l'histoire de sa relation avec son épouse, est communément perçu comme un livre à part, non théorique, dans son œuvre, Viveret estime, au contraire, qu'il contient une portée conceptuelle extrêmement forte : la révolution éthique, celle basée sur une altérité érotique (comme celle entre André et Dorine), pourrait être interprétée comme l'aboutissement de tous ces développements socioéconomiques. Il en conclut donc que, chez Gorz, le scénario de sortie du capitalisme repose sur une reconfiguration de la relation à l'autre, basée sur la *Philia* (l'érotisme, l'amour reconnaissant) plutôt que sur des pulsions issues de la *Porneia*.

Ce rapport à l'altérité, fondé sur la *Philia*, chez Gorz, est l'armature du monde vécu de l'individu. Ivan Illich, de son côté, ne prétend pas faire autre chose lorsqu'il promeut les formes de « socialité chaude », c'est-à-dire vernaculaires et débarrassées de la logique économique. Chez Gorz, promouvoir le monde vécu de l'individu

implique de contrebalancer l'expansion permanente de la rationalité économique à l'encontre des autres types de rationalité qui, toutes ensemble, forment la société. Aussi, et c'était l'objet de l'intervention de Dominique Méda⁸⁹, la finalité de son analyse du travail est, sur la base d'une classification méticuleuse des formes d'activité, de débarrasser le plus possible les actions humaines de la logique économique. Pour Gorz, en effet, il existe trois types d'activités fondamentales :

- le travail-emploi, dont le but est purement alimentaire, permettre à l'individu de subvenir matériellement à ses besoins ;
- ensuite le travail-domestique, dont le but est d'assurer les conditions quotidiennes de la vie ;
- et enfin l'activité dite autonome, celle qui n'a d'autres fins qu'elle-même (activité qui entre, chez Illich, dans le domaine vernaculaire).

La finalité de la démarche de Gorz est ainsi de réduire au maximum l'espace qu'occupe le premier type d'activité (hétéronomie) dans la vie de l'individu au profit des deux autres, et notamment de la troisième (autonomie). Illich ne cherche pas autre chose lorsqu'il tente d'étendre le domaine vernaculaire au-delà de ses bornes actuelles.

Contrairement à la théorie critique classique, issue de Marx, Gorz ne cherche pas à lutter pour l'autonomie des travailleurs à l'intérieur du monde du travail (même si, évidemment, ils s'engagent aux côtés de la CFDT pour, en quelque sorte, « limiter la casse ») : il veut affranchir au maximum l'individu du monde de l'hétéronomie. Dominique Méda l'a rappelé : pour lui, la propriété collective des moyens de production ne changera pas la donne. Son but n'est pas d'évacuer la logique économique de la société, mais bien de la réencastrier à

⁸⁸ Gorz, A., 2006. *Lettre à D. Histoire d'un amour*, Paris, Éditions Galilée.

⁸⁹ Philosophe et sociologue française, spécialiste du travail, professeur à l'Université Paris-Dauphine.

l'intérieur des autres logiques qui composent la société. Son objectif prioritaire n'est pas de trouver une nouvelle grammaire à l'économie, mais bien d'établir et de fixer les limites du territoire que l'on lui alloue. Dans un geste très illichien, ce n'est pas la présence de l'industrie qui est problématique, c'est le fait que les autres valeurs de la société lui soient inféodées. Gorz va même jusqu'à soutenir que l'industrie, jusqu'à un certain point, est source de progrès, d'économie d'efforts et de gain de temps..., donc de liberté.

Cette nécessité de réencastrer la logique économique est, pour Gorz, une des premières raisons d'être de l'institution. Bernard Perret⁹⁰ a affiné ainsi l'autonomie telle que Gorz la conçoit : il ne s'agit pas de l'autonomie de type libéral, qui verrait définitivement dans l'institution une source d'aliénation, mais bien d'une autonomie qui s'appuie sur la protection qu'apportent les droits et sur les règles qu'amène la loi. Perret, aux côtés de politistes tels qu'Anthony Giddens, a insisté sur la nécessité d'un acteur tiers, par exemple de l'institution, pour mener une transformation sociale. L'autonomie de Gorz ne résultera donc pas d'une mise à distance des lois et des édifices politiques : elle est au contraire une construction politique, dont il se donne pour but de penser la forme (l'écologie politique). Geneviève Azam⁹¹ a trouvé, quant à elle, une légitimité supplémentaire à l'institution : fonder un droit de la terre afin de donner des limites extérieures à l'activité humaine, notamment économique. Faire de la nature un sujet de droit aurait pour conséquence de la sortir du rôle de « capital », de réservoir à richesses économiques dans laquelle la société industrielle la place.

Ainsi, chez Gorz, la loi et l'industrie, dans une certaine mesure, sont nécessaires à l'autonomie de l'individu et sont donc les bienvenues dans la société écologiste qu'il esquisse : la première pour le protéger face à toutes les formes d'arbitraires, la seconde pour mettre à distance la rareté et lui permettre de dépasser la question de la survie. Plus que contre le marché ou l'institution en tant que tels, c'est donc contre l'*hubris* (la démesure, la disproportionnalité) et en faveur de la société à taille humaine que s'engage Gorz. Il reprend ainsi à son compte la thèse de l'historien Fernand Braudel qui invitait à distinguer l'économie de marché et le capitalisme, qui en est le développement hors de toute mesure et proportion.

Lorsqu'Alain Caillé, coorganisateur du colloque sur Gorz, a résumé ce qui serait, pour lui, le point de départ d'une politique qui voudrait dépasser l'organisation capitaliste de la société, il a mentionné la lutte contre la démesure et la lutte contre la corruption. La lutte contre la démesure passe, selon lui, par la mise en place de politiques publiques œuvrant à la réduction de l'extrême misère et de l'extrême richesse via l'établissement d'un revenu minimal et d'un revenu maximal. Ensuite, la lutte contre la corruption et les ingérences des industriels dans les lieux de décision publics unifie les revendications pour une démocratie souveraine et celles qui veulent préserver la richesse de la biosphère. Dans cette perspective de redonner de la mesure aux inégalités sociales en vue de garantir à chacun l'autonomie au quotidien, Philippe Van Parijs⁹² a défendu la nécessité de mettre en place un revenu universel garanti⁹³.

Si Gorz comme Illich tentent de conceptualiser les grilles d'analyses qui, selon eux, permettront de réduire la taille du territoire occupé par la rationalité économique, Olivier Assouly⁹⁴, lors de son intervention au colloque sur Illich, est revenu sur ce qui fut l'amorce de cette forme de société : la privatisation des terres communes, ou *commons*, en Grande-Bretagne, au XVII^e siècle. Les *commons* étaient des lopins de terre municipaux à l'usage de tous, qui, une fois cultivés, permettaient à la population de produire sa propre nourriture. Ces terres publiques furent encloses par les premiers capitalistes, créant par là de nouvelles

⁹⁰ Socioéconomiste, enseignant à l'Institut catholique de Paris.

⁹¹ Économiste, enseignante à l'Université Toulouse 2, militante altermondialiste au sein d'Attac France.

⁹² Philosophe et économiste, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique).

⁹³ Il n'existe toute une palette de dénominations pour ce revenu (allocation d'autonomie, allocation universelle, revenu de citoyenneté, etc.). Bien que cette pluralité sémantique aille au-delà des mots et contribue à définir l'orientation dans tel ou tel sens de ce projet, nous adopterons ici le parti pris observé durant ces deux colloques : nous n'emploierons que l'expression « revenu universel garanti ».

⁹⁴ Philosophe, professeur à l'Institut français de la mode.

servitudes, historiquement inédites : pour manger, la population ne pouvait plus autoproduire mais devait acheter son alimentation et travailler un nombre d'heures suffisant pour pouvoir la payer. Ainsi se mit progressivement en place le salariat, comme une réponse à la précarité à laquelle la société devait faire face. Ce mouvement d'enclosure des *commons* eut aussi pour conséquence de situer au cœur de l'économie capitaliste, dès son ouverture, une nécessité vitale de l'individu : son alimentation. Il devint désormais possible de convertir des heures de travail en capacité à se nourrir. Une unité de travail contre une unité d'alimentation. Cette mise en équivalence sonna, selon la formule d'Olivier Assouly, la fin de la « diététique hippocratique ». Celle-ci, héritée de la tradition, prévoyait qu'il n'y aurait pas d'alimentation standard, quantifiée en termes de « besoins énergétiques quotidiens », pour une population en général, mais bien une alimentation adaptée à la convenance de chaque profil individuel. La privatisation des *commons* sonne donc, selon Illich, comme le coup d'envoi de l'économie capitaliste, d'emblée expansionniste contre les pratiques vernaculaires, d'emblée conditionnant le fonctionnement intérieur des foyers.

Pour Illich (et Gorz le suit sur ce point), cette mise au pas des pratiques vernaculaires se prolonge et s'amplifie à partir de la fin du XIX^e siècle avec la mise en place du service public de l'éducation. Dans *Deschooling society*⁹⁵, paru en 1971, il note en effet que :

« L'école enseigne avant toute chose qu'il y a pour toute question une autorité compétente et pour toute activité des spécialistes ; que "l'amateur" ne vaudra jamais "le professionnel" [...] Si [les gens] ne savent pas élever leurs enfants mais louent les services de puéricultrices "diplômées d'État", s'ils ne savent réparer ni un poste de TSF, ni un robinet, ni soigner une foulure, ni guérir sans médicaments une grippe [...], c'est que l'école a pour mission inavouée de livrer aux industries, au commerce, aux professions patentées et à l'État, des travailleurs, consommateurs, clients et administrés sur mesure⁹⁶ ».

Parce qu'elle façonne directement le rapport entre l'individu et son environnement, l'école de la société moderne et industrielle modèle des évidences qui rendent obsolètes les savoirs vernaculaires. Compte tenu de l'importance qu'Illich attribue à l'école dans la transformation de la société, il ne sera donc pas surprenant de retrouver dans son parcours, notamment au CIDOC de Cuernavaca, des tentatives pour réconcilier éducation et pratique de l'autonomie.

André Gorz, pour sa part, partage les réflexions d'Illich, lorsqu'il note dans *Écologie et politique*⁹⁷, « il est indispensable que, durant leur scolarité, tous les enfants se familiarisent avec le travail de la terre, du métal, du bois, des étoffes et de la pierre et qu'ils apprennent l'histoire et les sciences, les mathématiques et la littérature en liaison avec ces activités » et que « la clé de voûte de la nouvelle société [...] est la réforme de l'éducation⁹⁸ ».

Conclusion

En ces temps où les crises s'ajoutent les unes aux autres, et où notre modèle de société semble faire face à des défis d'une ampleur inédite, le moment semble être tout indiqué pour aller à la rencontre de pensées politiques offrant des alternatives et des perspectives originales. Au final, cela pourrait contribuer à transformer cette période d'incertitudes et d'urgences en une fenêtre d'opportunité : renouer avec un modèle de société durable. Il se pourrait en effet que l'appétit de solutions nouvelles qui caractérise les moments de crises soit au final une dynamique efficace pour sortir de leur marginalité et aller explorer des théories politiques inédites et en voie de reconnaissance.

⁹⁵ Illich, I., 1971. *Une société sans école*, Paris, Le Seuil. Jean-Pierre Dupuy a fait remarquer que la traduction française du titre original ne rend compte qu'en partie seulement de ce que contient l'ouvrage, et qu'il eût, par conséquent, été plus adapté de traduire *Deschooling society* par « Déscolariser la société », par exemple. De plus, *Deschooling society* sonne comme un écho à l'article d'Illich de 1967, « Retooling society », ébauche de

La convivialité.

⁹⁶ *op. cit.*, p. 44-45.

⁹⁷ Gorz, A., 1978. *Écologie et politique*, Paris, Le Seuil.

⁹⁸ *op. cit.*, p. 59.

En ce sens, les débats publics à venir diront si les deux colloques de l'automne 2012, dédiés à André Gorz et Ivan Illich, ont atteint leur objectif : contribuer à sortir de leur relative marginalité ces deux penseurs politiques contemporains. Chacun renoue en effet, dans son style mais dans une démarche parallèle, avec un projet politique évacué par la tradition de la philosophie politique moderne : esquisser les contours de la société conviviale et écologiste en réconciliant vie en société et autonomie individuelle.

Annalisa Iorio

Espace pensé, espace rêvé

La relation à l'espace dans les projets
émergents de cohabitat

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document. Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Annalisa Iorio, « Espace pensé, espace rêvé », *Journal des anthropologues* [En ligne], 134-135 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2015, consulté le 30 mars 2015. URL : <http://jda.revues.org/4769>

Éditeur : Association française de anthropologues
<http://jda.revues.org> <http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://jda.revues.org/4769>
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Association française de anthropologues et pour Revues.org
(Centre pour l'édition électronique ouverte) *Journal des anthropologues*

ESPACE PENSÉ, ESPACE RÊVÉ

La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat

Annalisa IORIO*

L'architecture est au cœur du conflit entre le concret et l'abstrait.

Tadao Ando, octobre 1987

L'architecture a pu être définie comme « pensée de l'espace » (Boudon, 1971). Ce qui définirait l'espace architectural serait sa technique d'élaboration : « pensé à l'avance, mesuré et unifié par l'échelle [...], l'espace architectural est un espace dont la structure s'explique par les nécessités et les modalités de son calcul, au sens large » (Haumont *in* Boudon, 1971). Selon cette définition, l'architecture serait avant tout « l'art de concevoir un espace », le résultat du calcul et de l'expertise de « spécialistes ». Mais l'architecture, et plus précisément l'espace architectural, serait-elle uniquement l'affaire des architectes qui la conçoivent ?

La question est aujourd'hui plus rhétorique que provocatrice. Depuis une cinquantaine d'années, en France, les sciences sociales ont pris pour objet « la dimension matérielle et concrète des formes urbaines, des dispositifs architecturaux, de l'espace pratiqué quotidiennement par les habitants » (Bonnin, 2007 : 9). Plusieurs

* TRAM/IIAC (Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain)
Bureau 789 Noyau B, 190 avenue de France – 75244 Paris cedex 13
Courriel : annalisa.iorio@hotmail.it

Journal des anthropologues n° 134-135, 2013

recherches⁹⁹ ont permis de mieux saisir « l'espace produit, pratiqué et représenté par les acteurs, tant professionnels qu'usagers » (*ibid.* : 6). Ainsi, aux yeux des représentants de ce champ, l'espace architectural est autant le domaine et le produit d'une catégorie professionnelle qui suppose des compétences spécifiques (architectes, concepteurs, techniciens) que celui de l'action et de l'appropriation de ceux qui en font l'expérience au quotidien (les habitants, les usagers, les profanes). En œuvrant pour un dialogue entre ces deux visions, de nombreux auteurs ont souligné l'apport des sciences sociales à la compréhension des formes architecturales et les effets sur leur processus de conception. Du reste, la finalité de l'architecture ne serait-elle d'être habitée (Pinson, 1995 : 19) ? L'approche socio-anthropologique a contribué à la réhabilitation « du sujet un temps fait objet : l'habitant, ignoré par le Mouvement moderne, ou simplement considéré comme l'opérateur passif de la "machine à habiter", redevient un partenaire digne d'attention » (*ibid.* : 19).

Les projets d'habitat qui font l'objet de cet article, observés dans le cadre d'une recherche en anthropologie, s'intègrent dans cette réflexion sur l'espace architectural, ses méthodes de conception et les rôles joués, ainsi que les logiques portées, tant par les professionnels de l'habitat que par les habitants. Ces expériences soulèvent plusieurs interrogations : que se passe-t-il quand « concepteurs » et « habitants » se confondent et que les catégories de « profanes » et d'« experts » se brouillent ? Pour apporter des éléments de réponse, il est d'abord nécessaire de présenter ces expériences particulières d'habitat.

⁹⁹ Entre autres, on signale l'apport de Chombart de Lauwe (1956), de Raymond, Haumont, Dezès, Haumont (1966), de Pinson (1993), de Champy (2001), de Segaud (2007), de Haumont et Morel (2005), etc.

Le cohabitat : une « vieille » idée pour des enjeux actuels

À partir de la deuxième moitié des années 2000, des groupes d'individus commencent à réfléchir en France et en Italie à la possibilité d'un modèle d'habitat alternatif. Sous les termes variés de *cohousing*, habitat groupé, coopérative d'habitants, autopromotion et habitat participatif¹⁰⁰, ces expériences convergent autour d'une proposition simple mais qui ne semble pas pour autant aller de soi : « Et si on vivait ensemble ? ». Il s'agit, à première vue, d'une idée qui n'est pas révolutionnaire mais qui, pour être saisie, nécessite d'être mise en relation avec le contexte de son émergence, ainsi qu'avec les objectifs et les démarches qui lui sont propres.

En effet, les protagonistes de ces initiatives citoyennes mettent l'accent sur les différences entre leurs projets et les expériences passées de vie communautaire¹⁰¹. Il ne s'agit pas uniquement de « vivre ensemble » et de renouer un lien social à l'échelle de l'habitat, mais aussi de souligner que ce mode d'habitat collectif ne met pas en danger la dimension individuelle de l'expérience de l'habiter. Ainsi, ces formes émergentes d'habitat alternatif se veulent respectueuses des espaces privés de chaque ménage tout en imaginant une articulation entre les appartements particuliers et un nombre variable d'espaces, de ressources et de services communs (salle de réunions, chambre d'amis, buanderie, atelier de bricolage, crèche, jardin, potager, voiture partagée, etc.).

Le partage des espaces communs n'est pas le seul enjeu de ces projets. Ils proposent également de pousser l'expérience jusqu'à concevoir et gérer « ensemble » l'habitat : un des éléments structurant de cette vague d'initiatives est la promotion d'une participation active et volontaire des habitants tout au long du processus de conception, de réalisation et de gestion du projet. En outre, au moins sur le plan des intentions, ces projets émergents affichent la volonté d'instaurer une dynamique d'intégration et de coopération au sein du quartier qui va les accueillir (mise à disposition de la salle commune, échanges avec les associations locales, activités d'utilité collective, etc.).

Bien que le lien avec des expériences célèbres¹⁰² soit évoqué, ces projets revendiquent un statut d'innovation et d'expérimentation. Par contraste avec une société qui serait dominée par l'individualisme et les logiques du marché, les initiatives actuelles de cohabitat se veulent porteuses d'une vision « alternative » du monde, basée sur l'engagement actif des citoyens, sur des pratiques de consommation responsables et sur un regain de solidarité. De plus, face aux vides juridique, technique et méthodologique qui caractérisent cette solution d'habitat, les cohabitants se confrontent au quotidien à l'expérimentation de solutions inédites. On constate alors que la recherche d'« alternative » imprègne autant l'esprit de ces projets que leur mise en pratique. Par conséquent, il nous a paru intéressant de prendre en considération les écarts éventuels entre la déclaration d'intention affichée par les cohabitants, et la réalité concrète des projets en cours.

¹⁰⁰ La variété de dénominations employées pour qualifier ces formes d'habitat témoigne de la complexité du phénomène. Cette pluralité reflète des contextes, des enjeux et des revendications multiples. Nous faisons ici le choix d'utiliser le terme de cohabitat (employé d'abord en Belgique et au Québec qu'en France) en lui attribuant une dimension plus générale, susceptible de couvrir l'ensemble des expériences françaises et italiennes sans distinction.

¹⁰¹ Notamment les expériences des communautés des années 70 et leur idéologie contestataire. Les projets actuels critiquent les dérives de ces communautés : le repli sur soi, l'excessive mise en valeur de la vie en commun au détriment des espaces personnels, un certain laxisme dans la détermination de règles bien définies.

¹⁰² À noter sur le territoire français et italien, entre autres : les expériences des cités ouvrières de la fin du XIX^e siècle (en particulier le Familistère de Guise) ; les mouvements d'auto-construction et de gestion coopératives (les Castors ; les coopératives d'habitants ; etc.) qui se sont largement développés dans les années de l'après-guerre ; les solutions alternatives d'habitat des communautés des années 70. Par ailleurs, à partir des années 80, le territoire français a connu l'essor de projets au sein du MHGA (Mouvement de l'habitat groupé autogéré). En ce qui concerne les références à l'étranger, on signale également les expériences des écoquartiers nord-européens, les *baugruppen* allemands, ainsi que les formes d'habitat coopératif suisses et québécoises.

Observer des projets d'habitat quand l'habitat n'est pas donné à observer

Phénomène marginal¹⁰³ et encore méconnu, cette forme d'habitat a cherché son identité et renforcé sa visibilité au cours des dernières années. Malgré une amélioration de sa lisibilité, en déchiffrer les réseaux, le développement et les modalités d'action relevait encore récemment du défi. Pendant la première phase de notre recherche, la plupart des projets étaient peu présents sur le Net et plutôt discrets sur leurs activités. De plus, identifier les initiatives existantes ne mettait pas à l'abri de leur éclatement du jour au lendemain. Cette instabilité « structurelle » des projets a profondément influencé notre méthodologie de recherche.

Premièrement, il a fallu repérer des projets assez stables, capables de garantir une observation sur le long terme. Pour cette raison, nous avons fait le choix de suivre trois projets, augmentant les chances d'observer le développement de l'un d'eux au moins. Deuxièmement, si les cas d'études ont été sélectionnés à partir de critères communs (cadre urbain, projets initiés « par le bas » par une initiative spontanée d'un groupe de citoyens, accession à la propriété¹⁰⁴), les projets suivis se trouvaient à des étapes variées de leur parcours : la recherche de la parcelle, l'obtention du permis de construire et la phase de chantier¹⁰⁵. Enfin, si notre intention première était de mettre en relation la phase de conception des projets avec celle de l'expérience concrète de la vie dans l'habitat, la réalité de ces initiatives a fait évoluer notre propos. En effet, à l'heure actuelle, le taux de réussite de ces expériences est faible et, quand elles aboutissent, cela peut prendre plusieurs années (entre cinq et dix)¹⁰⁶. La temporalité de ces projets a ainsi rendu illusoire l'observation de la vie dans l'immeuble, « l'espace vécu ». Il a néanmoins été possible de suivre les premiers moments structurant de ces expériences, le processus de co-conception de leurs identités spatiale et idéologique, « l'espace pensé ».

Une fois identifiés les trois cas d'études (Turin, Paris XIX^e et Montreuil¹⁰⁷), les entretiens individuels et l'observation participante de la vie des projets (réunions, situations informelles, événements, blogs et *google-groups*) ont permis de livrer une vision « de l'intérieur » de ces expériences et d'explorer l'« espace rêvé » de l'habitat des futurs cohabitants : leurs représentations, leurs moteurs et leurs intérêts.

De « l'espace rêvé » à « l'espace pensé »

L'« espace rêvé » est le seul que la plupart des individus investis dans le cohabitat ait pu connaître. Les chiffres sont formels : un faible pourcentage de ceux qui se sont engagés dans cette voie a vu son projet se réaliser¹⁰⁸. Mais qu'entend-on ici par « espace rêvé » et comment celui-ci se confronte-t-il à la réalité concrète des projets ?

Tout d'abord, le rêve du cohabitat tient de l'utopie. Selon Jean-Paul Jungmann, l'*utopie* dans son sens le plus courant et naïf, est le désir d'un meilleur ou d'un futur idéal. « Une prise de position en faveur de ce qui n'est pas, du *manque* et aussi contre ce qui est, une représentation des conditions d'existence de la vie

¹⁰³ Quoique ses militants préfèrent plutôt le qualifier d'« expérimental » et de « pionnier » en suggérant ainsi leur statut de défenseurs d'un concept avant-gardiste susceptible de se développer, se démocratiser dans le futur.

¹⁰⁴ Il existe des initiatives lancées « d'en haut » par des municipalités ou des professionnels. De plus, des associations et des groupes-projets réfléchissent à des formules mixtes, locatives et coopératives, qui permettraient l'accès des ménages à faibles revenus à ces projets collectifs d'habitat. Néanmoins, pendant notre recherche, à cause de l'absence d'un cadre législatif et technique adéquat, les projets en autopromotion semblaient avoir plus de chance de réussir.

¹⁰⁵ Toutefois, il nous est apparu pertinent d'observer en parallèle ces trois projets qui se sont développés dans les mêmes années et présentent plusieurs similitudes du point de vue des valeurs qui les inspirent ainsi que des dynamiques et des pratiques qui les structurent.

¹⁰⁶ À noter que parmi nos trois terrains de recherche, un seul, celui de Turin, va finalement voir le jour.

¹⁰⁷ Dans le cadre de cet article, nous avons fait le choix de ne pas présenter dans les détails les trois terrains d'études. Malgré les spécificités de chacune des initiatives, les réflexions développées ici valent pour les trois projets.

¹⁰⁸ Diana Leafé Christian estime qu'aux États-Unis le taux de réussite de ces initiatives se situe autour de 10% (Leafé Christian, 2007). En France et en Italie on ne compte pas plus d'une quinzaine de projets de cohabitat réalisés sur les trois cents engagés dans les dix dernières années.

en société et une critique idéologique de celles-ci, une conception du monde et en même temps une métaphore » (Jungmann, *in* Bonnin, 2007 : 245).

Certains participants motivent explicitement leur engagement par l'insatisfaction qu'ils ressentent face aux modèles dominants de *faire société*. Par exemple Antoine¹⁰⁹, trentenaire, de Paris :

[Ce qui m'a séduit dans ce modèle d'habitat] je crois que c'est vraiment la sociabilité qui va avec, quoi, le fait que dans ces lieux-là l'enjeu *a priori* qui est posé au début c'est plutôt de partager des choses, plutôt que de défendre son... son petit... enfin son individualité comme c'est le cas à peu près partout ! [...]. (Entretien du 10 juillet 2012).

Les mots de Jeanne, femme âgée engagée dans un projet, sont exemplaires :

Faire un habitat groupé pour moi c'était montrer que dans une société qui depuis trente ans a versé dans l'individualisme le plus fou et dans le capitalisme financier complètement cinglé, on pouvait très bien ne pas accepter, ne pas subir, et qu'on avait le droit de remonter ses manches et de faire au moins quelque chose, petit, peut-être, mais qui pourrait servir à d'autres, pas seulement à nous. (Propos recueillis le 2 juillet 2011).

Ces projets trouvent donc leur source dans l'idéalisme et dans la volonté de bousculer la réalité sociale à partir d'une action collective. Jeanne s'exprime à nouveau :

Pour moi, ce n'était pas un projet pour résoudre un problème personnel mais pour donner du sens à sa vie, ces projets nous faisaient rêver.

Ainsi le rêve d'une société différente, comme cela a déjà été le cas dans le passé¹¹⁰, s'accompagne de l'expérimentation d'une alternative sur le terrain de l'habiter.

Les anthropologues et les sociologues ont dévoilé l'importance du lien entre modes d'habiter et modes de *faire société*. En qualifiant le logement de « bon à penser » en plus d'être « bon à vivre », Lévi-Strauss (1962) soulignait la façon dont la forme de l'habitat reflète la structure et l'organisation d'une société. Rien de surprenant par conséquent à ce que les participants aux projets de cohabitat réfléchissent à une façon d'habiter

« alternative », cohérente avec la société « différente » dans laquelle ils voudraient vivre, et qu'ils souhaitent contribuer à bâtir au sens propre comme au sens figuré.

Toutefois, l'« espace rêvé » du cohabitat ne se réfère pas uniquement à la dimension utopique et de réflexion sur la société. Comme pour tout projet d'habitat, il s'agit également de « projets de vie » personnels. Chaque individu amène avec lui sa vision de l'immeuble et de l'appartement dans lesquels il se projette. L'emplacement, les matériaux, les surfaces... Autant d'éléments concrets qui constituent l'« espace rêvé » de chacun et sont ancrés dans les histoires et les trajectoires individuelles¹³. Or quand la réalité déteint sur l'utopie, l'expérience du cohabitat se complexifie considérablement.

À titre d'exemple, l'identification de la parcelle susceptible d'accueillir le projet est une étape lourde de conséquences, un vrai tournant. D'un côté, « cela amène du concret ¹⁴ » dans un projet jusque-là abstrait, en suscitant l'enthousiasme du groupe et une structuration plus intense des activités. De l'autre, ce premier passage d'un « espace rêvé » à un projet réel avec une identité géographique et physique déterminée, est à l'origine d'une vague de

lieu symbole de la soumission de la femme à l'homme au quotidien) ; les projets visionnaires de Le Corbusier dans l'après-guerre. Dans tous ces cas, l'habitat est considéré comme un outil d'expérimentation des nouveaux équilibres sociaux.

¹³ Nous faisons ici référence aux enjeux symboliques, identitaires et de statut (Bourdieu, 1979) en lien avec l'habitat. « L'espace rêvé » du cadre de vie est également à mettre en relation avec la dimension du parcours de vie, familial, professionnel et résidentiel de chaque individu (Fijalkow, 2011).

¹⁴ Propos récurrent dans les récits des participants aux projets.

défections qui entraîne une profonde redéfinition du groupe¹¹¹. Ce principe vaut d'ailleurs tout au long du parcours : les négociations entre les aspirations personnelles et les logiques collectives ponctuent le processus d'élaboration du projet. Au cours de cette expérience complexe, « l'espace rêvé » individuel se confronte et se dilue dans « l'espace pensé » du cohabitat, c'est-à-dire dans la conception et la définition collectives et participatives des caractéristiques matérielles du projet.

¹⁰⁹ Nous avons ici fait le choix d'employer des prénoms fictifs pour préserver l'anonymat des acteurs sociaux.

¹¹⁰ Outre les exemples déjà cités *supra* : les théories féministes qui imaginaient, entre autres, des habitations sans cuisine (considérée comme

¹¹¹ Le quartier, la surface, l'exposition et le prix de la parcelle sont notamment les critères les plus courants dans la décision de certains de quitter l'expérience.

Les avantages et les contraintes d'une conception collective et participative

Du point de vue de leur conception, les projets de cohabitat présentent plusieurs caractéristiques originales.

D'abord, la participation active des habitants permet d'imaginer un habitat auquel ils pourront s'identifier pleinement. Contrairement au marché conventionnel des logements collectifs qui, la plupart du temps, propose des solutions standardisées et laisse aux individus la possibilité d'intervenir uniquement en aval du processus, ces projets font des habitants les acteurs principaux de leur cadre de vie en les impliquant dès le début. Ainsi, la plupart des cohabitants se dit motivée par l'opportunité de pouvoir influencer directement sur son futur logement¹¹².

En outre, la réflexion et la définition des solutions matérielles à adopter, ainsi que leurs implications symboliques et fonctionnelles, ne sont pas négociées au sein d'un seul ménage ; elles engagent plusieurs noyaux familiaux. Par des réunions hebdomadaires, des rencontres avec des professionnels et d'innombrables échanges de mails et de coups de téléphone, les membres du groupe s'attachent à définir l'identité architecturale et idéologique du projet où, en filigrane, se négocie sans cesse leur place au sein du groupe.

Assez rapidement, les participants réalisent la lourde mobilisation en temps et en énergie que ces projets exigent. Le risque que le projet échoue à tout moment, et que les tensions s'installent lors des prises de décision, sont à l'origine d'un sentiment de stress souvent évoqué par les acteurs. Quelles sont donc les raisons qui les motivent, malgré cela, à rester engagés dans ces initiatives ?

L'aspect financier ne doit pas être négligé. Ces projets permettent en théorie¹¹³ de réaliser des économies tout au long du processus. Le fait de se passer de l'intermédiaire d'un promoteur immobilier, de mutualiser les coûts en ayant recours collectivement à l'expertise de professionnels de l'habitat ainsi que de profiter des conseils et des compétences disponibles au sein du groupe, peut garantir une réduction des dépenses par rapport à une opération « classique ». Au cours de la phase de conception, les individus se confrontent également à la dimension énergétique de l'immeuble, en cherchant à trouver les compromis qui fassent l'unanimité entre les aspirations idéologiques¹¹⁴ de chacun, la perception variable du confort dans l'habiter, les capacités financières du groupe pour l'investissement initial, et le calcul des économies de gestion qui pourront être réalisées une fois les lieux investis. Stefano, futur habitant du projet de Turin, s'exprime sur le fait que le cohabitat peut être financièrement avantageux :

Probablement oui, c'était une de nos intentions, c'est sûr... et du point de vue de la gestion, en prenant en considération pendant la conception du projet l'aspect des économies d'énergies... et du point de vue de la logique des achats groupés. Par exemple, ici nous avons choisi les sanitaires dans le même magasin. Évidemment, avec une commande plus importante nous avons pu obtenir les meilleurs prix (interviewé par un journaliste le 21 avril 2011).

De fait, en cas de succès, avoir réussi une opération immobilière aussi complexe à un prix global inférieur à celui du marché est un sujet auquel les habitants font allusion avec satisfaction.

La recherche d'avantages économiques est bien une des raisons qui motivent l'engagement des participants dès la phase de conception. Toutefois, elle ne peut pas être considérée comme le principal moteur : l'aspect qui semble le plus enthousiasmer les acteurs consiste en l'expérimentation d'un parcours individuel et collectif à travers lequel ils apprennent à mieux se connaître et à reconnaître les valeurs, les compétences et les spécificités de chacun. Pendant la première phase de la vie d'un projet – lorsque le

¹¹² Toutefois, une partie des participants ressent un malaise dans la prise de décisions « techniques » à l'échelle de leur appartement et de l'immeuble. Dans ces cas-là, ils évoquent leur « manque de compétence » et la « responsabilité » que ces choix comportent comme des facteurs qui rendent le processus participatif de conception collective difficile et stressant.

¹¹³ Soulignons qu'à l'heure actuelle les risques sur le plan financier dépassent les garanties de faire des économies. Dans l'absence d'un cadre juridique et technique spécifique qui les sécurise, les projets expérimentaux peuvent difficilement, à court terme, être considérés comme de « bonnes affaires ».

¹¹⁴ Les individus qui s'engagent dans ce type d'initiatives sont majoritairement déjà impliqués dans les secteurs, les associations et les réseaux qui concernent l'écologie et le développement durable. C'est d'ailleurs souvent à travers ces circuits (et ceux de l'Économie sociale et solidaire) que les groupes-projets et les associations d'accompagnement recrutent et cooptent leurs adhérents.

groupe se soude autour d'idéaux partagés et de la recherche d'un terrain – les conflits sont rares car les enjeux sont plutôt abstraits et consensuels¹¹⁵. En revanche, une fois la parcelle repérée et le compromis de vente signé, les participants se confrontent à la nécessité de trouver des solutions partagées sur des aspects plus concrets et potentiellement conflictuels. De façon significative l'engagement financier (lors de l'achat et, par la suite, à l'occasion de chaque prise de décision) est un élément central qui mobilise, conforte ou interroge les prémisses idéologiques structurant ces initiatives, telles que la solidarité, la confiance dans le projet et au sein du groupe, la disponibilité à réfléchir et à agir de façon coopérative¹¹⁶. Le parcours se révèle long et complexe mais lorsqu'il est couronné de succès, il génère un fort sentiment de satisfaction. Nous trouvons, chez Bourdieu, les mots qui s'adaptent bien à l'expérience de production collective des participants aux projets : « [...] l'entreprise même qui consiste à choisir ensemble une maison, à l'aménager, à la décorer, bref, à en faire un chez-soi, que l'on sent "bien à soi", entre autres raisons parce qu'on aime en lui les sacrifices en temps et en travail qu'il a coûté et aussi parce que, en tant qu'attestation visible de la réussite d'un projet commun accompli en commun, [...] est la source toujours renouvelée d'une satisfaction partagée, et un produit de la cohésion affective » (2000 : 35). Même en l'absence de finalisation du projet, les participants insistent sur la valeur du processus d'échange et de confrontation sur le long terme, créateur à la fois de lien social et d'épanouissement personnel²¹. C'est au cours de la phase de conception de l'espace architectural du cohabitat que le groupe pose les bases de sa cohésion en instaurant des relations de confiance parmi ses membres et en mettant à l'épreuve sa capacité à surmonter les conflits. L'identité et la réussite du groupe, ou l'échec de l'expérience, sont en grande partie déterminés à cette étape du projet. Les paragraphes suivants présentent certaines des logiques et dynamiques apparues, lorsque les groupes se sont confrontés collectivement et de façon participative à l'« espace pensé » de leur cohabitat. Nous nous concentrerons sur trois thèmes centraux : l'aspect de l'immeuble, les caractéristiques des espaces communs et celles des appartements privés.

morales, l'argent est "essentiellement un fait social", comme l'affirmait Marcel Mauss dès 1914 » (de Blic & Lazarus, 2007).

²¹ Rémy, trentenaire, participant du projet de Paris XIX^e, s'exprime ainsi sur la conception collective : « Oui, c'était important parce que honnêtement, même moi qui avais plein d'idées avant ce projet... mais la plupart des idées qu'on a eu elles sont vraiment venues, je pense, de l'ensemble du groupe [...] je trouve qu'il y a eu des évolutions dans le projet qui se sont faites vraiment par le groupe et je trouve que ça, c'est riche, moi ça m'a apporté en tout cas » (entretien du 4 mars 2012).

L'immeuble : une question de façade ?

Dans *La Présentation de soi* (1973) Goffman utilise le terme de *façade personnelle* en référence aux différents éléments perceptibles de l'extérieur (habits, gestes, posture, mimique, etc.) dont les acteurs se servent pour *se mettre en scène*, et transmettre dans le *théâtre* de la vie sociale l'image qu'eux-mêmes s'attribuent. Cette métaphore architecturale est pertinente pour les projets dans lesquels les futurs habitants participent activement à la détermination des caractéristiques physiques de leur immeuble. D'autant que les participants à ces initiatives expérimentales sont conscients d'être suivis sur la scène publique (par les médias, les administrations publiques, les chercheurs, leurs voisins) et que, dans le but de promouvoir le développement du cohabitat, ils se sentent souvent investis d'une « responsabilité sociale ».

ce propos, Romain, architecte de métier et membre du projet qui aurait dû voir le jour à Paris dans le XIX^e en bordure du canal de l'Ourcq, affirme :

Se retrouver *exposés* (nous soulignons), en rez-de-canal, par rapport au renouveau de l'habitat groupé je trouve ça intéressant, en fait. Un habitat groupé pour le coup vraiment ouvert sur le quartier par sa position urbaine, c'est quelque chose dont je parle souvent dans le groupe, je ne le trouve pas dans les habitats groupés que je connais. J'ai visité La Fonderie à Vanves, là ils sont au fond, c'est en deuxième cour. Comme Couleurs d'Orange, comme Le Buisson St Louis¹¹⁷.

¹¹⁵ C'est le cas du projet de Montreuil, dissout suite à l'échec de la négociation de la parcelle qu'il souhaitait acquérir.

¹¹⁶ L'argent est un sujet sensible et riche de significations : « Parce qu'il est sans cesse investi pas des affects, des croyances, des conflits, des normes

¹¹⁷ Romain cite trois exemples d'habitat groupé en région parisienne créés dans les années 80 au sein de l'association MHGA (Mouvement pour un habitat groupé autogéré) et toujours existants.

Ainsi la localisation de l'immeuble, le fait qu'il ait pignon sur rue paraît en cohérence avec les valeurs que le groupe souhaite transmettre à l'extérieur et la fonction qu'il aimerait occuper au sein du quartier. Le même discours est tenu par le groupe-projet de Turin qui apprécie, parmi les atouts principaux de sa parcelle, sa localisation surplombant la place d'un des marchés les plus grands d'Europe, dans le quartier populaire de Porta Palazzo.

Si ces projets se veulent pour la plupart clairement *visibles*, ils semblent également sensibles au fait d'être *reconnaissables*¹¹⁸ en tant que constructions défiant l'homologation des réalisations architecturales en matière de logement en ville. Pendant la phase de conception collective, le groupe entame la réflexion sur la façon dont l'espace extérieur de son projet, la *façade*, pourrait exprimer l'originalité de sa démarche. Les futurs cohabitants recherchent notamment des solutions qui témoignent d'un projet réussi collectivement sans que cela ne gomme les différences de chacun. Tout en promouvant la dimension collective, le cohabitat ne devrait pas frustrer les individualités. Au contraire, il devrait leur permettre de s'exprimer : à travers la coopération et le compromis chacun doit pouvoir trouver sa place.

Le projet de Turin est un bon exemple de la manière dont cet idéal se traduit dans la forme architecturale du bâtiment. S'agissant d'un projet de réhabilitation d'un immeuble du XIX^e siècle, la marge de manœuvre pour modifier la façade s'est révélée limitée. La structure du bâti n'étant pas l'objet d'interventions¹¹⁹, les participants ont réfléchi à une utilisation des couleurs qui puisse représenter au mieux leur idéologie. Entre autres, deux propositions ont attiré l'attention des futurs cohabitants. Dans la première, les différentes couleurs permettent d'afficher sur la façade la répartition des appartements à l'intérieur de l'immeuble. La deuxième hypothèse laissait la liberté aux individus de décorer le morceau de façade correspondant à leur appartement avec les motifs et les éléments susceptibles de les représenter.

Ces deux projets de façade nous permettent de développer quelques réflexions à propos des messages que le groupe aurait pu véhiculer à travers la matérialité de l'immeuble. Tout d'abord, le jeu de miroir entre espace interne et espace externe semble transmettre un certain idéal de « transparence » et d'« ouverture ». En imaginant un immeuble qui « affiche » à l'extérieur son squelette, le groupe manifeste l'intention d'être accessible et ouvert au contexte qui les entoure. Deuxièmement, l'originalité des deux façades renvoie à la volonté d'être facilement repérable et d'attirer l'attention tant des habitants du quartier que des passants occasionnels. Ainsi, ces deux propositions de décoration insolites rendent reconnaissable l'immeuble en en faisant potentiellement un nouvel acteur incontournable du panorama et de la vie du quartier¹²⁰. Enfin, ces deux options valorisent la personnalité et le goût des habitants de chaque ménage et leur apport particulier au résultat final du projet.

Nous n'en connaissons jamais l'impact. Plusieurs semaines après l'ouverture du débat, le service concerné de la mairie de Turin indiqua aux cohabitants que, pour des raisons d'harmonie et de respect du patrimoine historique de la ville, les immeubles donnant sur la place du marché devaient obligatoirement respecter un même code de couleur : tons gris et jaune clair.

Pour le projet du canal de l'Ourcq, les choses se sont révélées plus complexes. D'abord, il s'agissait d'un projet en construction, ce qui élargissait l'éventail des solutions possibles du point de vue de la forme architecturale. Deuxièmement, suite à l'organisation d'un concours, le groupe avait confié la réalisation à un architecte externe au projet¹²¹. Or les relations avec le maître d'œuvre se sont détériorées au fil du temps ainsi que la confiance entre les deux parties. Le long témoignage de Rémy, lui-même architecte et futur cohabitant, est éclairant :

Ils [les architectes] ont vraiment travaillé dans leur coin comme des architectes... pour faire un projet... et là où je pense que ça a raté c'est que justement dans cette méthode, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont vu tout le monde un par un dans leur agence, ils ont fait un projet au moment de la répartition dans le bâtiment – qui a été une phase clé – ils ont pris les volontés de chacun de manière individuelle et après, ils ont essayé tout le temps de satisfaire tout le monde ! Donc je trouve qu'il y avait un laxisme... à la fois ils n'étaient pas assez autoritaires, [...] et à la fois ils étaient pas assez souples, parce que dès

¹¹⁸ La question de la *reconnaissance* (de ces projets, des efforts et des compétences de chacun, de la valeur de la démarche) est un thème central pour comprendre le sens et les logiques de ces initiatives (Honnet, 2000 ; Caillé, 2007).

¹¹⁹ Au-delà des lois strictes cadrant la rénovation de ce type de bâti, les habitants souhaitaient respecter le plus possible l'« âme » architecturale de cet immeuble.

¹²⁰ Par ailleurs, cela soulève la question du dialogue architectural que ces projets vont entretenir avec le contexte qui les entoure.

¹²¹ En revanche le projet italien a opté pour une maîtrise d'œuvre en interne assurée par un tandem de professionnels / futurs habitants : un ingénieur et une architecte.

que ça touchait un peu l'esthétique du projet ou leur conception au niveau formel, ils étaient super braqués, ils voulaient pas du tout bouger et ils campaient sur leurs positions. Je trouve qu'ils avaient tout faux, parce que quand tu fais un projet comme ça et que tu es architecte, il faut pas s'imaginer de se faire plaisir toi en tant qu'architecte, et de faire un travail formel, ou quelque chose qui ne va pas être mis en cause. Forcément, quand on est un groupe de vingt, il faut justement que tu puisses imaginer un principe souple qui permette de créer des hétérogénéités ; tu sais que chacun ne va pas vouloir forcément la même fenêtre, et dans ce cas-là il faut mettre en place une règle du jeu. Et ça, ils auraient dû le faire à tous les niveaux, pour la répartition, au niveau des façades... tu peux créer très vite un vocabulaire architecturale, en disant, je ne sais pas, il y a quatre ou cinq types de fenêtres en fonction des volontés de chacun et tu as un catalogue, et chacun choisit. Pour laisser un choix au gens de manière individuelle et en même temps dans une cohérence globale (entretien du 4 mars 2012).

Ces mots attestent de la difficulté de trouver une entente entre la logique de l'architecte qui signe le projet et celle des futurs habitants qui participent activement à la conception de l'immeuble. La façade est « la signature architecturale du groupe » (Parasote, 2011 : 154), la *mise en scène* de son identité. Néanmoins, dans la tradition de la profession d'architecte, elle représente également la signature du maître d'œuvre, d'autant plus dans le cas de projets susceptibles d'être médiatisés. Cela soulève plusieurs interrogations : quelle place et quelle reconnaissance pour les architectes dans les projets de cohabitat ? Comment la participation des habitants à la définition de leur cadre de vie interroge-t-elle le statut et les compétences des spécialistes de l'habitat, un temps seuls concepteurs reconnus de l'espace architectural ?

Rêver d'espaces communs, négocier ses mètres carrés

L'idéologie solidaire des projets de cohabitat est mise à rude épreuve au moment d'attribuer les appartements et d'en déterminer les prix et les caractéristiques. En principe, ce qui définit un cohabitat est la présence d'un nombre d'espaces communs déterminés et gérés par le groupe. En particulier, la salle commune est au cœur du projet, concrétisation matérielle et lieu par excellence du « vivre ensemble » :

Pour moi, le gros intérêt de ce projet c'était de se dire qu'en plus d'avoir juste un appartement et de vivre les uns à côté des autres dans un bâtiment, c'était la possibilité d'avoir des choses que tu n'as pas à Paris ; c'est-à-dire des locaux communs, des lieux où on va faire des choses en collectif. [...] L'intérêt, c'était aussi toutes les interactions que procuraient ces espaces-là (*ibid.*).

La réflexion autour de ces locaux et de leur utilisation est présente dès les débuts, lorsque le terrain n'a pas encore été identifié et que le groupe essaye de trouver ses marques. Toutefois, pendant la phase de conception, les espaces communs disparaissent quasiment des sujets de conversation.

D'un côté, les contraintes budgétaires ou de l'immeuble peuvent sensiblement redéfinir la taille et les fonctions des espaces communs. De l'autre, la plupart des futurs cohabitants considèrent les locaux communs comme des espaces modulables et évolutifs, qui vont trouver leur identité à la lumière des usages et des besoins de chacun, une fois les lieux investis. Le seul point sur lequel les membres du projet convergent est la nécessité d'une salle commune polyvalente qui puisse accueillir tous les habitants. L'élément incontournable de cette pièce est le « coin cuisine » pour l'organisation de repas collectifs. De ce fait, les membres des groupes projettent les dynamiques collectives expérimentées lors de la conception sur leur future vie dans l'immeuble. En effet, la valeur symbolique et agrégative du partage de la nourriture nourrit le projet, spécialement lors des fréquentes réunions ou des pique-niques de fin de semaine. Au moment du chantier, le groupe de Turin a même imaginé installer dans la salle commune un four à pain. Ainsi, cet espace à disposition de tous est associé au temps des réunions du groupe : des moments d'échange et de convivialité¹²² (Illich, 1973) nécessaires à la pérennisation de l'identité et de la cohésion du projet¹²³.

Au fur et à mesure, le temps dédié à la réflexion sur les espaces communs décline proportionnellement au profit de l'amplification des préoccupations en lien avec les espaces privés :

Après c'était très compliqué sur les appartements... il y a eu plein de crises, moult réunions, dix-huit projets élaborés par Simon [l'architecte] pour essayer de nous répartir ! Il y a eu des crispations pour certains du groupe, c'était extrêmement violent, extrêmement compliqué. Il y a eu Julien qui a fait des esclandres, Marie aussi... [...] j'étais quand même un peu dépité par rapport à cette crispation parce que là, je n'étais plus du tout dans l'esprit du projet : la priorité sur les espaces

¹²² À noter le lien étymologique avec le latin *convivium* : festin, repas.

¹²³ La salle commune sera également le lieu de l'ouverture du cohabitat vers l'extérieur. Les habitants l'évoquent en imaginant d'héberger les activités des associations du quartier. Toutefois, ce sujet n'est pas central pendant la phase de conception du projet architectural.

partagés, pas forcément mettre en avant les logements... là, je me rendais compte qu'il y avait pas mal de gens pour lesquels la motivation principale était quand même leur logement, avoir un beau logement : bien situé, pas trop cher... si j'ai pas de balcon, j'aurais pas de balcon, mais si le voisin du dessus à un balcon il va me faire de l'ombre... (Romain, entretien du 6 décembre 2010).

L'« espace rêvé » des appartements de chacun doit trouver sa place au sein d'un projet collectif cohérent. L'opération relève du casse-tête. Ce n'est pas un hasard si les membres du projet de Turin vont appeler la phase de répartition dans l'immeuble *le Tetris*¹²⁴. En effet, si le témoignage de Rémy, du projet de Paris, reliait les complexités de la phase de répartition des appartements à l'incapacité de l'architecte à « comprendre le projet » et à imposer son *autorité*, cela ne se passe guère mieux dans l'expérience de Turin où la maîtrise d'œuvre est gérée en interne.

Le groupe va travailler sur une dizaine de versions avant de trouver, au bout de plusieurs mois, le compromis qui met tout le monde d'accord. Mais quelles sont les raisons et les conséquences de cette phase critique de la vie des groupes ? Malgré l'engagement en faveur du cohabitat et des valeurs portées par ce mode d'habiter, l'enjeu social et symbolique de l'objet « logement » pèse sur le débat. Les raisons de conflit sont liées aux parcours résidentiels de chacun. Par exemple, Valentina dispose du plus petit budget au sein du groupe. Ayant vécu toute sa vie en rez-de-chaussée, elle refuse d'occuper le même type d'appartement dans le projet de cohabitat. Ne pas s'*élever* d'un étage serait pour elle un échec et une entorse intolérable à l'« espace rêvé » de son habitat. Mais sa situation économique précaire va créer des tensions dans le collectif : elle risque de devoir quitter le projet si les temps et les coûts de l'opération s'élèvent.

Dans le projet du canal de l'Ourcq, le conflit se cristallise, entre autres, sur l'assignation des parcelles des derniers étages qui donnent sur une rue peu passante. Une fois de plus, les motivations sont liées aux expériences passées d'habitat. Marie, retraitée, s'exprime ainsi :

J'ai demandé un étage élevé (pas forcément le dernier) et une implantation côté [rue de la] Meurthe, non par caprice, mais parce que je passe d'une maison contemporaine, parfaitement orientée et silencieuse à un appartement parisien. De ce fait, j'ai une relative intolérance au bruit (mail envoyé au groupe le 19 mai 2010).

Les débats autour de la répartition des appartements et de leurs caractéristiques peuvent affecter la confiance au sein du groupe. Si le collectif se montre assez solide pour trouver une solution partagée et consensuelle, cela aura un impact sur la cohésion future du cohabitat. Toutefois, cette phase complexe peut également laisser des cicatrices profondes, comme l'impression pour certains d'avoir fait trop de concessions et la crainte que les intérêts personnels puissent dans le futur primer sur la logique collective.

Des habitants « experts »

Dans l'introduction de cet article nous soulignons la contribution fondamentale de la recherche en sciences sociales à la compréhension de l'espace architectural. Shapiro identifie deux thèmes principaux auxquels ces travaux se sont attaqués : « l'usage de l'espace d'un côté, sa production de l'autre, appropriation vernaculaire *versus* production spécialisée, soit, de manière caricaturale, l'aval et l'amont de la forme architecturale » (1996 : 13). Pour elle, la distinction trouve sa raison dans le fait que, dans la majorité des cas, usage et production sont séparés dans la vie sociale (*ibid.* : 18). Toutefois, l'exemple du cohabitat est une entorse à la norme. Au même titre que les expériences d'autoconstruction, « lorsque l'habitant dispose de moyens suffisants pour concevoir un logement conformément à l'usage qu'il veut en faire. [...] On a là un ensemble de cas où l'habitant exprime non pas son usage mais la projection au sol de cet usage » (Raymond, 1996 : 23).

Dans les cas de l'autoconstruction et du cohabitat, les acteurs sont particuliers : des « usagers architectes » ou des « habitants bâtisseurs », ce qui interroge la supposée distance entre « représentation savante et représentation populaire de l'usage » (Shapiro, *op. cit.* : 18). En effet, la pratique architecturale s'appuie généralement sur l'écart entre l'« expertise technique » des professionnels et le manque de connaissances des clients – ce qui a été défini comme « l'asymétrie de l'information » (Haumont, 2000 *in* Biau, 2012). Cet

¹²⁴ En référence au jeu vidéo de puzzle créé dans les années 80.

aspect est plus nuancé dans les projets de cohabitat, et ceci pour plusieurs raisons. D'une part, l'idéologie participative valorise une dynamique de travail horizontale et coopérative qui met en question les relations hiérarchiques habituelles entre architecte et futurs habitants, ainsi que la catégorie même de « client »¹²⁵. Les cohabitants se placent au cœur de leur projet tout au long de son évolution. Par conséquent, en plus de leurs compétences d'usagers qui les légitiment à intervenir dans les prises de décision, les membres du groupe développent, au fil de l'avancement du projet, des compétences sur le plan technique (solutions énergétiques, montages juridiques, caractéristiques et impacts des choix structuraux et des matériaux, etc.). C'est dans le processus de participation à la conception du projet que l'écart entre « experts » et « profanes » se réduit. D'autre part, le profil sociologique des participants aux initiatives récentes de cohabitat influe. Celui-ci est plutôt homogène et proche de ceux que Catherine Bidou (1984) appelait dans les années 80 « les aventuriers du quotidien » : catégorie socioprofessionnelle élevée, travaillant dans le secteur public ou exerçant une profession libérale, qui dispose d'un capital culturel et social important mais appartient aux couches de revenus moyens¹²⁶. En outre, nous retrouvons parmi les cohabitants un pourcentage significatif de professionnels de l'habitat et de la ville, ce qui multiplie les points de vue « légitimes » des experts et n'est pas pour faciliter les négociations entre l'architecte et le collectif d'habitants¹²⁷.

Conclusions

Les projets actuels de cohabitat en France et en Italie vivent une phase d'expérimentation. Malgré l'engagement de leurs militants, leur expérience concrète se révèle pleine de difficultés. Les futurs cohabitants cherchent donc à déterminer des règles qui puissent sécuriser le projet et désamorcer les conflits. La définition des relations et de la méthode de travail entre l'architecte et les habitants occupe une place incontournable dans ce processus. Quand les équilibres traditionnels sont brouillés, il faut mettre en place de nouveaux langages et de nouvelles compétences.

Cet article montre comment, dans les projets de cohabitat, l'architecte n'est pas le seul concepteur de l'espace architectural ; son expertise technique ne lui confère pas une légitimité plus grande face à des individus particulièrement compétents et motivés. Comment se confronter aux « espaces rêvés » de plusieurs individus et les traduire dans « l'espace pensé » d'un projet global ? La négociation varie d'une expérience à l'autre. Toutefois, le retour sur les échecs et les réussites de cette vague d'initiatives de cohabitat peut contribuer à faire avancer la réflexion. De plus, si le passage de « l'espace rêvé » à « l'espace pensé » du projet n'est pas sans difficultés, quel impact aura ce processus sur l'expérience concrète de la vie dans l'immeuble, « l'espace vécu » du cohabitat ? Ces expériences de vie, de société et d'habitat, ouvrent des perspectives pour de futurs terrains d'observation.

¹²⁵ Ici dans l'acception, péjorative aux yeux des cohabitants, de « consommateur passif ».

¹²⁶ Les caractéristiques particulières de ces individus interrogent la possibilité d'une démocratisation de ce mode d'habiter à d'autres couches de la population.

¹²⁷ La présence de plusieurs « experts » de l'habitat dans le projet peut également rendre très complexes les relations au sein du groupe d'habitants : la distinction entre « techniciens » et « profanes » peut, dans certains cas, affaiblir les logiques du travail collectif et participatif.

EN QUOI CONSISTE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

Jean-Paul Deléage

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Ecologie & politique »

2010/2 N°40 | pages 21 à 30

ISSN 1166-3030

ISBN 9782849502761

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-2-page-21.htm>

!Pour citer cet article :

Jean-Paul Deléage, « En quoi consiste l'écologie politique ? », *Ecologie & politique* 2010/2 (N°40), p. 21-30.

DOI 10.3917/ecopo.040.0021

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

En quoi consiste l'écologie politique?

Jean-Paul Deléage

En quoi consiste l'écologie politique ? Question vaste et complexe, mais qui appelle ici une réponse claire et directe.

Elle tiendra dans les cinq points suivants:

1. Le constat de la nouveauté et de l'ampleur des contradictions qui affectent désormais les rapports de l'espèce humaine à sa planète, à l'écosystème auquel elle est inféodée.

2. Le constat que l'humanité, envisagée comme une espèce, soit devenue une force géophysique majeure, idée que résume bien le néologisme d'«anthropocène » forgé en 2002 par le prix Nobel de chimie, Paul J. Crutzen [1]. Il en résulte que les explications de l'origine anthropogénique de ce j'appelle le changement global signent la ruine de la distinction humaniste classique entre histoire naturelle et histoire humaine.

3. La nécessité d'exprimer en action politique la triple nécessité suivante : repenser totalement notre alliance avec la nature, le contrat social qui fait que les êtres humains ne sont pas un simple agrégat d'individus mais font société, et repenser en termes neufs la question de la souveraineté politique.

4. La nécessité d'esquisser ce qui pourrait déterminer les spécificités, les prérogatives et les choix politiques d'un État de droit ainsi que les modes d'organisation interétatiques les plus efficaces à l'époque de l'anthropocène. Nous devons au préalable rappeler en quoi, selon qu'elle est politique ou scientifique, l'écologie recouvre deux démarches distinctes quoiqu'interconnectées[2].

5. D'où l'urgence : quelle est pour nous la forme concrète de cet engagement politique aujourd'hui, en Europe et tout particulièrement en France ? Il me semble ainsi qu'il est urgent d'être partie prenante des processus de recomposition de l'écologie politique en cours, notamment dans notre pays.

Écologie & Politique, n° 40, juin, 2010

– 22 – Les écologies politiques aujourd'hui (1)

De nouvelles échelles de temps et d'espace

Notre espèce est devenue mortelle à échéance pensable à partir du jour où a été construite l'arme nucléaire. Tel est le renversement de perspective qui sépare notre siècle en deux : avant et après Hiroshima. Cinquante ans plus tard, avec Tchernobyl, les questions écologiques ont irréversiblement atteint une dimension planétaire.

Depuis le début du 20^e siècle, tandis que la population mondiale a été multipliée par quatre, l'érosion a anéanti une surface égale à celle de la totalité des terres cultivables aux États-Unis et a transformé en désert l'équivalent de la surface de l'Amazonie. Pendant la même période, plus de mille milliards de tonnes de déchets plus ou moins toxiques ont été déversés dans les zones les plus productives de l'océan mondial. La destruction des espèces végétales et animales que Edward O. Wilson et, à sa suite, de nombreux biologistes[3], a qualifié la sixième extinction en masse de l'histoire de notre biosphère, atteint des niveaux paroxystiques. Nous installons des poisons dans les chaînes alimentaires pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Nous modifions la composition chimique de l'atmosphère et, par là, nous influençons probablement l'évolution climatique globale. Il convient ici de rappeler, contre les négationnistes du changement climatique, que Naomi Oreskes[4], historienne des sciences à l'université de Californie à San Diego, a compilé 928 articles publiés entre 1993 et 2003, dont pas un seul ne remettait en cause la réalité de l'origine anthropique du changement climatique. Les modifications de notre environnement entrent en synergie avec le changement de portée des manipulations du vivant permises par la révolution biologique en cours.

Les deux séries de changements s'emboîtent en repoussant constamment dans l'espace et dans le temps les horizons de l'action humaine.

Sur une planète aux ressources et aux dimensions finies, nous vivons désormais dans des sociétés du risque majeur. Pour que l'argent produise toujours plus d'argent et toujours plus vite, terres, ciels et eaux ont été systématiquement sacrifiés à la logique dévorante du profit.

C'est donc la fin d'un monde que nous vivons aujourd'hui, le monde dans lequel nous avons vécu ces 12 000 dernières années, même si aucun journal d'Europe ou d'Amérique du Nord n'en a encore publié la nécrologie. Afin de qualifier précisément ce changement de monde et d'époque, Paul Crutzen a proposé le terme d'anthropocène pour nommer la nouvelle période géologique dans laquelle nous serions entrés.

Eh bien, à la question « Vivons-nous maintenant dans l'anthropocène ? », les 21 membres de la commission ont répondu « oui ». Ils invoquent des preuves solides pour justifier que l'époque holocène – l'intervalle interglaciaire au climat particulièrement stable qui a permis l'évolution de la civilisation agricole et urbaine – est terminée et que la Terre est entrée dans « un intervalle stratigraphique sans précédent comparable au cours des derniers millions d'années ». En plus de l'accumulation des gaz à effet de serre, les stratigraphes évoquent la transformation humaine des paysages « qui dépasse maintenant la production sédimentaire naturelle, ainsi que l'acidification inquiétante des océans et la destruction implacable du vivant ». Ce nouvel âge est caractérisé par la tendance au réchauffement ainsi que la « combinaison d'extinctions [...] et remplacement à grande échelle de la végétation naturelle par des monocultures agricoles[5] », ce qui produit une signature biostratigraphique contemporaine distincte.

Résumons les arguments de Crutzen repris par Mike Davis[6] : multiplication de la population humaine par un facteur 10 au cours des trois derniers siècles et augmentation corrélative du bétail; épuisement des ressources fossiles et relâchement massif de CO₂ utilisation massive d'eau douce pour l'agriculture ; intensification du rythme d'extinction d'espèces par un facteur 1 000 (voire 10 000 dans les forêts tropicales). On doit saisir que cette nouvelle conjoncture a des implications fortes non seulement dans notre manière de saisir théoriquement la complexité du monde, mais aussi dans les modalités selon lesquelles nous devons penser sa transformation politique. dans l'atmosphère ;

Une approche mondiale de la politique

Expliquer et comprendre cette catastrophe exige au minimum un dialogue entre disciplines et le rapprochement de l'histoire

– 24 – Les écologies politiques aujourd'hui (1)

Une brèche a été ouverte dans le mur séparant les deux histoires, humaine et naturelle. En particulier, l'entrée dans l'anthropocène nous enjoint de mêler deux chronologies irréductibles à l'histoire de l'industrialisation capitaliste (il n'y en a eu qu'une) et à l'histoire de l'espèce humaine. Une telle combinaison ne peut laisser intacte l'idée même de compréhension historique, et moins encore l'idée que l'on peut se faire de toute perspective d'inflexion majeure de la trajectoire littéralement suicidaire sur laquelle l'humanité est engagée en ce début de 21^e siècle.

Si nous sommes devenus un agent géologique planétaire, il faut intégrer cette nouveauté à la compréhension de l'histoire contemporaine.

L'angoisse que provoque cette situation évoque celle qu'a pu susciter la menace d'une guerre nucléaire. Mais il y a une différence cruciale. La guerre nucléaire aurait résulté d'une décision consciente. Le changement global est une conséquence non voulue – un effet intentionnel aurait écrit Sartre – des actions humaines. Il n'est accessible que par l'analyse scientifique et il montre l'effet de nos actions d'humains en

tant qu'espèce. Autrement dit encore, à l'heure de la globalisation, de la mondialisation, nous sommes entrés dans une économie-monde inséparable de l'écologie-monde [7] que révèle le changement global dans toutes ses dimensions. Cette crise globale hypothèque gravement l'avenir de l'humanité.

Derrière l'effondrement des fondamentaux de la biosphère se profilent un déclin économique sans précédent historique et, plus grave, une régression sociale et une déstabilisation géopolitique explosives[8]. La question politique brûlante est celle des franchissements irréversibles de seuils dans cette course au chaos social et écologique, car chaque épisode de cette course à l'abîme ferme une nouvelle possibilité d'issue démocratique selon le processus que Bruno Villalba désigne comme la « contraction démocratique [9] ». Cela se vérifie tout autant pour le réchauffement climatique que pour l'effondrement de la biodiversité ; tout autant pour l'épuisement des ressources – notamment pétrolières, et les dégâts collatéraux de leur exploitation, comme le désastre provoqué par British Petroleum dans le golfe du Mexique en administre une preuve nouvelle – que, plus généralement, pour les situations créées par l'accumulation sans fin des déchets de l'industrie.

Il n'est pas possible de penser le changement hors du cadre de l'économie-écologie-monde. Penser ce changement, c'est donc au préalable comprendre la géoculture qui a émergé avec le basculement historique de la fin des Lumières et la césure de 1789 : cette géoculture était celle du libéralisme qui fait du changement et de la nouveauté la norme, et du peuple le souverain politique. Nous avons vécu pendant deux siècles tiraillés entre trois versions de cette idéologie libérale : celle conservatrice de bloquer le changement, celle socialiste de l'accélérer à tout prix, celle plus modérée et pragmatique d'un changement maîtrisé par un gouvernement éclairé. Cette dernière version a été systématiquement combattue depuis 1789, par les réactionnaires, obsédés par la volonté de restauration scellée par le retour à l'ordre divin et naturel, puis par des formes politiques autoritaires, voire totalitaires, aveuglées par leur volonté d'accélérer à tout prix le train de l'histoire, au nom soit de la pureté et de la supériorité d'une race, soit du rôle historique messianique d'une classe sociale. C'est depuis près d'un demi-siècle que la géoculture moderne porteuse de l'idéologie productiviste, scientiste et impérialiste du progrès fondée sur l'exploitation sauvage de la nature, des travailleurs du monde et les exactions répétées à l'encontre des tiers mondes s'érode rapidement. Les écologistes et les altermondialistes sont porteurs de cette nouvelle géoculture qui se doit d'inventer un nouveau libéralisme démocratique et populaire, aux antipodes du libéralisme élitiste de Tocqueville qui réserve la possibilité de piloter le jeu politique à une classe dirigeante éclairée.

Les versions modernes de l'idéologie libérale sont donc disqualifiées face à leurs contradictions: qu'il s'agisse des promesses récurrentes de lendemains qui chantent et du pouvoir au peuple (qui attend toujours!), ou encore des formes de changement maîtrisé par des gouvernements éclairés; et cela dans une période où se creuse un véritable gouffre d'inégalités entre classes sociales et peuples du monde ! Il revient donc à l'écologie politique d'intervenir activement dans le nouveau basculement du monde marqué par quatre lignes de force étroitement interconnectées: - l'accélération de la crise écologique qui remet en cause le mode d'accumulation séculaire du capital basé sur la capacité des entreprises à extérioriser leurs coûts par l'utilisation sauvage des ressources naturelles; - le creusement du gouffre démographique entre le Nord et les Sud, à l'inverse du fossé économique et qui crée une irrésistible pression démographique et migratoire dans le sens Sud-Nord; - la limite ultime atteinte par l'expansion géographique de l'économie-monde capitaliste dont l'inévitable corollaire est une forte augmentation des coûts mondiaux de la main-d'œuvre [10] ; - et, enfin, le poids salarial mondial exorbitant de l'expansion rapide d'une classe moyenne, impossible à soutenir ni pour les employeurs ni pour les États.

Culture du quotidien et autolimitation contre montée des experts

Selon l'une des thèses clairement énoncée dès 1992 par André Gorz, « il importe d'éviter que la démarche politique soit présentée comme le résultat qui s'impose avec une "nécessité absolue" à la lumière de "l'analyse scientifique" et que soit réédité sous une nouvelle forme le dogmatisme scientifique et antipolitique [11] » qui a fait tant de ravages sous la forme du « diamat » chez certains héritiers de Marx.

Précisons: en tant que science, l'écologie est un descripteur précis de effets délétères de la civilisation capitaliste-industrielle sur les éco systèmes terrestres et les régulations biosphériques. Ces dernières ont permis une évolution vitale vers une diversité croissante des centaines de millions d'années durant. Les déferlements technologiques qui se succèdent à une fréquence accélérée depuis deux siècles ont gravement endommagé ces capacités autogénératrices, avec des franchissement de seuil qui rendent certaines de ces blessures irréparables au point de rendre problématique l'existence même d'une vie humaine sur Terre.

André Gorz a bien montré, à partir de là, la possibilité de deux approches possibles. La première s'appuyant sur la science écologique, cherche à calculer les seuils à ne pas franchir pour être assuré de pouvoir poursuivre l'expansion de la sphère techno-industrielle.

Cette démarche permet de définir des normes de limitation des prélèvements et des rejets dans le cadre d'un métabolisme société-nature gouverné par une raison purement instrumentale. De telles politiques de préservation du milieu seront conduites par les États à la seule fin « de renforcer l'hétérorégulation administrée du fonctionnement de la société [12] ».

La seconde est celle des mouvements écologiques. C'est, à l'inverse en effet, à partir de leur « culture du quotidien » et de la défense de leur « monde vécu » que sont nés ces mouvements. Les premières manifestations du mouvement écologique en Europe et en Amérique du Nord

étaient dirigées contre « des mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques dépossédaient les citoyens de leur milieu de vie [13] ». On retrouve ici l'opposition classique depuis Ivan Illich entre hétéronomie et autonomie. C'est-à-dire l'opposition entre de puissantes machines technico-administratives aliénant aux habitants les bribes de milieu naturel auxquelles ils pouvaient encore accéder et confisquant « le domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisaient la violation par le capital et par l'État du droit des individus à déterminer eux-mêmes leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer [14] ». Cette tendance au contrôle total des individus fut bien sûr portée à son paroxysme dans les États bureaucratiques dits socialistes et dont les fondements furent d'ailleurs fortement ébranlés par des mouvements écologiques dès la fin des années 1970.

À partir de 1972, ces mouvements culturels fédérés autour du slogan « Changer la vie » reçurent un fondement objectif avec la publication d'un numéro de la revue *The Ecologist* intitulé *A blueprint of survival*, coordonné par Edward Goldsmith et Robert Allen [15], puis la parution du rapport *The limits to growth* commandité par le Club de Rome. Ces deux rapports établissaient clairement l'impossibilité de poursuivre dans la voie sans fin, dans les deux sens du terme, du modèle capitaliste de développement. « Les demandes "culturelles" du mouvement écologique se trouvaient ainsi objectivement fondées par l'urgente nécessité, scientifiquement démontrable, d'une rupture avec l'industrialisme dominant et sa religion de la croissance [16]. » L'écologie avait ainsi trouvé les fondements argumentés justifiant sa transformation en mouvement politique, conformément à l'intérêt général de l'humanité. La réciproque n'est pas vraie pour autant, car la prise en compte des intérêts écologiques de l'humanité ne se situe pas nécessairement dans la bonne perspective, pour les humains, de la reconquête de leur monde vécu. Le problème est donc pour nous celui de la traduction de nécessités objectives, que peut définir la science écologique, en conduites normatives; ce n'est rien d'autre que le problème de la démocratie et du pouvoir. Le capital a résolu cette double difficulté « éliminant le pouvoir des producteurs directs dans et sur la production », en émancipant la production vis-à-vis des besoins ressentis et en créant des besoins ainsi que leurs modes de satisfaction en fonction du

seul critère de sa perpétuation. De cette façon, la prise en compte des contraintes écologiques se traduit par une extension de la logique du marché, un affaïssement de l'autonomie du politique et la colonisation par les gérants et fondés de pouvoir du système du monde vécu par les individus. À cet égard, le cynisme des maîtres de la société industrielle se montre sans pudeur dans les méthodes du greenwashing. Shell affiche ainsi l'image d'une raffinerie dont les cheminées crachent un léger nuage de fleurs multicolores. Quant à l'hebdomadaire boursier Investir, il suggère à ses lecteurs « de gagner avec des valeurs vertes » grâce à un panel de sept titres dont EDF, Suez, Veolia et Rhodia, ex-champion de France des rejets industriels polluants[17].

Telle est l'ambiguïté des contraintes écologiques selon qu'elles sont prises en compte par les appareils du pouvoir ou à l'inverse par les individus coalisés pour la défense de leur « monde vécu » et de leur – 28 – Les écologies politiques aujourd'hui (1) culture du quotidien. C'est dans cette dernière perspective que les premiers mouvements écologiques ont puisé leur inspiration et leur souffle potentiellement révolutionnaire. Pour le mouvement écologique, il s'agit donc aujourd'hui d'établir la corrélation entre la diminution du travail et celle de la consommation d'une part et, de l'autre, l'augmentation de l'autonomie et de la sécurité existentielle. Autrement dit, la question est

posée de savoir comment producteurs et consommateurs peuvent se rassembler pour réfléchir et décider collectivement et souverainement quoi et comment produire et consommer. À partir de ce point de vue, la perspective de la décroissance peut s'avérer féconde, mais elle se heurte à d'importants obstacles politiques dont il est urgent de débattre sérieusement dans la perspective de leur mise en œuvre. Cette perspective ne serait ni celle de la fin du travail ni celle du règne de la pénurie mais à l'inverse elle viserait l'horizon de la fin de la tyrannie qu'exercent sur producteurs et consommateurs les rapports marchands et la dictature des besoins administrés. Là est sans doute la voie pour sortir de la malédiction du travail puisque sous la domination du capital, le travailleur vend à un tiers son activité vitale pour s'assurer les moyens nécessaires à son existence. Le travail ne peut pas être conçu comme faisant partie de sa propre vie, mais bien plutôt comme le sacrifice de cette vie, ainsi que l'avait vu Marx. L'écologie est donc investie de cette responsabilité de soutenir l'inversion du « rapport entre productions de richesses marchandes et production de richesse humaine [18] ». En

particulier, elle devra à cette fin redéfinir totalement le concept de propriété, aujourd'hui en principe illimitée, conformément à l'idéal d'autonomie de la modernité. Récolter les fruits des ressources renouvelables sans être autorisé à détériorer le capital naturel exige au minimum de les préserver de toute forme de propriété privée.

Au final, la question posée est celle de l'urgence de l'engagement de l'écologie politique dans l'action, ici et maintenant.

Quel engagement dans l'action?

[18] A. Gorz, *Ecologica*,

op. cit., p. 159.

[19] E. Hobsbawm,

« Socialism has failed. Now capitalism is bankrupt. So what comes next? », *Guardian*, 10 avril 2009,

Je l'ai dit et j'y reviens en conclusion. Il faut repenser totalement notre alliance avec la nature et le contrat social entre société (entre le Nord et le Sud), mais aussi à l'intérieur de nos propres sociétés. Et repenser surtout la question de la souveraineté politique. « Le socialisme a échoué. Maintenant le capitalisme est en faillite. So what comes next [19] ? » écrit l'historien Eric Hobsbawm, qui précise ainsi sa question : « Nous avons vécu deux tentatives concrètes : l'État à éco-

Notre vision du progrès a changé. Et les mouvements écologiques sont apparus comme une sorte d'avant-garde d'une nouvelle conscience politique, encore trop souvent réduite aux mouvements « postmatérialistes » des sociétés industrialisées. Il ne faut pas délaissier les mouvements écologiques des pauvres; bien au contraire, il faut leur conférer une place centrale, comme l'a proposé Joan Martinez-Alier[20], c'est-à-dire construire un mouvement écologique coordonné à l'échelle planétaire, une sorte d'internationale écologique. Car tous les problèmes écologiques et sociaux sont interconnectés à cette échelle. Comment penser autrement l'épuisement des ressources, l'immense problème de la faim dans le monde, celui des pénuries d'eau, du changement climatique ?

La politique écologique sera donc transnationale ou ne sera pas.

Elle doit montrer pourquoi et en quoi l'universalisation du jeu de la main invisible du marché (y compris maintenant dans les difficiles négociations sur le climat) ne peut être séparée de la crise sociale et morale dont souffre l'humanité. Et pourquoi cette universalisation du marché est à l'opposé de toute issue démocratique à cette crise.

Les peurs irrationnelles du passé font aujourd'hui place à l'angoisse de la mort de l'espèce. Le quadrillage de la planète par d'immenses réseaux techniques (et très vulnérables) déterritorialise le risque au point qu'il n'est plus de refuge pour quiconque. Il n'est plus de sanctuaire qui soit à l'abri des pollutions planétaires et des violences de classe ou racistes.

L'écologie politique n'est donc pas le politiquement correct du Grenelle de l'environnement et de l'invocation récurrente du développement durable peut-être devenu « une chimère, une mystification [21] », selon la belle question posée par Olivier Godard. Elle n'est pas non plus cette entrée désarmante que nous vivons dans la vertigineuse des choses. Elle ne trouvera dans l'écologie scientifique au sens large que des

réponses précises concernant l'état de la planète, mais aucune source d'inspiration politique, aucune panoplie d'un quelconque slogan mobilisateur et prêt-à-porter pour le changement social

Si la culture mondiale contemporaine est la tapisserie la plus complexe jamais réalisée, il s'avère que les formes mondiales de domination politique tendent à la dégradation irrévocable du motif de cette tapisserie. La question politique centrale est posée par Vittorio Hösle : « Parviendrons-nous à séparer ce motif de son support sans altérer sa prodigieuse complexité [22] ? » Voilà l'effort qui s'impose désormais à

Les écologies politiques aujourd'hui (1)

l'écologie politique, voilà le défi intellectuel, moral et politique auquel est désormais confrontée cette dernière. Il lui incombe, en France et en Europe pour ce qui nous concerne, d'être à la pointe du grand combat historique du siècle, le combat des peuples du monde en faveur d'une société juste et vivable pour tous. À cette fin, c'est moins la raison qu'il faut convoquer devant le tribunal de l'histoire que, surtout, les structures politiques sociales archaïques qui ont conduit l'humanité au bord du chaos planétaire et du gouffre social et écologique actuel. Réfléchir à l'ensemble de ces questions et en débattre librement, tel est l'objet de la Fondation de l'écologie politique en voie de création. Selon ses initiateurs, cet « établissement est envisagé comme un lieu d'expertise, de réflexion, de débat et de proposition susceptible d'alimenter les politiques en quête d'un nouvel horizon ». Les intellectuels engagés dans une réflexion sur la tragédie de l'effondrement des fondamentaux de l'écosystème terrestre, dont l'humanité est elle-même responsable, ne devraient-ils pas s'y impliquer d'urgence ? Quant à celles et ceux qui ont apporté leurs capacités de réflexion à notre

revue, ne peuvent-ils pas contribuer à cette entreprise de refondation du politique ? Car le moment est venu de se conformer, me semble-t-il, à l'injonction bien connue, et trop souvent oubliée, de Marx dans la

Onzième thèse sur Feuerbach selon laquelle il ne s'agit plus seulement de comprendre le monde, mais de le transformer.



La cabane d'Émile:

Projet porté par trois étudiants de l'ENSCI: Paul Appert, Gaetan Brochier et Léo Sexer, en création industrielle:

La cabane d'Émile est un habitat léger préfabriqué, démontable et transportable à plat. Sa conception répond à la problématique suivante: comment un habitat préfabriqué s'adapte à un lieu pour lequel il n'a pas été conçu ?

Un système de pilotis, permet de mettre la cabane de niveau sans intervenir sur le terrain. L'isolation est constituée de boîtes remplies d'un matériau d'isolation trouvé localement, sur le lieu d'implantation. Cette isolation est également modulable et peut se placer où l'on souhaite en fonction de l'orientation de la cabane. Nous avons porté une attention particulière aux flux d'air, d'eau et d'énergie: l'eau de pluie est récupérée au sein d'une cuve souple pouvant être transportée pliée, un système de ventilation naturelle permet une aération en été et des panneaux solaires assurent l'autonomie de la cabane.

25 Verde. Torino

Photo by Beppe Giardino

Le case tra gli alberi A Torino ha messo radici una nuova casa. Ha strutture in acciaio come alberi di una foresta. Piante che immergono le loro radici in terrazzi dai profili irregolari. Specchi d'acqua attraversati da passerelle. E sui tetti, rigogliosi giardini. L'intera costruzione è concepita come una sorta di foresta abitabile, una casa sugli alberi come quella che tutti i bambini sognano e, a volte, costruiscono. Il progetto nasce dall'esigenza di realizzare un edificio residenziale di completamento dell'isolato urbano, già caratterizzato da disomogeneità ed affacci eterogenei.



L'intervento si pone l'obiettivo di edificare il perimetro su fronte via, con un filo edilizio compatto, ma nello stesso tempo di realizzare un filtro di transizione tra lo spazio esterno delle vie e lo spazio interno edificato. Il fine ricercato dal progetto è di creare uno spazio di transizione fluido e morbido che smorzi il brusco passaggio dal dentro al fuori e sia fruibile sia dall'interno che dall'esterno. Questo passaggio morbido e mutevole nel tempo, è accentuato da un uso mirato del verde e dei materiali utilizzati che ne favoriscono la transizione, creando nel contempo un "blocco edificato" definito e compatto, ma permeabile, mutevole e vivibile. E' un edificio speciale, perché vivo: cresce, respira e cambia nel tempo perché i suoi terrazzi sono costellati da 150 alberi ad alto fusto che, insieme alle 50 piante nella corte, producono ogni ora circa 150.000 litri di ossigeno, mentre nella notte assorbono circa 200.000 litri di anidride carbonica all'ora. Inoltre abbattano le polveri sottili provocate dalle autovetture, proteggono dal rumore, seguono il naturale ciclo delle stagioni, crescono giorno dopo giorno, creano un microclima ideale all'interno dell'edificio mitigando gli sbalzi di temperatura in estate ed inverno. I listelli di legno massello che pavimentano i terrazzi irregolari filtrano i raggi del sole in estate, mentre in inverno lasciano penetrare la luce all'interno delle abitazioni. Il rivestimento in scandole di larice delle facciate, crea una superficie morbida e vibrante.

Le strutture metalliche alberiformi che contornano l'edificio nascono dal piano terra e crescono fino al tetto, sorreggendo gli impalcati lignei dei terrazzi; intrecciandosi con la vegetazione costituiscono la facciata dell'edificio, unica nel suo genere. Uno degli obiettivi dell'intervento è il raggiungimento di una buona efficienza energetica. Per questo sono state adottate numerose soluzioni integrate: isolamento "a cappotto", pareti ventilate, protezione dall'irraggiamento solare diretto, impianti di riscaldamento e raffrescamento che utilizzano l'acqua di falda con il sistema a pompa di calore, recupero delle acque piovane, stoccaggio e

riutilizzo per l'irrigazione del verde. Il fabbricato ospita 63 unità immobiliari, tutte diverse tra loro e dotate sui due lati di generosi terrazzi di forma irregolare che avvolgono la vegetazione

L'ultimo piano, coperto da tetti verdi privati, è organizzato con unità di taglio maggiore. Il sistema del verde è differenziato: fioriere sui terrazzi, giardino-corte, verde verticale in facciata, verde pensile nella zona del soppalco dove si affacciano i loft, verde pensile in copertura. Le fioriere ospitano, a seconda delle dimensioni, alberi o arbusti. Anche le altezze a disposizione sono diverse e vanno da 2,5 metri di altezza a oltre gli 8 metri. Sono state scelte principalmente specie decidue, per permettere l'irraggiamento solare nel periodo invernale. La scelta delle essenze, sebbene differenziata in base alle diverse esigenze, è stata fatta per assicurare una varietà di portamento, fogliame, fioritura e colore. Quando tutto il verde sarà nel pieno rigoglio, sarà come vivere in una casa sull'albero. Si può sognare una casa, oppure si può abitare un sogno.

Résumé:

Ce mémoire étudie grâce aux parutions médiatiques contemporaines l'émergence de la thématique de l'autonomie citoyenne au travers du traitement des habitats alternatifs. Composé lors d'un semestre d'immersion à l'ENSCI, il est le fruit d'une réflexion menée en parallèle entre l'étude communicationnelle et le champ de la recherche en design. Pour mener à bien ces travaux, nous avons eu recours à l'analyse sémiologique des contenus mis en ligne par les porteurs de projet, mais aussi des articles de presse et de la documentation scientifique, notamment autour de l'œuvre de Cornelius Castoriadis. Il s'agit de prendre conscience de la montée en puissance de cet enjeu lié à la fois au confort intime et en articulation avec une dimension sociale et urbaine, dans une perspective de long terme. Le respect de l'environnement et la préservation des ressources étant un enjeu primordial actuellement, il s'agit de constater si oui ou non, le fait de vivre dans une structure telle que décrite ci-dessus engage un comportement citoyen de la part des habitants de ces nouveaux lieux de vie.

Thanks to the contemporary media publications, this report studies the emergence of the theme of the citizen's autonomy through the treatment of the alternative housing. Written during a half-year of partnership in the ENSCI, it is the result of a reflection led in parallel between the communication study and the field of the research in design. To lead this work to a successful conclusion, we used to the semiological analysis of the contents put on-line by the leader's project, but also press articles and the scientific documentation, in particular the Cornelius Castoriadis's work. The issue is becoming aware of the rise of this stake, at the intersection of intimate comfort and the articulation with a social and urban dimension, in a long-term perspective. The environmental protection and the conservation of the resources being an essential stake at present, it is a question of noticing if yes or not, live in a structure such as described above commit a public-spirited behavior on behalf of the inhabitants of these new places to live.

Mots-clés:

Citoyenneté, autonomie, habitat, participatif, alternatif, imaginaire social, Castoriadis, convivialité, maison, gouvernance, écologie.

Citizenship, autonomy, housing environment, participative, alternative, social imaginary, Castoriadis, user-conviviality, house, governance, ecology.